

Table des matières

*) Comme un ébranlement	3
*) Vote du budget : un festival de coups fourrés	6
1 ALLOCATIONS FAMILIALES ET LOGEMENT.....	6
2 LES PENSIONS DE RETRAITE	6
3 LE SECTEUR HOSPITALIER.....	6
4 CUMUL CICE ET COTISATIONS SOCIALES	7
5 IFI-ISF	7
6 FLAT TAX, DIT PRELEVEMENT FORFAITAIRE UNIQUE (PFU)	7
7 BAISSSE DU TAUX D'IMPOT SUR LES SOCIETES	7
8 EXIT TAX.....	7
10 TRAVAIL DISSIMULE	8
11 GEL DU POINT D'INDICE DES FONCTIONNAIRES	8
12 CONTRATS AIDES	8
*) Opinion publique. Sept Français sur dix veulent le rétablissement de l'impôt sur la fortune.....	8
*) Gilets Jaunes, acte V : 66 000 manifestants dans toute la France	10
*) Une manifestation unitaire contre la précarité	11
"ALLER AU DEVANT" DES "GILETS JAUNES"	12
*) Frédérique Rolet. « Il faut revenir sur les réformes du lycée »	13
*) Ian Brossat "l'Etat doit très vite permettre à Paris de ré-encadrer les loyers"	14
*) Lycées pros : « les enfants des gilets jaunes, c'est nous »	16
LA FIN DE L'ACCES AUX ETUDES SUPERIEURES	17
*) Recherche. CNRS : un plan social qui ne dit pas son nom	19
UN TIERS DES EFFECTIFS EN MOINS D'ICI A 2050, SACRE CADEAU DE NOËL !	20
*) De Paris à Marseille, lycéens et étudiants réclament de Macron « du pognon, pas des violons »	21
*) Louis Boyard : « Les lycéens comprennent que c'est leur avenir qui se joue ».....	24
*) Inventer l'écommunisme/ecosocialisme municipal.....	25
*) Respect, gilets jaunes et macron. En quoi le mépris nourrit-il la colère politique ?	27
*) Mouvement des gilets jaunes : rejet de la politique ou repolitisation ?.....	32
*) Gérard Noiriel : « Le "populaire" est un rapport social qui lie les dominés et les dominants ».....	35
*) Comment transformer la colère populaire en changement politique ?.....	39
• UNE DEMOCRATIE PLUS DIRECTE PAR CAROLINE FIAT, DEPUTEE FI DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	39

• UNE REVOLUTION SOCIALE ET ECOLOGIQUE PAR FABIEN GAY, SENATEUR PCF DE SEINE-SAINT-DENIS	40
• FAIRE DE L'EGALITE L'IDEE-FORCE PAR GUILLAUME BALAS, DEPUTE GENERATION.S AU PARLEMENT EUROPEEN.....	41
*) Droits. La liberté de manifester dans la nasse de la justice préventive	43
*) Mantes-la-Jolie : un syndicat lycéen porte plainte contre l'État	44
*) Frais universitaires des étrangers : "Bienvenue en France" (si vous êtes riches !)	45
ABSENCE DE CONCERTATION, PAS D'ARRETE PUBLIE, MAIS	47
UN PROJET DISCRIMINATOIRE DONC ANTICONSTITUTIONNEL ?	48
UN PLAN QUI RELEVE DE L'OBSSESSION MIGRATOIRE DU GOUVERNEMENT.....	50
*) « Ce gouvernement veut le déclin de l'université française »	50
*) "Gilets jaunes" : l'Assemblée rejette la motion de censure de la gauche, votée par 70 députés	52
*) Romain Slitine « Des solutions existent déjà pour rénover la démocratie »	53
*) Gilets jaunes. L'exigence démocratique fleurit sur les ronds-points	55
*) Gauche. Face à « l'escroquerie » Macron, le PCF appelle à amplifier la réplique.....	58
200 ELUS COMMUNISTES SOUTIENNENT LE MOUVEMENT LYCEEN ET ETUDIANT ..	59
*) Fabien Roussel : « À l'Assemblée nationale, on se bat aussi ».....	60
*) Sébastien Jumel : « Le mouvement des gilets jaunes, c'est l'échec du libéralisme »	61
*) Alexis Spire : « Les gilets jaunes ont remis les classes populaires au centre du débat public »	63
*) Assemblée nationale. André Chassaigne : « Nous vivons un moment historique ».....	66
*) Le drame recommencé	67
*) Thomas B. Reverdy : « Ce qui est très inquiétant, c'est le déni de démocratie ».....	68
*) Le rouge est jaune	70
*) Amplifier la collecte de dons	71
*) Convention. Le week-end des insoumis bousculé par les gilets jaunes	72
*) Gauche : Rififi et défis à la FI.....	74
*) Nicolas Langlois « Ce mouvement ne s'oppose pas à l'impôt mais à l'injustice fiscale »	76
*) L'homme du jour. Fabien Gay, sénateur du peuple	77
*) Convention. Après des turbulences, FI mise sur les gilets jaunes.....	78
*) Élections européennes. La liste Génération.s sera menée par son fondateur	80
*) Contre-feux. Comment écrit-on Mai 68 à l'envers ?	81
*) Gilets jaunes. Du virtuel au réel, la démocratie 2.0	82
*) Le traité budgétaire peut être annulé	83
*) Roland Gori « Avec sa pratique bonapartiste du pouvoir, Emmanuel Macron se retrouve seul face à la colère populaire »	85

*) Stefano Palombarini : « Les gilets jaunes constituent une coalition sociale assez inédite »	87
*) « Le pouvoir du peuple » ou l'idée de VIe République.....	88
L'IDEE DE REMETTRE LE PEUPLE AU CŒUR DES PRISES DE DECISION	88
*) Des enseignements et une réponse attendue	89
*) « Gilets jaunes » : une enquête pionnière sur « la révolte des revenus modestes »	90

*) Comme un ébranlement

Le mouvement populaire ébranle le pouvoir. Après avoir été contraint d'abandonner les suppléments d'impôts indirects sur les carburants, voici que M. Macron annule la hausse de la CSG pour une partie des retraités. Il consent également qu'on ne peut vivre décemment avec le SMIC. Mais s'il annule les prélèvements qui aggravaient les conditions de vie, il n'améliore d'aucune manière la situation de l'immense majorité de celles et ceux qui vivent dans la souffrance sociale. Les mesures d'apparence positive pour le pouvoir d'achat sont, en fait, financées par les travailleurs eux-mêmes. Le refus d'augmenter le SMIC, les bas salaires et les prestations sociales témoigne de la ténacité du Président de la République à défendre les possédants et les fortunés. La prime d'activité n'est pas un salaire mais une prestation sociale dépendant du niveau des revenus globaux d'un ménage fiscal et n'aura aucun effet pour la retraite.

Le pouvoir ne veut pas entendre parler d'un nouveau partage des richesses au profit du travail et des retraités. Aucune disposition nouvelle n'est envisagée pour les presque neuf millions de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, et la réindexation des retraites sur la hausse des prix n'est toujours pas à l'ordre du jour. Les 350 000 fortunés qui ont bénéficié d'un chèque de 4,2 milliards d'euros n'ont aucun souci à se faire, pas plus que ceux qui se gavent de milliards de dividendes, alors que l'immense majorité continuera à tirer le diable par la queue. Aucune exigence n'est formulée en termes d'emploi et de salaires en contrepartie des quarante milliards du CICE. Ces tours de passe-passe sont totalement révoltants.

Le pouvoir déconnecté ne comprend pas la nature du mouvement en cours. La contestation des inégalités et de la vie chère se conjugue désormais au rejet des structures du pouvoir et de celui qui l'incarne. Aux demandes de relèvement du pouvoir d'achat, des petits et moyens

salaires, s'adjoignent des revendications d'ordre démocratique, sur la représentation des travailleurs et des citoyens dans les lieux où se prennent les décisions qui les concernent, comme sur le rôle de la puissance publique. Le mouvement général porte en définitive sur l'aspiration à une autre société plus juste, plus humaine et plus démocratique.

Il est peu probable que les dispositifs sécuritaires inédits avec blindés en manœuvre dans les rues de la capitale, la répression qui s'est abattue sur la jeunesse, et la dramaturgie excessive mise en scène par le pouvoir et les principaux médias puissent faire refluer la lame de fond qui s'est emparée du pays.

Au contraire, ce mouvement qui conjugue dans l'action des ouvriers précarisés, des retraités en lutte contre la hausse de la CSG, des étudiants mobilisés contre le tri social à l'université, des femmes qui subissent l'inégalité de revenus, des paysans au bout du rouleau, des travailleurs pauvres et des chômeurs, s'est doté d'un caractère intergénérationnel et interprofessionnel qui, avec sa spontanéité et sa fraîcheur, explique sa puissance. Nombreux sont les mouvements qui, depuis le krach financier de 2008 et ses effets aux gigantesques conséquences, ont à travers le monde pris ces traits généraux dans une diversité de situations et d'expressions.

Son potentiel transformateur est important. Ses risques potentiels le sont également. La vigilance doit être particulièrement élevée face aux manœuvres dangereuses d'un pouvoir placé sur la défensive, la propagande d'extrême droite ou l'action factieuse. Face à ces menaces, les forces syndicales et les partis progressistes ont une grande responsabilité pour mettre en débat des propositions innovantes pour le changement social, démocratique et environnemental. De ce point de vue, le Président doit cesser de jouer avec le feu. Dans son allocution il n'a à aucun moment prononcé le mot « écologie » mais il s'est engouffré sur un thème de l'extrême droite déclarant : « *Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter* ». Vouloir déplacer, pour les contourner, les enjeux sociaux vers les questions identitaires est un jeu dangereux qui ne vise qu'à diviser le mouvement et fortifier l'extrême droite.

L'action populaire, avec ses formes inédites, a mis à nu ce pouvoir à la fois fort de ses prérogatives institutionnelles et d'une grande faiblesse en partie liée aux conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections présidentielle et législative. La délégitimation des corps intermédiaires – syndicats méprisés, associations étouffées, élus déconsidérés et partis dénigrés – a placé le Président de la République seul face au peuple, selon ses propres souhaits. Il en paye de manière assez grotesque les conséquences. Surjouer le Président monarque et jupitérien tout en détruisant l'Etat social au profit du marché capitaliste contre la volonté d'une majorité de citoyens, était un moyen sûr de se retrouver nu à la première tempête.

Notons que l'extrême droite et les forces de droite se placent en protectrice des institutions de la cinquième république et des puissances d'argent, c'est-à-dire du même côté que le Président et le gouvernement. Se vérifie ainsi, une fois de plus, que l'entrée en action des forces populaires et du mouvement social peut être un puissant stimulant pour des prises de consciences salutaires.

Le pouvoir refuse de reconnaître qu'il est contesté sur ses choix fondamentaux protégeant le grand patronat et les banques. Leur silence n'a d'égal que leur responsabilité dans la mise en œuvre des politiques incriminées, de leur refus d'augmenter les salaires et de dégager des moyens pour l'investissement utile, créateur d'emplois permettant la transition environnementale.

Des millions de voix qui réclament aujourd'hui plus de services publics, le retour de ceux qui ont été supprimés, la création d'emplois d'infirmières, d'enseignants ou d'agents de sécurité battent en brèche les volontés de réduire encore les dépenses publiques utiles. De même, progresse la conscience que la propriété publique et socialisée est une condition nécessaire pour assurer l'égalité des citoyens devant l'accès aux services fondamentaux, dans la santé, l'éducation, les transports, l'énergie. C'est encore elle qui est appelée à jouer un rôle central et pivot dans la transition écologique dont l'actuel mouvement démontre qu'elle est appelé à devenir une donnée centrale. En témoigne le succès rencontré par la marche pour le climat vers laquelle ont convergé de nombreux « gilets jaunes ». Avec les citoyens en mouvement, les forces sociales, syndicales et progressistes devraient pousser à des conférences sociale et environnementale où

serait posé l'enjeu d'une autre répartition des richesses et celui d'une autre manière de les produire.

Quoiqu'il advienne ces prochaines semaines, ce gouvernement comme les prochains sera placé sous contrôle des citoyens. La manifestation organisée par la CGT ce 14 décembre est une belle occasion de le lui rappeler. Cette nouvelle et heureuse donne confère aux forces de progrès social, démocratique et écologique, une très grande responsabilité. C'est le moment d'empoigner le débat politique et de se mettre au service d'un mouvement qui peut porter loin.

<http://patrick-le-hyarc.fr/un-ebroulement/>

***) Vote du budget : un festival de coups fourrés**

Samedi, 15 Décembre, 2018

Racket des retraités, protection des plus riches et du patronat... l'irruption populaire n'arrête pas l'Assemblée. Douze forfaitures passées en revue.

1 ALLOCATIONS FAMILIALES ET LOGEMENT

Le budget 2019 prévoit une revalorisation plus proche de l'aumône que de la justice : + 0,3 %. Et ce pour 2019... comme pour 2020 ! Un chiffre à comparer avec celui de l'inflation : + 1,9 %, selon le dernier indice de l'Insee. Sont concernées les APL, le complément mode de garde, l'allocation de rentrée scolaire, l'allocation de base de la prestation du jeune enfant (Paje), l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et la prime à la naissance. La majorité a refusé plusieurs amendements, malgré des débats sur l'indexation de ces hausses sur l'inflation.

2 LES PENSIONS DE RETRAITE

Le budget prévoit aussi une hausse de seulement + 0,3 %, loin de l'inflation, en 2019 et 2020. La baisse de revenu équivaut à 200 euros par an en moyenne. Soit, en 2020, une perte de 400 euros de pouvoir d'achat. S'y ajoute la hausse de la CSG de 1,7%. Même si le seuil a été relevé à 24 000 euros annuels (33 000 pour un couple) par le président lors de son allocution, ça reste un véritable racket.

3 LE SECTEUR HOSPITALIER

C'est dans le cadre du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), examiné à l'Assemblée, que la majorité et le gouvernement poursuivent leurs coups fourrés. Le budget de la Sécu prévoit une baisse de 910 millions d'euros de celui des hôpitaux, qui sont déjà exsangues. Pour l'ensemble de l'assurance-maladie, le PLFSS exige une baisse de 3,8 milliards d'euros. L'équilibre de l'ensemble du budget est un trompe-l'œil qui cache donc une nouvelle mise en cause de la Sécurité sociale. Que les députés LaREM ont votée, le 3 décembre, comme un seul homme.

4 CUMUL CICE ET COTISATIONS SOCIALES

C'est le symbole de la gabegie du gouvernement, qui gaspille l'argent public à tout-va. Car le Cice est inefficace pour l'emploi, mais la volonté du gouvernement de le transformer en baisse de cotisations sociales pérennes sur les salaires inférieurs à 2,5 Smic entraîne une double dépense en 2019 : au total, c'est 42 milliards d'euros que les entreprises vont toucher, sans aucune contrepartie ! Pour rappel, cela équivaut à près de 3,5 points de PIB ! Malgré la bataille menée par la gauche au Parlement, la majorité reste arc-boutée sur cette idée. Et au Sénat, la majorité de LR a voté ces dispositions les yeux fermés, bien entendu...

5 IFI-ISF

C'est un des enjeux majeurs du budget, une revendication centrale des gilets jaunes, ainsi que le péché originel de Macron : la suppression de l'ISF. Cet impôt rapportait 4,2 milliards d'euros par an, alors que son « remplaçant », l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), ne rapporte que 1,2 milliard d'euros. Malgré de multiples amendements venus de toute la gauche, et même l'interrogation de certains ministres, le gouvernement ne veut rien lâcher... pour l'instant. Édouard Philippe a annoncé la création d'un comité d'experts pour évaluer l'utilité de la suppression de l'ISF... sauf qu'une note de Bercy datée de l'année dernière le précise : cette suppression aura un effet d'environ 50 000 emplois et 0,5 point de PIB... sur vingt ans. Le tout pour un coût astronomique.

6 FLAT TAX, DIT PRELEVEMENT FORFAITAIRE UNIQUE (PFU)

C'est l'angle mort du débat sur l'ISF : les revenus du capital sont, depuis l'année dernière, tous taxés au taux unique de 30 %. C'est cette mesure qui est la plus injuste et enrichit les millionnaires davantage. Suppression de l'ISF et instauration du PFU ont permis au 0,1 % le plus riche de gagner 86 000 euros par an.

7 BAISSSE DU TAUX D'IMPOT SUR LES SOCIETES

Amorcée l'année dernière, la baisse voulue par Macron se poursuit, avec l'objectif de passer de 33 % en 2018 à 31 % en 2019, puis progressivement à 25 % en 2022. Si le dispositif est aujourd'hui favorable aux entreprises dont les bénéfices sont en dessous de 500 000 euros, ce ne sera pas le cas dès 2020 : toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, seront concernées. Le manque à gagner se monte déjà à 2,4 milliards d'euros.

8 EXIT TAX

Festival de coups fourrés : le 15 novembre, la majorité a fixé à 5 ans le délai après lequel un contribuable expatrié fiscalement peut vendre son patrimoine mobilier (actions, parts d'entreprise) sans rien devoir au fisc... Et encore, le gouvernement voulait 2 ans : une faveur que lui a accordée la majorité de droite au Sénat, le 3 décembre. En plein mouvement des gilets jaunes, le gouvernement et la droite ont le sens des priorités.

9 Cumul de toutes les exonérations fiscales du PLFSS

Un chiffre en dit long sur les cadeaux fiscaux au patronat : 71 milliards d'euros. C'est le total des exonérations patronales dans le budget de la Sécu, entre le Cice transformé et les allégements de cotisations sur les bas salaires, notamment. Autant de moins dans les recettes de la Sécu.

10 TRAVAIL DISSIMULE

La fraude des entreprises au travail dissimulé atteint 25 milliards d'euros par an, mais pour la Macronie, pas de problème. Dans le PLF 2019, en cas de sanctions, les employeurs fraudeurs pourront moduler leurs remboursements de cotisations non versées. Et ce, même si les faits sont relatifs à de « l'esclavage moderne » ! Une belle incitation... d'autant que, malgré la volonté affichée par le gouvernement, les inspecteurs du travail n'ont pas les moyens de mener à bien leurs missions.

11 GEL DU POINT D'INDICE DES FONCTIONNAIRES

Depuis dix ans, sauf en juillet 2016 et février 2017 (+ 0,6 % à chaque fois), le salaire des fonctionnaires est gelé par les gouvernements successifs. Un choix assumé par Gérard Darmanin dès juin dernier, et entériné par le Parlement, malgré de nombreux amendements de la gauche.

12 CONTRATS AIDES

Après un premier coup de rabot, l'année dernière (de 401 000 en 2016 à 260 900 en 2017), l'hémorragie continue : selon la Dares, l'institut statistique du ministère du Travail, le nombre d'emplois aidés signés en 2018 est de seulement 60 000, sur 200 000 prévus. Dans le budget 2019, 130 000 PEC (parcours emploi compétences) sont budgétés. Précision de la Dares : cette diminution a entraîné 77 000 suppressions d'emplois et poussé 55 000 personnes vers Pôle emploi.

<https://www.humanite.fr/vote-du-budget-un-festival-de-coups-fourres-665192>

***) Opinion publique. Sept Français sur dix veulent le rétablissement de l'impôt sur la fortune**

Vendredi, 14 Décembre, 2018

Clotilde Mathieu

Principale revendication des gilets jaunes pour plus de justice fiscale, la remise en vigueur de l'ISF est plébiscitée jusque chez les soutiens de LaREM, selon un sondage Ifop pour *l'Humanité*.

Cadeau de 4 milliards d'euros aux premiers de cordée, la suppression partielle de l'impôt sur la fortune (ISF) et sa transformation en impôt sur la fortune immobilière (IFI) pourraient-elles provoquer la chute d'Emmanuel Macron ? Au diapason des gilets jaunes, sept Français sur dix, interrogés au lendemain de l'allocution présidentielle de lundi dernier, plébiscitent le retour de l'ISF, selon un sondage réalisé par l'Ifop pour l'Humanité. « Un score massif qui explique pourquoi cette revendication figure en bonne place dans le cahier de doléances des gilets jaunes, souligne le directeur du

département opinion de l'Ifop, Jérôme Fourquet. Et si certains se demandaient pourquoi, en dépit des images de violences du week-end, la sympathie au mouvement des gilets jaunes demeurerait si élevée, c'est bien parce que les Français se sont saisis de ce mouvement pour faire passer un message de mécontentement vis-à-vis de la politique du gouvernement, notamment en matière d'accroissement des inégalités. » De ce point de vue, ajoute le politologue, « le retour de l'ISF fait figure de mesure emblématique de la contestation à l'encontre de Macron et, en symétrie, de soutien au mouvement des gilets jaunes ».

À GAUCHE, UNE ADHESION MASSIVE A L'ISF

Si une très large majorité des personnes interrogées souhaite un recul de l'exécutif sur cet impôt jadis payé par les plus riches, les actifs (72 %) et plus encore les 25-49 ans (74 %), les ouvriers et employés (79 % et 76 %), ainsi que les professions intermédiaires (72 %) franchissent le seuil des 70 %. Même les indépendants (67 %), cadres (61 %) et dirigeants d'entreprise (72 %), soit le « milieu » de cordée, électorat cible du président de la République, n'ont pas été convaincus par les justifications de l'hôte de l'Élysée. « Il faut dire que l'ISF, même à sa grande époque, ne concerne que 1 % de la population. Même les cadres et les petits patrons, qui ont de bons niveaux de rémunération et de patrimoine, sont non assujettis à cet impôt. C'est sans doute ce qui explique, de leur part, la forte impopularité de la suppression de l'ISF », analyse Jérôme Fourquet.

Si de nombreuses catégories sociales se retrouvent donc dans leur opposition à la suppression de l'ISF, la mesure fait aussi le plein contre elle, quelles que soient les familles politiques. À gauche, c'est un plébiscite : 90 % des proches de la France insoumise et du Parti communiste français la rejettent, de même que 85 % des soutiens du Parti socialiste et 75 % de ceux d'EELV. Avec 80 %, le rejet est également massif chez les sympathisants du Rassemblement national. Même au centre, la mesure est impopulaire, avec 51 % de contre au sein du bloc majoritaire En marche (49 %)-Modem (57 %). Idem du côté des « Républicains » (55 %). Ce rapport s'accroît et s'inverse lorsqu'on prend cette fois les électeurs d'Emmanuel Macron (64 %) et de François Fillon (48 %), au premier tour de l'élection présidentielle. « La très grande proximité entre LR et En marche sur ces questions économiques et sociales explique ces écarts », souligne le responsable de l'Ifop. « Ce phénomène a déjà été remarqué au moment de la réforme de la SNCF. Macron avait alors été soutenu par l'électorat de droite. Sur l'ISF, ajoute Jérôme Fourquet, une bonne partie de l'électorat de droite (45 %), même si c'est minoritaire, campe sur les mêmes positions qu'En marche pour ne pas revenir sur l'ISF. C'est peut-être l'un des objectifs d'Emmanuel Macron : poursuivre cette stratégie qui consiste à essayer de capter l'électorat de droite en menant cette politique économique et fiscale libérale. »

Emmanuel Macron n'est pas le premier président de la République à s'être attaqué à l'ISF. Ses prédécesseurs Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy l'avaient ensuite payé cher. Le bouclier fiscal du dernier avait ainsi cristallisé la colère, notamment après le remboursement de 30 millions d'euros à Liliane Bettencourt, au titre de ce système de plafonnement des impôts à 50 % des revenus. Sarkozy comme Chirac avaient été contraints de revenir dessus. « Nous sommes dans un pays qui est toujours très sensible aux questions de la justice et d'inégalités, note Jérôme Fourquet. L'ISF fait figure de totem. Et si les conseillers d'Emmanuel Macron ou lui-même ont pu dire à

l'automne dernier qu'ils avaient gagné la bataille de l'opinion, il n'en était rien. Si l'ISF n'a pas été l'élément déclencheur du mouvement des gilets jaunes, il est devenu l'un des enjeux du bras de fer entre eux. »

Clotilde Mathieu

L'isf et la chimère de la fuite « des premiers de cordée »

« Certains voudraient que je revienne sur la réforme de l'impôt sur la fortune. Mais pendant près de quarante ans qu'il a existé, vivions-nous mieux durant cette période ? Les plus riches partaient et notre pays s'affaiblissait. » Foi d'Emmanuel Macron.

Pourtant, c'est totalement faux. En 2012, 587 redevables de l'ISF avaient quitté le territoire. Soit un nombre faible et stable, d'après la Direction générale des finances publiques (DGFIP), pour un manque à gagner de 270 millions d'euros pour l'État. La suppression de l'ISF et la mise en place de la flat tax sont censée les faire revenir. Ces mesures coûteront 4,8 milliards d'euros par an à l'État. Et que gagnera l'État ? Pas grand-chose, selon une note de Bercy dévoilée par *Forbes* : 50 000 emplois et un demi-point de PIB en plus sur les cinq prochaines années. Chacun de ces emplois créés coûte donc 500 000 euros d'argent public. Une fortune, alors que la transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière (IFI) a en plus fait chuter de 10 % les dons aux associations.

<https://www.humanite.fr/opinion-publique-sept-francais-sur-dix-veulent-le-retablissement-de-limpot-sur-la-fortune-665169>

***) Gilets Jaunes, acte V : 66 000 manifestants dans toute la France**

Samedi, 15 Décembre, 2018

Pour la cinquième semaine consécutive, une partie des "gilets jaunes" manifestent, samedi 15 décembre, à Paris et dans plusieurs villes de France.

DES RASSEMBLEMENTS PLACE DE L'OPERA ET SUR LES CHAMPS-ELYSEES.

A 10h30, des manifestants étaient rassemblées en deux points de la capitale : sur les Champs-Élysées, mais également place de l'Opéra, où ils ont pris la pose genoux au sol, main sur la tête, comme les lycéens de Mantes-la-Jolie.

UN IMPORTANT DISPOSITIF POLICIER

A Paris, 8 000 membres des forces de l'ordre sont mobilisés, appuyés par 14 véhicules blindés de la gendarmerie. Le périmètre de protection des institutions, autour de l'Élysée, du ministère de l'Intérieur, de l'Assemblée nationale et de Matignon, est renouvelé. Quelque 69 000 forces de l'ordre seront déployées sur le territoire, selon le ministère de l'Intérieur, contre 89 000 samedi dernier.

LA MOBILISATION CONTINUE EN REGIONS

De Chambéry au Puy-en-Velay, en passant par le territoire de Belfort, Pau ou encore Bordeaux, de nombreux "gilets jaunes" se sont rassemblés dans leurs communes. Franceinfo résume les actions entreprises depuis ce matin dans les régions.

DES CONTROLES "PREVENTIFS"

De nouveau, des contrôles en amont ont lieu sur les routes, dans les gares et les transports en commun menant vers Paris et les manifestants en possession de projectiles susceptibles d'être lancés contre les forces de l'ordre seront placés en garde à vue. Samedi dernier, près de 2 000 personnes avaient été interpellées, un record. A 13h30, 107 personnes avaient été interpellées en région parisienne. Cinquante-trois ont été placés en garde à vue.

DEUX ACCIDENTS EN MARGE DU MOUVEMENT

Un conducteur est mort vendredi en fin de journée à Erquelinnes, commune frontalière belge, en percutant un camion arrêté par un barrage des "gilets jaunes" mobilisés côté français, rapporte la préfecture du Nord. Un autre accident est survenu le même jour dans l'Aisne. Une femme a été tuée dans une collision après avoir fait demi-tour pour éviter un barrage filtrant.

<https://www.humanite.fr/gilets-jaunes-acte-v-33-500-manifestants-dans-toute-la-france-665194>

*) Une manifestation unitaire contre la précarité

Vendredi, 14 Décembre, 2018

Fonctionnaires, lycéens, salariés du privé... Plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé vendredi dans toute la France pour réclamer des hausses de salaires à l'appel de la CGT, rejointe par quelques "gilets jaunes". Les manifestants étaient 15.000 à Paris

"Les mobilisations ne s'opposent pas. C'est bien qu'il y ait des actions collectives, des gilets jaunes, gilets rouges, gilets bleus, peu importe. Maintenant, il faut que ces actions puissent converger", s'est exclamé le numéro un de la CGT Philippe Martinez juste avant de manifester à Paris, de la place de la République à la Nation, où la fin du cortège est arrivée vers 15H00.

Solidaires et la FSU, premier syndicat dans l'Éducation nationale, participent à cette journée d'action, ainsi que les étudiants de l'Unef et les lycéens de l'UNL. Des unions départementales de FO étaient également présentes dans les cortèges, de même que des représentants du PCF, de La France insoumise (LFI) et du NPA.

À Lyon où ils étaient 2.500 selon la police, Saint-Etienne, Grenoble (1.400 personnes dans chaque ville selon des sources policière et préfectorale), Bordeaux ou encore au Puy-en-Velay, les manifestants s'étaient ralliés au mot d'ordre du jour : "Tous mobilisés pour le libre accès à l'éducation, l'emploi, les salaires, les services publics, la retraite par répartition".

Parmi les pancartes, certaines dénonçaient la "poudre aux yeux" et "l'enfumage" des annonces d'Emmanuel Macron, notamment sur "l'augmentation bidon du Smic".

Les lycéens étaient nombreux partout, affichant des banderoles comme "Sélection, piège à cons". Certains chantaient : "Un pas en avant, et deux pas en arrière, c'est la politique du gouvernement".

"ParcourSup, c'est vraiment galère. On a beaucoup d'amis qui sont déscolarisés cette année parce qu'ils n'ont pas eu ce qu'ils voulaient après le bac", a expliqué à l'AFP Elya Rebet, 17 ans, en première année de droit à Lyon 3.

"Je trouve inadmissible qu'on disperse des options comme l'art ou la musique et qu'on rende ParcourSup plus sélectif", a renchéri Céleste, 17 ans, élève au lycée Saint-Exupéry à Lyon, et qui souhaite rentrer aux Beaux-Arts.

À Paris, des dizaines de lycéens se mettaient en scène, s'agenouillant mains sur la tête, en écho aux interpellations de Mantes-la-Jolie la semaine dernière, avec une pancarte: "Alors les CRS, ça gaz ?"

À Rennes, près de 400 personnes ont défilé sans incident dans le froid et sous un grand soleil, dont des enseignants, des pompiers-secouristes, des personnels des hôpitaux, a constaté l'AFP.

"ALLER AU DEVANT" DES "GILETS JAUNES"

Les syndicats, et la CGT en particulier, sont bousculés depuis un mois par le mouvement des "gilets jaunes". "Il est évident que l'avenir est sombre pour les organisations syndicales, car les +gilets jaunes+ ont fait la démonstration que, par des mobilisations horizontales via les réseaux sociaux, il est possible de parvenir à créer des dynamiques ou des rapports de forces, qu'elles-mêmes n'arrivent plus à créer", expliquait récemment à l'AFP Stéphane Sirot, spécialiste du syndicalisme.

Seul Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, qui a par ailleurs détrôné cette semaine la CGT comme premier syndicat, tous secteurs confondus, après les élections dans la fonction publique, a essayé de se placer dans le jeu gouvernemental depuis le début.

La stratégie de la CGT est quant à elle difficilement lisible : la centrale de Montreuil paraît dépassée par un mouvement social inédit, qui compte à certains endroits des militants CGT dans ses rangs, tandis qu'ailleurs, la discussion est impossible. "La majorité des gilets jaunes n'ont jamais croisé de syndicats, donc ils sont très réservés, donc on essaie d'aller au devant", a reconnu M. Martinez, qui dit partager leur colère.

En interne, plusieurs fédérations ont souhaité que "des discussions puissent se tenir partout" avec les "gilets jaunes", pour que "chacun contribue dans son domaine à développer le rapport de forces". "La CGT ne peut pas détourner le regard de cette colère sociale", ont écrit plusieurs dizaines de ses militants, dont l'ancien délégué des "Conti" Xavier Mathieu, dans une "lettre ouverte" relayée par le quotidien Libération. <https://www.humanite.fr/une-manifestation-unitaire-contre-la-precarite-665191>

***) Frédérique Rolet. « Il faut revenir sur les réformes du lycée »**

Vendredi, 14 Décembre, 2018

[Olivier Chartrain](#)

Éducation ort de sa confirmation comme premier syndicat du secondaire lors des élections du 6 décembre, le Snes appelle les enseignants à se mobiliser ce vendredi. Pourquoi le Snes-FSU appelle-t-il les professeurs à se mobiliser ce vendredi ? Frédérique Rolet Après les annonces du ministre de 2 650 suppressions de postes l'année prochaine, nous avons déjà lancé un préavis de grève courant jusqu'au 22 décembre. Mais nous avons maintenant un mouvement qui monte dans les lycées depuis près de quinze jours. Les lycéens mesurent les conséquences de la plateforme Parcoursup – qui va rouvrir le 20 décembre alors qu'aucun bilan officiel n'en a été produit. Nous avons pourtant demandé un vrai examen, contradictoire, pour faire le point sur les non-affectations, les affectations insatisfaisantes... Nous le demandons toujours, ainsi que la communication des algorithmes locaux.

Il y a aussi la réforme du lycée...

Frédérique Rolet Oui et elle inquiète les familles, car il reste beaucoup d'inconnues. On commence à y voir plus clair sur les « spécialités » du nouveau bac : les établissements se demandent s'ils auront les moyens de faire vraiment exister celles qu'ils ont prévu de proposer. Tout ça sous-tend ce mouvement lycéen, qui, cette fois, est plus fort dans les villes moyennes et les quartiers populaires que dans les grandes villes. C'est logique, car c'est là que se concentrent les inquiétudes sur l'offre de formation, ou sur les conséquences du contrôle continu au bac – qui risque de désavantager ceux qui ne seront pas issus des établissements les plus cotés...

Comment jugez-vous la réponse du ministre à ce mouvement ?

Frédérique Rolet On a eu des élèves blessés, parfois gravement. Nous avons dit au ministre qu'il fallait envoyer un signe, organiser une table ronde avec les organisations de lycéens, d'enseignants, de parents. La seule réponse a été des appels au calme et un discours hallucinant sur « tout le monde est enthousiasmé par mes réformes »... mais aucun geste d'ouverture. Au contraire : par exemple, dans les Bouches-du-Rhône, le directeur académique des services de l'éducation nationale a donné instruction à tous les chefs d'établissement d'empêcher toute réunion entre professeurs, parents d'élèves, élèves ! Le gouvernement attend les vacances en espérant que ça va régler le problème. Ça risque d'être un espoir vain. D'autant que, en janvier, nous connaissons les dotations des établissements pour l'an prochain, et là, les conséquences des suppressions de postes vont se faire sentir...

Dans ses annonces, le 10 décembre, Emmanuel Macron a, semble-t-il, « oublié » les fonctionnaires...

Frédérique Rolet Il cherche à diviser en opposant public et privé. Or, beaucoup d'agents de la fonction publique, territoriaux en particulier, vont se retrouver avec des salaires inférieurs au Smic allongé des 100 euros de prime. Par ailleurs, les 10 milliards d'euros de dépenses publiques annoncées, il va falloir les trouver quelque part... Non seulement nous n'avons rien, mais nous risquons de subir une nouvelle dégradation de nos conditions de travail.

Que réclamez-vous ?

Frédérique Rolet Il faut revenir sur les réformes du lycée et du bac, sur les suppressions de postes et, côté rémunérations, acter le dégel du point d'indice, bloqué depuis des années. Cela ne va pas s'arrêter : nous appelons d'ores et déjà à un rassemblement à Paris, le 19 décembre, quand seront publiées les dotations par académie. Et, en janvier, c'est l'ensemble de la fonction publique qui sera appelé à se faire entendre.

Frédérique Rolet

Secrétaire générale du Snes-FSU

Entretien réalisé par Olivier Chartrain

<https://www.humanite.fr/education-il-faut-revenir-sur-les-reformes-du-lycee-665157>

***) Ian Brossat "l'Etat doit très vite permettre à Paris de ré-encadrer les loyers"**

Jeudi, 13 Décembre, 2018 [Eugénie Barbezat](#)

L'adjoint à la maire de Paris en charge du logement vient de faire voter par le conseil municipal une délibération pour l'encadrement des loyers dans la capitale comme le permet l'[article 140 de la loi ELAN](#). Il enjoint l'Etat de publier rapidement les décrets d'application pour que ça marche et plaide pour une meilleure réglementation du parc locatif privé en Europe.

Le dispositif d'encadrement des loyers, initié dans la loi Alur, a été (ré)introduit à titre expérimental dans la nouvelle loi Elan. Mais ses critères sont beaucoup plus restrictifs puisqu'il ne concerne que les zones tendues de certaines grandes agglomérations et que son application se fera sur la base du volontariat des municipalités concernées. Fort d'une expérience positive d'encadrement des loyers entre 2015 et 2017, le Conseil municipal de Paris a adopté, mardi 11 décembre 2018, la délibération DLH 338 proposée par son rapporteur, Ian Brossat, qui acte l'encadrement des loyers dans la capitale (voir document joint). D'autres villes ont également délibéré dans ce sens (voir encadré).

Dans l'interview qu'il nous a accordé le 27 novembre, le maire adjoint chargé du logement estimait que « les Parisiens sont étranglés par les prix de l'immobilier ». Depuis que l'encadrement des loyers a été [annulé par le tribunal administratif en novembre 2017](#), la situation s'est très largement dégradée pour les locataires. C'est pourquoi l'élus presse l'Etat de publier dans les plus brefs délais les décrets d'application de la loi Elan afin de la mettre en pratique.

]

lire aussi : [Ian Brossat : "nous utiliserons la loi Elan pour exiger l'encadrement des loyers"](#)

UN ACTE POLITIQUE FORT

Il s'agit d'une décision courageuse en faveur de la mixité sociale : car les lobbies de l'immobilier, qui avaient réussi à faire annuler l'encadrement des loyers à Paris et à

Lille par le tribunal administratif en novembre 2017 (décision confirmée en appel en juin 2018) ne désarment pas, malgré le fait que leurs craintes concernant la baisse drastique des logements mis en location, la baisse de la construction de logements neufs, etc, aient été démenties par les faits entre 2015 et 2017.

Le fait qu'avec la loi Elan les collectivités pourront décider d'appliquer la mesure sur certaines communes de l'agglomération seulement, et non plus sur son ensemble fait sauter la contrainte d'échelle géographique qui avait posé problème en 2017 et entraîné l'annulation du dispositif à Paris et à Lille, les seules villes à l'avoir expérimenté jusqu'ici.

DANS LES GRANDES METROPOLES EUROPEENNES, LE "TOUT-LIBERAL" A FAIT LONG FEU

Tête de liste pour les prochaines élections européennes Ian Brossat veut porter le sujet de la régulation et de l'accès au logement abordable et de haute qualité environnementale pour tous au niveau européen.

Exemples à l'appui, Ian Brossat explique que la dérégulation a produit des catastrophes dans de grandes métropoles européennes, comme Londres, qui reviennent à davantage de régulation. C'est dans ce sens qu'il entend œuvrer au parlement européen à partir de 2019...

lire aussi : [Loi Elan, mieux ou pas pour les locataires ?](#)

Logements concernés par l'encadrement des loyers :


Les logements concernés par l'encadrement des loyers sont les logements loués vides ou en location meublée appartenant au secteur privé. Ils doivent être situés dans certaines communes désignées par l'[article 140 de la loi ELAN](#) où le montant des loyers est considéré comme très élevé.

Ces communes sont Paris et toutes celles des métropoles Grand Paris, Lyon et Aix-Marseille.

Dans chaque ville, un observatoire des loyers, créé spécialement pour l'occasion, doit produire les données permettant la publication d'un arrêté préfectoral fixant les montants des loyers plafond. A Paris, c'est l'Olap, l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne, qui s'en est chargé. Il a également reçu un agrément du ministère du Logement lui permettant de calculer les loyers de référence dans les 400 communes de l'agglomération parisienne, où l'encadrement des loyers devrait entrer en vigueur, si tout va bien, d'ici fin 2018. Le [décret du 10 juin 2015](#), précise notamment les caractéristiques à prendre en compte pour la fixation des loyers de référence. Parmi elles figurent le type de location (s'il s'agit d'une location meublée ou d'une location vide), le nombre de pièces, la localisation du bien, ainsi que la période de construction de l'immeuble dans lequel il se trouve.

Les communes suivantes ont déjà adopté une délibération pour l'encadrement des loyers en attendant le décret d'application du Gouvernement, il s'agit de **26 communes d'Ile-de-France** parmi elles Saint-Denis, Vitry-sur-Seine, Gennevilliers, Aubervilliers, Bagneux, Ivry-sur-Seine ainsi que Echirolles de la métropole Lyon, Martigues et Port-de-Bouc de la métropole Aix-Marseille.

Document à télécharger:

 [delibere_ville_de_paris_encadrement_des_loyers.pdf](#)

Eugenie Barbezat et Daniel Roucous

<https://www.humanite.fr/ian-brossat-664347>

***) Lycées pros : « les enfants des gilets jaunes, c'est nous »**

Jeudi, 13 Décembre, 2018

Souvent absents des mouvements de contestation, les lycées professionnels sont aujourd'hui vent debout contre la réforme de la voie professionnelle. En résonance avec les gilets jaunes, ils expriment leur angoisse face à l'avenir. Reportage au lycée Auguste-Perret, à Évry (Essonne).

De mémoire de profs, c'est du jamais-vu. Au lycée professionnel Auguste-Perret d'Évry (Essonne), ce jeudi 6 décembre, les élèves ont décidé le blocus de l'établissement. Il est 8 heures et, déjà, beaucoup sont à l'entrée du lycée où une pancarte en carton, « Non c'est non, non à la réforme », a été apposée à la va-vite.

« Il est très rare que les lycées professionnels se mobilisent, ils n'ont pas forcément les armes pour s'organiser, se structurer. Là, c'est inédit », constate Frédéric Moreau, professeur de lettres et d'histoire-géographie, responsable syndical CGT Educ'action. Son collègue, prof de français, renchérit : « Mes élèves m'ont demandé comment écrire un slogan, comment organiser une manif. Quand on leur parle de grève, ils rétorquent : “Ah oui, c'est quand on brûle des pneus !” » Comme eux, d'autres profs ont décidé de venir très tôt ce matin pour protéger les élèves et essayer de canaliser la colère. Très vite, certains lycéens cherchent des poubelles, des chariots qu'ils vont pouvoir brûler. À quelques mètres de là, une dizaine de CRS observent. Il y a trois jours, le blocus a mal tourné. Un même s'est fait violemment arrêter devant les yeux médusés des enseignants. « Il y avait une véritable animosité de la part de la police, se souvient Frédéric Moreau. Nous avons peur pour eux, nous aussi sommes mobilisés contre la réforme de la voie professionnelle. Le 29 novembre, nous avons occupé le lycée pendant la nuit. Très vite, les lycéens ont suivi. Alors, nous avons une responsabilité face à ça. On ne veut pas qu'un gosse se retrouve en garde à vue, ou avec une condamnation figurant au casier judiciaire. Ça serait dramatique. Et, pour les sans-papiers, la porte fermée à toute régularisation. »

Thomas est occupé à ramener des poubelles. À 15 ans, c'est la première fois que cet élève de seconde participe à un quelconque mouvement. Plus tard, il veut être plombier. Là, il entend manifester contre la réforme du bac pro. « On va nous enlever des heures de français, de maths, tous les trucs utiles quoi ! » Dorian aussi veut être

plombier parce que « ça gagne bien ». Après le bac, il veut travailler, être autoentrepreneur, son « propre patron ». « On a vu que d'autres lycéens bloquaient, alors on fait pareil. »

MOINS DE MATHS, DE FRANÇAIS, D'HISTOIRE-GEO...

Le lycée Auguste-Perret compte 350 élèves, en grande majorité des garçons. Il prépare en trois ans aux métiers de maçon, menuisier, plombier, chauffagiste, conducteur de travaux... « Ce sont des jeunes de milieu populaire, reprend Frédéric Moreau. Ils ont souvent été en échec scolaire au collège et se retrouvent en lycée professionnel sans forcément avoir choisi leur formation. Il faut les remobiliser, leur donner le goût du métier qu'ils apprennent, établir une confiance pour qu'ils soient capables de progresser et devenir des techniciens, pas de simples exécutants. Nous sommes sur des publics extrêmement fragiles. Pour beaucoup, c'est un sésame ce diplôme. »

Alors, la réforme de la voie professionnelle, c'est la goutte d'eau. Personne dans les médias ne s'en soucie vraiment, mais le bac pro concerne pourtant un tiers des lycéens. Dès 2019, certaines mesures s'appliqueront. Annoncées par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, le 28 mai, elles se traduiront par une réduction sensible des heures d'enseignement général et une déprofessionnalisation, avec une classe de seconde qui proposera un enseignement de découverte autour d'une grande famille de métiers. Au lieu de 80 classes de seconde différentes, il n'en restera plus que 15. Résultat : une année perdue et un bac pro qui se déprofessionnalise. Autre nouveauté : la création d'unités de formation en apprentissage (UFA). Le gouvernement entend développer l'apprentissage au détriment du bac pro. Et tant pis si cela ne permet pas aux jeunes de disposer de compétences solides et utiles à l'exercice du métier. Il est aussi question de l'élargissement du dispositif d'accompagnement personnalisé – mais celui-ci ne s'appuie sur aucun programme –, de la diminution de la taxe professionnelle, de la baisse de la qualité du référentiel des matières professionnelles... Et, à la clé, la suppression de 2 600 postes d'enseignant.

LA FIN DE L'ACCES AUX ETUDES SUPERIEURES

« Le lycée professionnel est celui qui coûte le plus cher, a le plus d'heures de cours et n'est pas synonyme de réussite. J'assume qu'il peut y avoir moins d'heures (de cours), mais mieux d'heures. » Les propos de Jean-Michel Blanquer à l'Assemblée nationale, le 2 octobre, ont cristallisé la colère. Une semaine plus tard, le Conseil supérieur de l'éducation rejetait la réforme. « Je suis atterrée ! tempête Armelle Chéenne, professeure documentaliste à Auguste-Perret. Depuis des années, on enlève des moyens aux lycées pros. Nous sommes dans une logique comptable insupportable. Avec ce qui se profile, il sera complètement impossible pour nos élèves d'accéder à l'université, et très difficilement en BTS. Ce n'est pas un avenir qui se prépare pour eux. C'est terrible d'en arriver là. En tant qu'enseignant, on se demande à quoi on sert ! »

Devant le lycée, une poubelle crame. Et les jeunes reprennent en chœur : « La réforme, c'est non ! » Ce qui était encore abstrait il y a peu commence à prendre forme concrètement, même si, avoue Sofiane, « on ne comprend pas tout, on est encore jeune ». Mais celui qui veut, lui aussi, être plombier en autoentrepreneuriat mesure bien que « la culture, c'est important ». Surtout, dit-il, « si on veut changer de métier, aller travailler à l'étranger. Comment faire si on n'a plus de cours d'anglais ? » Julien, lui, aimerait suivre un master, se spécialiser dans les énergies renouvelables. Autour de lui, ses potes se marrent. « L'écoutez pas M'dame, c'est un bouffon ! » ironise l'un deux.

Il a pourtant l'air sincère. Et lucide, lorsqu'il explique qu'avec la réforme, les portes de la fac se fermeront définitivement pour les futurs bacs pros.

« Je ne veux pas devenir professeur de lettres de motivation ! » s'insurge le prof de français qui avoue se poser pas mal de questions sur le sens de son métier. La montée en puissance de l'apprentissage, tellement vanté par les gouvernements successifs, inquiète particulièrement Frédéric Moreau. « J'ai le sentiment que le lycée pro va devenir une sorte de garderie, avec une fonction sociale parce que, tout de même, faut bien garder les mômes au chaud. Avec l'apprentissage partout, y compris dans les lycées professionnels, des apprentis seront mélangés aux autres, avec des rythmes différents, c'est d'une incohérence pédagogique totale ! Mais d'une cohérence politique : au final, on formera de bons ouvriers qui ne pensent pas trop. » Surtout, l'enseignant rappelle le dur parcours de l'apprentissage, avec des contrats très difficiles à décrocher chez les patrons. « Les plus discriminés sont les jeunes issus des quartiers populaires et les filles. Nous retrouvons toute la logique de Blanquer : sélection et tri social. »

Cette injustice, même si elle n'est pas clairement formulée, fédère aussi la colère des lycéens. Ces derniers jours, quelques slogans anti-Macron ont résonné jusqu'ici. « Il a une image détestable, reconnaît le prof de français. Pour eux, c'est le président des riches. » Mourad assure même qu'il « ruine le pays ». Élève en maintenance en chaufferie, il aimerait plus tard faire un BTS. Il fronce les sourcils. « Ça va péter ! On nous prend trop pour des branquignols ! Ils sont en train de changer notre avenir et il faudrait qu'on reste là, sans rien dire ? »

« ON AVAIT DE LA COLERE, MAIS LA, ON A DE LA RAGE »

Progressivement, un petit groupe se forme. Ceux qui disaient par provocation « ne pas savoir parler » racontent. Un quotidien souvent fait de brimades, de contrôles policiers, de violences sociales, d'abandon des pouvoirs publics. Sofiane se souvient de ce premier jour de stage où, devant son patron, la police lui a demandé ses papiers. « Ça la fout mal, hein ! » Il sait, dit-il, que son nom de famille sera un handicap lorsqu'il cherchera un travail. Théo parle des fins de mois difficiles pour sa mère, aide-soignante, qui gagne à peine 1 200 euros. Le lien se fait naturellement avec le mouvement des gilets jaunes. « Ce sont nos parents », dit-il.

Beaucoup ont été surpris par une mobilisation lycéenne spontanée, inédite, souvent partie des quartiers populaires. Et des images resteront : la vidéo glaçante de l'arrestation de près de 150 lycéens à Mantes-la-Jolie agenouillés, entravés... Une répression policière exceptionnelle qui traduit, pour le président de l'Union nationale des lycéens, Louis Boyard, la peur du gouvernement. « On avait de la colère, mais là, on a de la rage », lance-t-il. En résonance avec les gilets jaunes, les lycéens expriment leur angoisse face à l'avenir et dénoncent une politique menée par des logiques économiques. Et cette violence révèle, selon Frédéric Moreau, « une situation au quotidien qui se dégrade depuis des années. Des élèves qui pensent qu'ils ne valent rien, et dont le seul moyen de s'exprimer, quand il n'y a plus la parole, c'est la violence ». L'enseignant décrit « des élèves qui vivent dans des caves. D'autres qui passent d'un logement à un autre pour être hébergés. Ils sont sans papiers, mineurs isolés, vivent en foyer... » Son collègue craint que les moyens supprimés dans les

lycées pros ne permettent plus de jouer le rôle de garde-fou. Et « ce ne sont pas les entreprises qui prendront le relais ! »

Le lendemain, les lycéens s'étaient donné rendez-vous place de la République, à Paris. Frédéric Moreau et ses collègues de la CGT Éduc'action étaient là pour les protéger. Pour que des enfants de 15 ans ne se fassent pas canarder par les CRS à coups de Flash-Ball.

nadège dubessay

Avec blanquer, prière de se taire

Le ministre de l'Éducation a adressé un courrier à tous les conseillers principaux d'éducation pour les inciter à dissuader les lycéens de participer à des manifestations. Extraits.

« En ce moment, vous faites face à une situation exceptionnelle dont l'origine n'a rien à voir avec l'école. (...) Au regard du degré de violence qui émaille certaines manifestations, il est indispensable d'appeler à la sérénité, au calme et au respect des personnes et des biens. (...) Dans ces circonstances, j'en appelle à la responsabilité de chacun. Il est nécessaire de souligner, auprès de tous, les dangers auxquels les élèves s'exposent en particulier aux manifestations. Il est indispensable de rappeler aux familles les risques que courent leurs enfants en se joignant à des attroupements qui ne sont ni organisés ni encadrés. Il est donc important d'envoyer aux parents d'élèves un message en ce sens. »

<https://www.humanite.fr/article-sans-titre-665014>

***) Recherche. CNRS : un plan social qui ne dit pas son nom**

Jeudi, 13 Décembre, 2018

Olivier Chartrain

La baisse prévue des recrutements menace la recherche et montre que la priorité proclamée par le gouvernement n'est qu'une illusion. Les chercheurs se mobilisent ce matin.

Joyeux anniversaire ! Pour ses 80 ans, qu'il va fêter en 2019, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) s'apprête à recevoir un drôle de cadeau : 50 recrutements de chercheurs en moins, chaque année, jusqu'en 2022. La situation est tellement inédite et grave qu'elle a conduit l'unanimité des syndicats de chercheurs à lancer un appel à la mobilisation devant le conseil d'administration du CNRS, ce matin à 8 heures. « Après le mouvement Sauvons la recherche, en 2004, nous avons gagné la stabilisation des recrutements de chercheurs », explique Patrick Monfort, secrétaire général du SNCS-FSU (Syndicat national des chercheurs scientifiques). L'ancienne direction de l'organisme s'était engagée à ne pas descendre sous la barre des 300 recrutements annuels de chercheurs. « On perdait quand même des emplois chaque année », rappelle le syndicaliste : au moins 1 200 postes en dix ans, soit 5 % de l'effectif total du CNRS. Une politique du moindre mal qui a tout de même impacté les chercheurs (- 350 postes), mais surtout les ingénieurs et techniciens, et les fonctions supports (administration...), qui ont perdu 850 postes au total.

UN TIERS DES EFFECTIFS EN MOINS D'ICI A 2050, SACRE CADEAU DE NOËL !

Mais cette fois, on passe à la vitesse supérieure. Avec l'annonce d'un recrutement limité à 250 postes par an, c'est « un bien funeste signal qui est adressé aux jeunes scientifiques, à la nation et au reste du monde », dénonçait une tribune publiée le 1er décembre dans le Monde et signée – fait rare – des 45 présidentes et présidents de section du Comité national de la recherche scientifique, l'instance chargée de l'évaluation de la recherche en France. Selon les calculs du SNCS, à ce rythme, le CNRS ne comptera plus en 2050 – soit d'ici à la prochaine génération de chercheurs – que « 8 000 chercheurs et 8 835 ingénieurs et techniciens titulaires, au lieu de 11 137 chercheurs et 13 415 ingénieurs et techniciens aujourd'hui ».

Environ un tiers des effectifs en moins : voilà qui donne la mesure de la saignée. Et contredit sérieusement l'affichage politique. « Le gouvernement prétend considérer la recherche comme un “investissement d'avenir” », écrivent les auteurs de la tribune du 1er décembre, « pourtant, (...) il la traite exclusivement comme une source de dépenses à “optimiser”. » Patrick Monfort abonde : « On passe derrière la Corée du Sud en termes de part du PIB consacrée à la recherche. Que l'État l'assume et dise aux citoyens qu'on n'investit plus dans la recherche, car aujourd'hui ceux-ci ne savent pas ce qui se passe ! »

VERS UNE INSTRUMENTALISATION ECONOMIQUE DE LA RECHERCHE

Le risque majeur d'une telle politique, c'est d'accentuer encore l'instrumentalisation économique de la recherche au détriment de son caractère d'utilité publique. « C'est une politique à court terme », reprend Patrick Monfort. « Bien sûr, on va protéger les recherches sur l'intelligence artificielle, ce genre de choses... C'est très bien, mais les thématiques vues comme “inutiles” risquent d'en faire les frais. » Cette année, la prestigieuse médaille d'or du CNRS a ainsi été attribuée à la philosophe et helléniste Barbara Cassin : sera-ce encore possible demain ? « Cela ne menace pas que les sciences humaines, précise le syndicaliste. Certains domaines des sciences de la terre ou de la physique théorique pourraient aussi en pâtir, alors qu'en sortiront peut-être les grandes découvertes de demain... »

Pourtant, il suffirait au gouvernement « de reverser à la recherche publique 1 % seulement des 6 milliards d'euros annuels du crédit d'impôt recherche (CIR) versés aux entreprises » pour donner à la recherche les moyens qui lui manquent, explique le texte d'une pétition adressée par un autre syndicat, le SNTRS-CGT, au président du CNRS, Antoine Petit, et à la ministre de tutelle, Frédérique Vidal. D'autant que le CIR, qui profite surtout aux grandes et riches entreprises, a déjà fait l'objet de critiques de la part de la Cour des comptes pour son efficacité improbable. Et si, comme les gilets jaunes, les chercheurs avaient avant tout besoin de justice fiscale ?

Olivier Chartrain

<https://www.humanite.fr/recherche-cnrs-un-plan-social-qui-ne-dit-pas-son-nom-665113>

***) De Paris à Marseille, lycéens et étudiants réclament de Macron « du pognon, pas des violons »**

Mercredi, 12 Décembre, 2018

[Alexandre Fache](#), [Jospeh Korda](#), [Marc Bussone](#)

La journée de mobilisation d'hier a rassemblé des dizaines de milliers de jeunes opposés aux réformes dans l'éducation et l'enseignement supérieur.

Ce ne fut pas le « mardi noir » annoncé. Mais pas, non plus, la décrue espérée par le gouvernement. Le mouvement lycéen s'est poursuivi hier avec la même vigueur que les jours précédents. Pas moins de 450 établissements ont été perturbés, dont 60 totalement bloqués, et des centaines de lycéens et étudiants, parfois accompagnés d'enseignants, ont manifesté dans plusieurs villes de France. Contre les réformes de Jean-Michel Blanquer. Et plus encore.

PARIS « MACRON PROMET LE REGNE DU TOUT-LIBERAL »

Banderoles confectionnées à la hâte, slogans chantés à tue-tête et déambulation dans tout le Quartier latin... C'est dans une ambiance bon enfant qu'entre un et deux mille lycéens et étudiants, accompagnés de quelques enseignants, ont défilé, hier, dans la capitale. Un mouvement né il y a une semaine dans le sillage de celui des gilets jaunes – que plusieurs avaient revêtus ostensiblement – mais qui défendait ses revendications propres. « On s'oppose à Parcoursup, à la réforme du bac, et à celle du lycée pro, qui veut enlever des heures d'enseignement général aux jeunes, pour en faire le plus vite possible des travailleurs dociles, plutôt que des citoyens », détaille Sue-Ann, 17 ans, en terminale L au lycée Michelet, à Vanves. Un établissement qui, comme de nombreux autres en Île-de-France, vit depuis jeudi au rythme des blocus, parfois sévèrement réprimés par la police.

Après des AG menées ces derniers jours dans les amphis (à Nanterre, Tolbiac ou Censier par exemple), des étudiants se sont aussi joints au « mardi noir » promis par l'UNL-SD. Maquillage guerrier sur les joues et petit carré de tissu rouge épinglé à la veste (symbole du mouvement étudiant québécois de 2012), Rachel et Mikhaela, 21 ans, brandissent fièrement leur pancarte de carton, qui proclame : « Nos désirs font désordre. » Le plus pressant ces temps-ci ? Voir le gouvernement renoncer à son projet de hausse massive des droits d'inscription pour les étudiants étrangers. « Si cette réforme est actée, je serai obligée de partir, raconte l'Australienne Mikhaela, inscrite en licence de philosophie à Paris-VIII. Pourtant, j'avais choisi la France exprès, pour sa richesse culturelle ; j'ai appris la langue, j'ai tout fait pour m'intégrer. Mais là, on me ferme la porte au nez. » D'après la jeune femme, pas un de ses camarades étudiants étrangers ne pourra rester si la hausse des frais est confirmée, qui porte à 2 770 euros le tarif d'une année de licence, 3 770 pour un an en master ou doctorat. « Ce que vous promet Macron, c'est ce qui existe déjà en Australie, où règne le tout-libéral. Résultat : chaque jeune de ma génération est endetté d'au moins 60 000 dollars après avoir fait des études. » Faute d'avoir pu défiler de l'autre côté du globe, Mikhaela manifeste ici. Samedi, elle était déjà dans le cortège pour le climat. Et avec les gilets jaunes ? « Au début, comme tout le monde, je me suis interrogée sur ce mouvement. Son grand

mérite, en tout cas, est de montrer que le peuple peut obtenir des choses de l'État, quand il se soulève. »

Les slogans de la manifestation d'hier ont confirmé toutefois que la jeunesse n'avait pas été « retournée » par la prestation télévisée du chef de l'État, lundi soir. « Macron, sors le pognon, pas les violons », pouvait-on lire sur un panneau, quand un autre, moqueur, annonçait : « Notre mouvement est croquignolesque, on vient te mettre le bololo. » Inutile de préciser où les lycéens promettaient de ranger le « ParcoursSuppositoire » du gouvernement... Même les violences policières les ont inspirés : « Ton père serait pas CRS ? Parce qu'il m'a tapé dans l'œil » ou « Alors, les CRS, ça gaze ? » Un humour qui n'a guère déridé les occupants des sept fourgons de - gendarmes convoqués pour protéger le ministère de l'Éducation, rue de Grenelle, objectif du défilé d'hier...

Plus sérieuse, une large banderole bleue affirmait aussi : « L'éducation, c'est nous. Restons debout. » Une référence à l'humiliation subie jeudi dernier par les lycéens de Mantes-la-Jolie (lire page 4), auxquels le cortège a apporté son soutien par de grands agenouillements collectifs, les mains sur la tête. Debout, eux aussi, plusieurs enseignants ont tenu à participer à ce rassemblement plutôt joyeux. « Nous partageons les revendications de ces jeunes, résume Sarah, prof de SVT au lycée Le Corbusier d'Aubervilliers. Comme eux, on refuse la sélection à l'entrée de l'université, le tri par des algorithmes ou une réforme du lycée qui va les enfermer dès la seconde dans des parcours trop contraints. Ils ont raison de se mobiliser et ils le font de façon responsable. »

ORLEANS « NOUS FAISONS GREVE POUR DES RAISONS VALABLES ! »

C'est ce qui s'appelle l'apprentissage des luttes. En prenant le chemin du centre-ville d'Orléans, ce mardi midi, les lycéens de Maurice-Genevoix, établissement situé en périphérie et brièvement bloqué le matin même, ont tenté de mobiliser leurs camarades des autres lycées. Sans y parvenir vraiment. En cause, plusieurs facteurs, dont les violences policières de la semaine passée qui ont abouti, jeudi dernier, à ce qu'un jeune essuie un tir tendu de Flash-Ball en pleine tête (notre édition du 6 décembre 2018). Acte disproportionné qui lui vaut 45 jours d'interruption temporaire de travail. Et dans l'esprit des lycéens remontés contre Parcoursup, la dotation des bourses, la hausse des frais d'inscription et les suppressions de postes dans l'éducation nationale, il y a aussi la crainte d'être sanctionnés. « Je me suis pris la tête avec mon proviseur qui ne comprenait pas que nous faisons grève pour des raisons valables ! » explique l'un d'eux. « Il y a l'idée que les lycéens bloqueraient leur bahut pour ne pas aller en cours, c'est stupide, voire malhonnête. Nous connaissons les mesures prises par ce gouvernement. » À ce degré de conscience politique, s'ajoute la volonté de mener un combat collectif, notamment en ce jour de « mardi noir ». « Des professeurs nous soutiennent, mais ne peuvent pas faire grève du fait de l'absence de préavis », regrette Lionel, le porte-parole des lycéens de Maurice-Genevoix, à Ingré (Loiret). Le jeune homme, alerte, se motive à coups « d'éclans de foi » pour aller à la rencontre de ses camarades, allant jusqu'à monter sur le mobilier urbain pour haranguer les foules. « Beaucoup de jeunes ne mesurent pas que s'ils nous rejoignaient et que nous nous retrouvions à 100 ou 200, nous pourrions défiler dans les rues et bloquer des artères

pour, enfin, faire entendre nos revendications », explique le jeune homme, qui vit là sa première expérience de lutte.

Localement, les Jeunes communistes accompagnent le mouvement depuis le premier jour. « Nous organisons une assemblée générale, aujourd'hui, au lycée Benjamin-Franklin, avec l'accord de la direction, et ferons tout pour que chaque lycée reparte dans le mouvement, et ce, malgré la répression qui se poursuit dans les établissements », assure Schahin, coordinateur départemental des Jeunes communistes du Loiret.

MARSEILLE « LE PRESIDENT N'A RIEN DIT SUR NOS INQUIETUDES »

Pas du tout convaincus par le discours d'Emmanuel Macron qui les a oubliés lundi soir, les lycéens marseillais sont eux aussi descendus dans les rues du centre-ville, encadrés par des militants syndicaux adultes pour éviter tout dérapage. « Il y a une situation spécifique à Marseille depuis l'effondrement des immeubles de rue d'Aubagne. Il y a un vrai mouvement lycéen mais aussi une dynamique d'émeutes urbaines dont nous voulons protéger les élèves », explique Emmanuel Arvois, de la CGT éducation. « Nous guidons les élèves pour que la manifestation se déroule bien dans ce climat de tension », confirme Séverine Vernet, enseignante syndiquée au Snes-FSU, non loin d'un déploiement sécuritaire disproportionné, avec gendarmes mobiles et policiers de la BAC cagoulés pour faire face à quelques milliers de jeunes et d'adolescents. Après un arrêt devant l'inspection académique, les lycéens des principaux établissements marseillais ont tenu une assemblée générale dans les locaux de la bourse du travail. Et devraient se joindre vendredi à la manifestation des syndicats de salariés. « Macron n'a rien dit sur notre mouvement, ni sur nos inquiétudes », plaide Sybille, une lycéenne de première. « On a l'impression qu'il ne nous écoute pas. Pourtant, avec Parcoursup c'est notre avenir qui est en cause. »

En lien

- [les jeunes ont le droit de manifester](#)

Alexandre Fache (Paris), Joseph Korda (Orléans) et Marc Bussone (Marseille)

Les présidents d'université dénoncent la hausse des frais

La décision du gouvernement de multiplier par quinze les frais d'inscription pour les étudiants étrangers extra-européens ne passe pas. Dénoncée par les étudiants, la mesure, prévue pour la rentrée 2019, est désormais contestée par la Conférence des présidents d'université (CPU), qui en demande la « *suspension* ». Une prise de position importante, alors que la CPU était jusqu'ici en faveur des réformes macroniennes. Selon la CPU, la décision « *porte en elle le risque important d'exclure des étudiants et des doctorants que nous accueillons aujourd'hui* ». De fait, les études montrent que les pays ayant procédé à cette hausse ont connu un sérieux trou d'air. Lorsque la Suède a décidé, en 2010, d'imposer aux étudiants extra-européens les frais équivalant au coût de leur formation, le pays a perdu en deux ans 70 % de cette catégorie d'élèves. Cette position de la CPU affaiblit l'exécutif. La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a tenté hier de rassurer les présidents de fac, promettant d'organiser « *une concertation* » sur le sujet. La CPU, elle, rappelle que ce sont des moyens supplémentaires dont les universités ont besoin.

<https://www.humanite.fr/de-paris-marseille-lyceens-et-etudiants-reclament-de-macron-du-pognon-pas-des-violons-665060>

*) Louis Boyard : « Les lycéens comprennent que c'est leur avenir qui se joue »

Mardi, 11 Décembre, 2018

[Olivier Chartrain](#)

Entretien. Après une semaine de mobilisations, le président de l'Union nationale lycéenne, qui a porté plainte à la suite des événements de Mantes-la-Jolie, revient sur les raisons profondes de ce mouvement, objet d'une répression féroce.

Les lycéens, rejoints par les étudiants, ont poursuivi hier leur mobilisation. Quelque 450 lycées ont été perturbés – dont 50 bloqués. À l'origine du premier appel à la mobilisation des lycéens, le 3 décembre, Louis Boyard, président de l'UNL, trace les perspectives de ce mouvement.

La mobilisation des lycéens s'est heurtée à une répression brutale. Cela vous a-t-il surpris ?



Louis Boyard Pas tout à fait. L'an dernier, déjà, il y avait eu des blessés, des peines de prison ferme... Mais là, débloquent des lycées à coups de Flash-Ball et de gaz lacrymogène... On bloque parce c'est le seul moyen dont disposent les lycéens pour s'exprimer puisque, quand on va en manif, on est sanctionnés pour des absences injustifiées. Pour ce qui s'est passé à Mantes-la-Jolie, nous avons porté plainte, même si on risque d'attendre longtemps la justice. Mais ce qui est grave, c'est que, dans notre pays, frapper, voire blesser un mineur, ça ne choque plus. Or les actes des policiers ne sont pas improvisés. Ce ne sont pas des « bavures » : ils découlent des ordres donnés par l'État.

Parmi vos revendications, vous souhaitez que le gouvernement revienne sur Parcoursup. Quel danger recèle cette réforme ?

Louis Boyard L'université est normalement accessible à tous les bacheliers. Avec Parcoursup, ce n'est plus le cas : des algorithmes locaux, dont on ne peut même pas avoir connaissance, permettent aux universités de choisir leurs étudiants. Cela crée un marché où chaque élève a une valeur : celui qui sort du prestigieux lycée Henri-IV à Paris, qui a 18 de moyenne, qui a beaucoup voyagé, a une valeur élevée. Celui qui sort d'un lycée rural ou de banlieue, qui a subi des classes surchargées, des absences de profs non remplacées, a une valeur moindre, même s'il est bon. C'est un tri social, avec pour résultat 50 000 bacheliers comptabilisés comme « inactifs », c'est-à-dire qui renoncent au lieu de se voir imposer un cursus qui ne les intéresse pas, et 120 000 – un sur huit ! – qui partent vers le privé. C'est une forme de destruction du service public de l'éducation.

Que reprochez-vous à la réforme du bac général ?

Louis Boyard Elle prépare le tri social. On met du contrôle continu dans le bac alors qu'on sait qu'une note n'aura pas la même valeur suivant le lycée où elle aura été obtenue. Le remplacement des filières par des « spécialités », c'est la même chose :

NOus ne serons pas égaux devant le choix de ces spécialités, puisque – pour des raisons d'argent – la plupart des lycées ne les proposeront pas toutes. Par exemple, si je veux faire « arts » et qu'elle n'existe pas dans mon lycée, je fais quoi ? Aller dans un autre lycée, c'est bon à Paris, mais ailleurs il faudrait faire 70 km matin et soir... Et si je renonce, Parcoursup m'empêchera de raccrocher cette voie ensuite. On met l'élève dans un tuyau d'où il ne peut s'échapper. Le fondement de l'école républicaine, c'est qu'on est tous égaux : là, ce n'est plus vrai. C'est un projet de société, celui que porte Jean-Michel Blanquer, et qu'il veut imposer avec ces réformes. Les lycéens comprennent bien ce qui se passe, que c'est leur avenir qui se joue. C'est pour ça qu'ils sont en mouvement.

Est-ce la même chose pour le bac pro ?

Louis Boyard Pas tout à fait, mais c'est la même logique. En réduisant le volume des enseignements généraux, qui servent à former des citoyens capables de réfléchir, avec une culture générale et des outils de réflexion, on nous dit : vous êtes en pro et vous ne ferez que ça dans votre vie. Et il est faux de dire que les bacs pros pourront continuer en BTS : avec ça, les BTS préféreront toujours prendre des gens qui auront un bac général. Donc, le seul débouché des bacs pros, ce sera l'emploi. Or il est rare, pas qualitatif, précaire et mal payé. La voie pro est une voie géniale, mais aujourd'hui elle sert de voie de garage, là encore dans une logique de tri social.

Vous dénoncez aussi le projet de Service national universel (SNU). Pourquoi ?

Louis Boyard Parce qu'on va mettre « un pognon de dingue » dans ce dispositif inutile et coûteux. De l'argent qui serait mieux utilisé pour nous permettre d'avoir tous nos profs et ne plus être 35 par classe ! C'est l'apogée du projet de Blanquer : on renonce à permettre à l'école de remplir son rôle en matière de mixité sociale et de citoyenneté, et on met ça à la place. Laisser faire le SNU, c'est accepter l'abandon de ces missions de l'école.

Comment ce mouvement va-t-il évoluer dans les jours à venir ?

Louis Boyard Les ministres passent leur temps à nous demander d'appeler au calme. Mais on peut appeler au calme tant qu'on veut : d'une part, la répression ne fait que renforcer la colère ; d'autre part, il n'y a qu'un seul moyen pour mettre vraiment un terme au mouvement, c'est de répondre à nos revendications. Notre combat n'est pas seulement contre des réformes, c'est un combat pour plus de justice, plus d'égalité. Il n'y a que comme ça, aussi, qu'on pourra empêcher l'instrumentalisation par certains de cette colère qui monte de partout et qui est provoquée par les politiques ultralibérales que tout le monde subit depuis trop longtemps.

Louis Boyard

Président de l'Union nationale lycéenne (UNL)

Entretien réalisé par Olivier Chartrain

<https://www.humanite.fr/jeunesse-les-lyceens-comprennent-que-cest-leur-avenir-qui-se-joue-664918>

***) Inventer l'écocommunisme/ecosocialisme municipal**

Jeudi, 13 Décembre, 2018

Toutes les gauches ont rendez-vous au Forum national de la gratuité le 5 janvier 2019 à Lyon. Le point de vue de Paul Ariès, auteur de *Gratuité vs capitalisme* (Larousse).

Les gauches, socialistes d'abord puis communistes, sont largement nées à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle avec l'essor du socialisme/communisme municipal. Ce sont dans les municipalités ouvrières qu'on a vu fleurir les premières crèches, les premières coopératives, les premières piscines, les premiers théâtres populaires, puis les premiers cinémas...

Cette gauche qui visait ostensiblement la conquête du pouvoir central et se voulait ardemment révolutionnaire n'a jamais négligé pour autant le local.

Elle avait en mémoire le souvenir de la Commune de Paris et de Lyon.

Les maires n'étant plus nommés par le pouvoir central depuis 1882 et la loi de 1884 ayant fait de la commune une véritable entité politique, tout était prêt pour que s'invente le socialisme municipal alors que les gauches connaissaient (comme aujourd'hui) une véritable impasse stratégique. Le courant « possibiliste » jouera certes un grand rôle dans cette mutation, avec notamment l'invention du service public à la française et du droit public. Les autres courants socialistes, notamment guesdistes, suivront bientôt et se lanceront aussi à la conquête des villes dès 1892 et gagnent Roubaix. Ce socialisme municipal résulte d'abord largement d'un bricolage mais il sera bientôt théorisé notamment par Jean Jaurès et l'idée de communalisme fait son chemin, parallèlement à celle des différents courants de l'idée coopérative.

Ce socialisme municipal sera revisité dans les années 30 puis au lendemain de la seconde guerre mondiale où il donne naissance aux banlieues rouges. L'objectif est bien de faire le lien entre la ville et la logique de classe.

Ces villes communistes sont alors dénoncées avec la même hargne que certains mettent aujourd'hui pour vomir les expériences de gratuité.

Les villes rouges sont soupçonnées de soviétiser les enfants et les habitants.

C'est de cette époque que date la fameuse affiche appelant à battre l'ennemi intérieur, le bolchévique au couteau entre les dents.

Cette gestion ne sera, certes, pas exempt de critiques, avec le culte de l'URSS, avec la volonté de battre sur leur propre terrain la droite et l'Etat conduisant ainsi à construire des Mairies (symbole du pouvoir ouvrier) plus hautes que les préfectures (symbole du capitalisme), avec des politiques locales qui confinent parfois au clientélisme, avec des bastions rouges qui faisaient des maires des notables/élus à vie.

L'essentiel est ailleurs : dans la capacité à faire vivre au présent l'idéal communiste. Ce socialisme/communisme municipal est entré en crise dès les années 1970. Les villes ouvrières ont perdu en originalité avec la récupération des thématiques comme le sport, la culture, le logement, la santé par les maires d'autres partis, elles perdent aussi en originalité en oubliant souvent la spécificité communiste, tout comme le sport ouvrier, autrefois non compétitif, devient lui aussi compétitif, ou que les Comités d'entreprise perdent en spécificité. Trop souvent ils se contentent d'être des sous-traitants de la FNAC. Trop souvent ils fantasment aussi mal que les marchands de voyage en se fondant sur la devise « toujours plus loin pour toujours moins cher ». L'heure est à repenser les services publics municipaux pour refonder un ecommunisme/ecosocialisme municipal.

Nous savons tous que les gauches mondiales sont orphelines d'un grand projet émancipateur à la hauteur des enjeux climatiques (qui ne se limite pas au réchauffement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles mais comprend aussi la crise de la biodiversité).

La défense et l'extension de la sphère de la gratuité ne font certes pas tout le projet mais elles peuvent y contribuer grandement, c'est pourquoi l'appel « Vers une civilisation de la gratuité » fondé sur le livre-manifeste gratuité vs capitalisme et le Forum national de la gratuité qui se tiendra à Lyon le samedi 5 janvier agrègent toutes les familles des gauches et de l'écologie antilibérale.

Ce n'est pas par hasard que les gauches se retrouvent autour de cette belle idée alors qu'elles peinent autant à s'unir dans les luttes et les élections. C'est pourquoi nous invitons tous les amoureux de la gratuité à venir fêter la gratuité en dressant l'état des lieux des gratuités existantes et à venir : gratuité des transports en commun urbains et périurbains, gratuité des TER, gratuité de l'eau et de l'énergie élémentaires, gratuité de la restauration scolaire, gratuité du logement social, des services culturels et funéraires, gratuité de la santé, de l'éducation, du numérique, reconnaissance du droit au beau, etc.

Cette convergence de tous les partis des gauches et de l'écologie (PCF, FI, PG, EELV, NPA, Ensemble !) et de nombreuses associations (ATTAC, Fondation Copernic, etc.) au plus haut niveau autour de l'idée de gratuité des services publics donne du grain à moudre pour préparer, dès aujourd'hui, les municipales de 2020. Parce que la gratuité est l'arme absolue contre le capitalisme, parce que la gratuité est bonne socialement, écologiquement et politiquement, parce qu'elle rend l'espoir à gauche et accélère la transition écologique.

Toute information sur le site appelgratuite.canalblog.com

<https://www.humanite.fr/inventer-lecommunismeecosocialisme-municipal-665138>

***) Respect, gilets jaunes et macron. En quoi le mépris nourrit-il la colère politique ?**

Jeudi, 13 Décembre, 2018 [Nicolas Dutent](#)

rappel des faits Quatre chercheurs et professeurs s'interrogent sur les formes variées du mépris contemporain et la crise du respect qui sourd à travers lui.

Alexandre Eyriès Enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication à l'université de Bourgogne

Isabelle Mathieu Ingénieure de recherche

Claude Habib Auteure et professeure émérite de littérature à la Sorbonne Nouvelle

Madeleine Pastinelli Professeure au département de sociologie de l'université Laval (Canada)

UN COLLOQUE, QUI s'est tenu le 6 décembre À paris (PROPÉDIA), a ANALYSÉ le respect perçu du point de vue social, sociétal, numérique, POLITIQUE...

EN QUETE DE RESPECT

Alexandre Eyriès

Enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication à l'université de Bourgogne

« Twitter participe, de fait, à la déritualisation du politique, parce qu'il n'y a plus de filtre entre espace public et espace privé, entre parole officielle et expressions de

ressentis, de commentaires, de confidences... La communication politique sur Twitter ne consacre plus, elle peut légitimer, mais indirectement, prenant acte beaucoup plus qu'elle n'institue ; témoin le célèbre "Four more years" de Barack Obama, faisant suite à sa réélection. » La volonté de transparence des hommes politiques les conduit à jouer un jeu dangereux, celui de la Cérémonie cannibale (Salmon, Fayard, 2013) au cours de laquelle l'homme politique est désacralisé, profané par les médias et éclairé par les flammes de sa propre dévoration.

En effet, les leaders politiques mettent en place des stratégies de communication mettant en scène et surjouant leur proximité avec leurs électeurs potentiels. Cette logique de désintermédiation est encore renforcée par la montée en puissance des réseaux sociaux sur lesquels les hommes politiques construisent leur image publique, au risque de voir leur image s'éroder progressivement. Sur Twitter, la parole politique se trouve débarrassée du poids des conventions, du cérémonial et des rôles à jouer. Les rites politiques comportent une dimension théâtrale et tragique qui est là évacuée, au profit d'une connivence, d'une spontanéité et d'un caractère émotionnel de plus en plus affirmé. De la déritualisation à la désacralisation, il n'y a qu'un pas que notre société démocratique a allègrement franchi.

Dans un contexte de crise du respect et de la confiance envers la classe politique, certaines déclarations mal préparées ou phrases assassines contribuent un peu plus à désacraliser la fonction politique et présidentielle. Le rituel politique comporte une structure narrative dramatique et une dimension tragique, quasi absente de Twitter, qui peuvent davantage être lues comme une fresque pointilliste. La dimension formelle et officielle de la ritualité politique est évacuée au profit d'une convivialité de bon aloi, de la spontanéité et de la connivence qui sont censées régir les expressions numériques. A contrario, un espace inédit s'est aussi ouvert pour les violences, les détournements, les parodies et la désacralisation. C'est à ce titre qu'à vouloir être plus proches, plus accessibles, plus modernes, plus réactifs, les politiques s'exposent à une perte de crédibilité de leur parole et de leur action. Selon Jean Véronis, « Twitter ne libère pas la parole politique, il la répand ». Les propos indignes de la fonction présidentielle (comme le fameux « Casse-toi pauvre con ! » de Nicolas Sarkozy au Salon de l'agriculture, le 23 février 2008, ou la phrase d'Emmanuel Macron déclarant à un jeune horticulteur au chômage qu'il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du travail) contribuent encore plus à une déprésidentialisation de la fonction présidentielle qui, au jeu de la proximité et de la transparence, perd beaucoup plus qu'elle ne gagne. On a souvent l'impression d'un épuisement de la parole dans sa dissémination perpétuelle et dans sa recherche constante d'une transparence artificielle.

Le général de Gaulle l'écrivait, dès 1932, dans le Fil de l'épée : « L'autorité ne va pas sans prestige, ni le prestige sans éloignement. » À la lueur de cette déclaration, la quête irrépressible de transparence et de proximité virtuelles dans laquelle les hommes et les femmes politiques se lancent à corps perdu semble d'emblée vouée à l'échec. Le lien abîmé entre les hommes politiques et les citoyens peut toutefois être rétabli à la condition sine qua non que la communication soit utilisée à bon escient et que les politiciens professionnels manifestent envers la population ce que le philosophe Emmanuel Levinas appelle la « responsabilité (...) pour autrui, (...) pour ce qui (...) précisément (le) regarde ».

MACRON A L'EPREUVE DE LA PAROLE VOTEE

Isabelle Mathieu

Ingénieure de recherche

Par une sorte de dédagisme modéré de la dernière chance, Emmanuel Macron a été élu sur la base d'une méthode davantage que sur un programme. La doctrine du « en même temps » supposait de protéger et de libérer dans un même mouvement, tandis que la campagne construite sur une base proclamée participative laissait entrevoir l'espoir d'un renouvellement des pratiques de gouvernement. Las ! La crise des gilets jaunes vient brutalement rappeler le président à ses engagements. Pas tant sur son programme, car force est de constater que ce qui avait été annoncé est mis en œuvre. Que l'opposition s'y oppose est dans l'ordre démocratique des choses : de ce point de vue, la mobilisation des gilets jaunes, qui reste numériquement faible et rassemble essentiellement des citoyens qui n'ont pas voté pour Emmanuel Macron, ne devrait pas inquiéter un gouvernement issu des urnes il y a seulement dix-huit mois.

Mais, plus profondément, ce mouvement révèle le grippage de l'ensemble du système politique dans sa dimension communicationnelle. La nomination d'un premier ministre issu de la droite, disciple d'Alain Juppé, constituait d'emblée un mauvais signal quant à la capacité d'Emmanuel Macron de tenir sa promesse de renouvellement de la vie politique. De fait, il apparaît qu'Édouard Philippe, dans sa pratique, est totalement étranger au projet qui était celui du candidat Macron. En témoignent des mesures autoritaires, telles que la baisse des APL ou la limitation de vitesse à 80 km/h, qui signalent l'incapacité du gouvernement à entendre les contraintes et les besoins de la population, à mettre en œuvre la délicate dialectique du « en même temps ».

Emmanuel Macron aurait dû davantage écouter les commentateurs qui, dès le début de son mandat, ont tenté d'alerter sur la verticalité du pouvoir et la confiance excessive dans une technostructure déconnectée de la vie réelle. Au lieu de cela, il a chargé la barque des dysfonctionnements. Croyant pouvoir s'appuyer durablement sur une majorité législative qui s'est montrée incapable de faire vivre la diversité qui fondait la doctrine macroniste, il n'a pas jugé utile de faire de LaREM un véritable parti politique, susceptible d'être une courroie de transmission entre le gouvernement et les citoyens.

Fort de la conviction qu'il allait rapidement faire ses preuves en marchant, le président a dédaigné les élus de terrain, les syndicats, les associations : toutes ces instances de médiation sans lesquelles la démocratie ne peut pas vivre. Et comme si cela ne suffisait pas, il ne s'est pas méfié des journalistes, pourtant tout aussi indispensables dans une démocratie apaisée : il a préféré les tenir à une distance dédaigneuse, sous-estimant la puissance dont Internet les a dotés. La façon dont la presse a amplifié le mouvement des gilets jaunes, en le gratifiant d'une surmédiatisation hors du commun, peut être lue comme la réponse de la bergère humiliée au berger arrogant.

Au manque de respect de la méthode promise, les gilets jaunes répondent par un violent mépris, tant à l'égard de la personne du président qu'envers les règles institutionnelles. La haine, qui pointe derrière ce mépris, signale avant tout l'urgente nécessité de mettre les institutions et leur fonctionnement en conformité avec les exigences complexes du moment. C'est à ce prix seulement que le pouvoir politique pourra accomplir sa mission, qui reste de définir l'intérêt général, au-delà des intérêts particuliers contradictoires.

LE TOURNANT

Claude Habib

Auteure et professeure émérite de littérature à la Sorbonne Nouvelle

La crise du respect est partout tangible : les professeurs furent parmi les premiers à la ressentir, mais aussi les médecins, les responsables politiques ou syndicaux ; tous ceux dont l'autorité, qu'elle soit fondée sur le savoir ou l'élection, ne faisait pas de doute autrefois se retrouvent aujourd'hui mis en question ou bousculés. Dans l'enseignement, des chahuts ont toujours eu lieu, mais non pas des menaces : elles sont devenues courantes. Qu'un professeur soit défié par des élèves ou des parents d'élèves, cela ne fait pas un titre de journal. Sujet de discussion en salle des profs, tout au plus. Il faut sortir une arme pour que le JT s'émeuve. Irrespect envers le médecin à qui l'on intime de prescrire tel ou tel médicament, sans se soumettre à son examen. Colère au guichet, grogne dans les files d'attente, malveillance au volant. Quant aux professions chargées du maintien de l'ordre ou de la protection des biens, elles essuient plus que des insultes : pompiers, policiers, vigiles sont des cibles. Les chauffeurs de bus ou les contrôleurs de train ne sont pas épargnés. Combien d'entre eux confient prendre leur service « la peur au ventre » ?

Cette brutalisation générale s'est produite au croisement de deux facteurs, l'un est socio-politique et l'autre technologique. Le premier facteur, c'est l'égalisation des conditions dont parlait Tocqueville. Dans la société démocratique qu'il voyait se développer, il y a toujours des riches et des pauvres, bien sûr, mais il n'y a plus de différence d'essence entre des conditions séparées – celles de l'homme d'église, de l'homme d'épée, de l'homme de loi. Sur le plan politique, le suffrage censitaire distinguait le possédant et le démuné. Par l'effet du suffrage universel, un homme en vaut un autre. Bientôt, un être humain en vaudra un autre : dans tous les pays démocratiques, les femmes sont appelées à participer aux élections. Hommes, femmes, riches, pauvres, ignorants et savants, mais aussi jeunes et vieux : ce nivellement n'est évidemment pas du goût de tout le monde, mais il est constitutif de notre condition démocratique. Vivre ensemble, c'est accepter que ces différences, qui persistent, ne produisent pas de privilège : dans notre régime, tous ont voix.

Le second facteur, c'est l'horizontalité d'Internet. Il est un porte-voix puissant pour ceux qui ne se contentent pas d'être une voix tous les quatre ans, le jour du vote. Il fait aussi régner un immense brouhaha, et nous sommes encore en phase d'adaptation : « On finira par faire les cours par mail », me glisse une collègue à qui ses étudiants n'ont pas laissé le loisir de faire une reprise – « OK, vous n'avez qu'à nous l'envoyer. » Bonjour ! Hello ! L'accessibilité permanente de tous par chacun, c'est la fin du silence, de la réflexion, du repos.

Simultanément, l'accessibilité est un bienfait. Internet facilite la circulation des pétitions, la synchronisation des groupes, les réunions instantanées sur le modèle des flashmobs. Il répercute la spontanéité émotive – celle de la compassion, lors des catastrophes naturelles, ou celle de la colère durant les crises politiques. Permettra-t-il d'œuvrer pour l'entente ? D'élaborer, plutôt que de réagir ? De structurer un modèle d'avenir plausible, prospère et soutenable ?

C'est le tournant où nous sommes.

Il faut espérer que la contestation populaire ne versera pas dans l'ivresse populiste. Ses effets hors de France existent. Ils s'appellent Trump, Brexit, Ligue du Nord. Ils font peur.

LA TRANSFORMATION DE NOS SENSIBILITES

Madeleine Pastinelli

Professeure au département de sociologie de l'université Laval (Canada)

Pour l'observatrice nord-américaine que je suis, la question qui consiste à savoir si nos sociétés connaissent une crise du respect commande de réfléchir à l'écart qui sépare les questions de la reconnaissance et de l'inclusion, qui sont de l'ordre du symbolique, et celles qui concernent plutôt la distribution de la richesse et l'accès aux espaces de pouvoir. De fait, selon que l'on s'intéresse plus aux unes ou aux autres, on pourra juger que les sociétés occidentales sont de moins en moins tolérantes au mépris ou, à l'inverse, considérer qu'elles s'en accommodent plutôt bien. Si les inégalités matérielles n'ont pas diminué au cours des dernières décennies, voire tendent plutôt à s'accroître, nos sociétés se montrent, en revanche, de plus en plus sensibles à certaines formes de mépris. À l'échelle individuelle, on s'inquiète désormais des différentes formes d'atteintes à l'intégrité morale et psychologique des personnes, lesquelles étaient encore de l'ordre de l'impensé il y a quelques décennies. En effet, depuis la fin des années 1990, on prend de plus en plus au sérieux ces différentes atteintes à l'image de soi que sont le harcèlement moral, l'intimidation ou la violence psychologique, tant dans les milieux de travail, le cadre scolaire, les relations familiales que dans maints autres contextes. Si on s'en préoccupe de plus en plus, ce n'est pas tant parce que ce type de violence serait plus répandu aujourd'hui qu'il ne le fut dans le dernier tiers du XXe siècle, mais vraisemblablement parce que l'individualisation croissante des rapports sociaux a rendu les besoins de reconnaissance des individus plus impératifs. À l'échelle des identités collectives, le mépris qui affecte plus qu'autrefois, c'est celui qui se manifeste par l'invisibilisation, l'exclusion ou la dévalorisation systématique de catégories de personnes en position minoritaire : femmes, personnes de couleur, celles en situation de handicap, celles qui sont normativement jugées non conformes aux attentes de genre ou d'orientation sexuelle ou encore celles qui appartiennent à une minorité ethnique ou religieuse. Le mépris visant ces catégories de personnes est loin d'avoir disparu, cependant que nos sociétés semblent de moins en moins confortables avec celui-ci. Elles se montrent de plus en plus enclines à revoir régulièrement les règles du jeu et le fonctionnement des institutions selon une perspective davantage pluraliste. On assiste, en effet, à une multiplication de(s) changements censés favoriser une meilleure inclusion des personnes en position minoritaire, en même temps que se transforment les limites du dicible relatives aux manières de nommer et de représenter publiquement les minorités.

Certes, on peut se désoler que ces changements ne se jouent, pour l'essentiel, qu'au plan symbolique du langage, des images et des représentations et du fait qu'ils canalisent beaucoup d'attention et d'énergie, parfois au détriment d'une véritable lutte visant à limiter les inégalités matérielles que subissent la plupart de ces catégories de personnes. Or, on aurait certainement tort de négliger leur importance et de les réduire à des exigences de « rectitude politique ». Ces normes qui changent témoignent plutôt de la transformation de nos sensibilités envers le mépris. Si certaines formes de mépris hautement détestables ne semblent pas susciter d'indignation, d'autres, en revanche, notamment celles qui ont pour objet les identités des plus faibles, semblent en voie de devenir de moins en moins tolérables.

À paraître : Comment peut-on être tolérant ?, de Claude Habib. Éditions Desclée de Brouwer, 284 pages, 18 euros.

<https://www.humanite.fr/respect-tolerance-twitter-gilets-jaunes-et-macron-en-quoi-le-mepris-nourrit-il-la-colere-politique>

***) Mouvement des gilets jaunes : rejet de la politique ou repolitisation ?**

Mercredi, 12 Décembre, 2018

Tribunes

Avec Jacques Bidet, philosophe, André Prone, essayiste, penseur militant et Bernard Kalaora, anthropologue à l'École des hautes études en sciences sociales.

Rappel des faits. Très méfiant vis-à-vis des partis politiques et des syndicats, le mouvement fait l'expérience de la démocratie directe dans la lutte sociale.

- Quel débouché politique ? par Jacques Bidet, philosophe



C'est la question que l'on se posait vers fin mai 1968, quand il était clair que le mouvement syndical ne pouvait aller plus loin. Il s'agissait de savoir sur quel programme s'engager, comment rassembler les forces populaires et s'assurer qu'on ne volerait pas au peuple sa victoire.

Le contexte diffère sur deux points. Sur les grandes questions programmatiques, sociales et écologiques, les diverses forces de la gauche populaire affirment leur convergence. Et voici qu'au-delà de ce cercle une autre fraction du peuple, souvent restée à l'écart de « la politique », est entrée en lutte. Elle réclame, précisément, un débouché politique.

Les gilets jaunes ont inventé une nouvelle pratique politique, décentralisée, fondée sur l'initiative locale, sur une circulation horizontale, sur le refus de délégations, et pourtant capable de conduire une action à l'échelle nationale. Cela « a parlé » à toute la nation. Mais pour quelle suite ? Les révoltes populaires du passé se retrouvaient au final isolées face à un pouvoir tout-puissant. Il existe aujourd'hui des forces politiques qui peuvent se reconnaître dans ces nouveaux militants. Le « débouché politique », c'est la rencontre entre leur pratique politique et la nôtre.

Le mouvement est parti des taxes sur les carburants. Mais on a vu rapidement monter la conscience politique, les revendications de pouvoir d'achat, de services publics de proximité, de démocratie. Des gens, femmes et hommes, que l'on n'attendait pas sur le sujet – ouvriers, employés, artisans, petits paysans et commerçants, chômeurs, modestes retraités – se sont montrés incroyablement compétents face aux micros tendus des télévisions. Et ils prétendaient s'organiser eux-mêmes, prendre les choses en main. Et c'est à partir de là précisément que se pose la question du débouché politique. Quelle forme d'organisation politique, donc, pourrait répondre aux attentes de cette autre moitié du peuple qui ne se retrouve pas dans nos partis et organisations ? Bien sûr, ces deux mondes se chevauchent parce que la vie les rapproche et les mélange. On doit pourtant se demander pourquoi ça communique si mal entre eux. Certains penseront qu'ils ont tout à apprendre de nous. Mieux vaudrait se demander quel tournant on devrait prendre dans leur direction pour que cette énorme énergie ne se dissipe pas aussi vite qu'elle est apparue.

Il ne s'agit pas de mimer les gilets jaunes. Mais d'en venir à une « forme-collectif ». Non que la « forme-parti » serait désuète. Je la tiens pour très précieuse, s'agissant

notamment du Parti communiste, qui est pour tous un bien commun. Comme le sont aussi les partenaires, Verts, insoumis, Génération.s et autres. Mais aucune formation n'est capable de rassembler la gauche populaire, encore moins d'y inclure le potentiel révélé par les gilets jaunes.

L'horizon ne se dégagera que lorsque ces partis, divers mais convergents, se seront décidés à laisser le pouvoir à leur peuple. C'est-à-dire, tout en conservant leur identité et leur activité à tous les niveaux, à appeler à la constitution, dans chaque lieu, ville ou circonscription, de collectifs locaux rassemblant toutes les volontés militantes, et à leur reconnaître pleine responsabilité politique. Pas de simples assemblées citoyennes, mais des collectifs durables par leur forme démocratique, ouverts à toutes les personnes prêtes à s'engager. Avec convergence au sommet dans un collectif central issu de leurs rangs et sous leur contrôle, et d'autant plus capable, à chaque moment, de prendre l'initiative et de donner l'impulsion.

Auteur d'« Eux » et « nous » ? Une alternative au populisme de gauche. Éditions Kimé.

- Une force « sans chef » ! par André Prone, essayiste, penseur militant



Si l'on ne peut dire ce qu'il adviendra du grand mouvement social des gilets jaunes, au moins peut-on dire avec certitude qu'il est déjà une leçon pour l'histoire. Premier mouvement social d'ampleur nationale construit à partir des réseaux sociaux, il est aussi le seul grand mouvement de contestation contemporain capable de s'exprimer sans chef dans la durée. Ces deux aspects du mouvement contiennent en germe deux questions essentielles que ce dernier exprime :

- le rejet du politique tel qu'il couve depuis des décennies (quelle qu'en soit la couleur), incapable selon eux de répondre aux aspirations, pourtant modestes, des « petites gens » : actifs, retraités, et plus généralement les classes laborieuses et la jeunesse ;
- le rejet des grands médias aux ordres exclusifs du système capitaliste oppresseur à la manoeuvre.

Si l'on peut parler de leçon donnée à l'ensemble de la classe politique et, par un autre biais, à leurs médias supplétifs et aux organisations syndicales de plus en plus empêtrées dans le mythe réformiste, elle est à chercher dans la capacité des forces populaires inorganisées à comprendre, avant tous les autres, que la force d'un mouvement populaire dans la situation de crise économique, politique, sociale, culturelle et morale actuelle ne pouvait venir que du peuple lui-même.

Cela en dit long sur les erreurs d'analyse et de pratique des forces « progressistes », qui ont toujours pensé que la résolution des problèmes sociaux ne pouvait passer que par les urnes et la démocratie représentative. Pourtant, malgré les tergiversations de ceux qui se réclament de « la gauche », s'accusant mutuellement de refuser de mettre la barre trop haut ou trop bas, preuve est faite depuis bien longtemps qu'il n'en est rien et que la population la plus paupérisée l'avait compris depuis longtemps. Les signes avant-coureurs de la contestation étaient là, mais d'aucuns refusaient de les voir malgré les votes protestataires RN et le refus d'aller aux urnes qui allait crescendo.

L'abandon progressif des forces politiques qui se réclament du changement de l'idée d'agir concrètement pour sortir du capitalisme en crise, et non sortir de la crise du capitalisme, et l'abandon par le « syndicalisme non réformiste » de la lutte des classes au bénéfice du dialogue social ont ouvert une vacance aux forces du capital pour imposer leur politique d'abandon social et de régression tous azimuts des services publics, conduisant de facto à un mouvement de contestation et de révolte sans chef, tel celui des gilets jaunes. Certes, dire cela ne veut pas dire que ce mouvement a tout compris. Il lui manque bien sûr la compréhension que ce qu'il est en train de mettre en œuvre peut devenir un grand mouvement de lutte de classes convergeant avec l'ensemble des forces du travail. Cela ne dépend pas que de lui, mais aussi de l'ensemble des forces révolutionnaires.

- La quête de la résonance par Bernard Kalaora, anthropologue à l'École des hautes études en sciences sociales



À entendre les divers débats concernant les gilets jaunes, le mouvement n'aurait pour finalité que des motivations économiques, financières ou fonctionnelles et pratiques. Le terme « concret » est souvent évoqué quant à leurs revendications. Un des aspects pourtant fondamental semble avoir été occulté, celui de la résonance que théorise le sociologue Hartmut Rosa dans son ouvrage *Résonance : une sociologie de la relation au monde*. En effet, nombreux sont les gilets jaunes qui font valoir dans leurs prises de parole les satisfactions qu'ils éprouvent dans les expériences singulières, uniques, de relations sociales résonantes par lesquelles ils s'atteignent, se construisent, se renforcent mutuellement et se répondent. Le gilet est un moyen de reconnaissance mais aussi une façon de se sentir connecté et en résonance avec les autres. Bien que fragmenté et diffus, différent selon chacun des territoires concernés, ce mouvement résonne à l'échelle nationale, voire globale, il se propage comme une épidémie. Son caractère viral est en grande partie lié au fait que les gilets dans cette expérience éprouvent en paraphrasant Hartmut Rosa leur capacité à atteindre et à faire bouger quelque chose, et donc à agir sur le monde, faire chacun à leur échelle l'expérience d'une capacité de mise en forme commune.

En cela, les gilets jaunes vivent une renaissance. Pauvres en monde ou dépourvus de monde, pour la plupart oubliés des politiques et des économistes, assignés à des espaces en déshérence, urbains ou ruraux, ils ont dans l'expérience de l'interaction née d'un tel processus le sentiment d'être enfin au monde. Et ce sentiment compte de fait tout autant, sinon plus, que les résultats concrets escomptés. D'où sans doute la difficulté de la représentativité, qui par nécessité organisationnelle risque de réduire l'efficacité personnelle de l'action aux seules motivations économiques. L'efficacité personnelle d'agir sur le monde et de faire bouger « quelque chose » est l'un des motifs au cœur de ce mouvement. Ce quelque chose ne peut être nommé, car il désigne une aspiration autre que celle du monde qui nous est offert. Il traduit un besoin de résonance, d'être non pas écouté mais d'obtenir « quelque chose » en atteignant quelqu'un avec qui l'on peut établir des relations de confiance et non de défiance, et qui montre un intérêt authentique à cette expression d'une colère sourde et inédite. Toucher en l'autre une corde vibrante et sensible est l'une des attentes du mouvement.

La froideur technocratique de l'exercice du pouvoir actuel est l'un des éléments de la rupture profonde du lien entre celui-ci et le peuple, dont Macron fait les frais et auquel il a largement contribué par son attitude hautaine. La dimension sensible et relationnelle est au cœur de ce mouvement. Ces personnes témoignent de l'importance des relations sociales qu'elles ont découvertes dans les interactions (avec le public sur les péages et les ronds-points) mais aussi, comme on peut l'entendre, de la relation au monde. Ils refusent un destin qui soit décidé en haut lieu et qui ne propose qu'un monde marchand réifié et fait de relations muettes, abstraites, froides et non résonantes.

Cette aspiration à des relations résonantes rencontre en partie le projet au cœur de l'écologie, c'est-à-dire en finir avec la discontinuité croissante entre l'homme et son environnement, en finir avec les ravages d'une modernité aveugle au monde et aux lieux où se tissent des manières de faire monde autres que celles qui sont programmées et planifiées par les gestionnaires, les pouvoirs publics et privés.

<https://www.humanite.fr/expression-collective-de-la-colere-mouvement-des-gilets-jaunes-rejet-de-la-politique-ou-664947>

***) Gérard Noiriel : « Le “populaire” est un rapport social qui lie les dominés et les dominants »**

Vendredi, 7 Décembre, 2018

Gérard Noiriel

Dans *Une histoire populaire de la France*, ouvrage publié aux éditions Agone, l'historien et directeur d'études à l'Ehess, spécialiste et pionnier de l'histoire de l'immigration en France, dresse un portrait vivant et réflexif des luttes constituantes du peuple français depuis la fin de la guerre de Cent Ans jusqu'à aujourd'hui.

Au lendemain de l'arrivée au pouvoir d'un fasciste assumé au Brésil et dans l'ambiance actuelle de la montée des démagogues d'extrême droite aux États-Unis, en Europe et en France, notre situation historique semble se dramatiser de manière inquiétante. Dans le faisceau des événements économiques de 2008 comme dans celui de 1929, l'histoire est-elle en train de se répéter ?

Gérard Noiriel J'ai insisté peut-être un petit peu plus que je ne l'aurais fait dans un autre contexte sur Marx et sur la question des classes et de la lutte des classes. On voit bien aujourd'hui, même à l'intérieur du monde intellectuel, comment les logiques identitaires ont pris le dessus sur les questions économiques et sociales. Le but de ce livre, c'est de remettre l'accent, effectivement, sur cette dimension. Comme vous le suggérez, on voit bien que des causes économiques, la fuite en avant du capitalisme financier, ont des effets politiques et que nous sommes engagés dans un processus qui peut nous rappeler effectivement les années 1930, notamment à l'échelle mondiale. Il faut toujours avoir une vision mondiale des choses, car s'il y avait des violences mondiales, elles nous affecteraient aussi. Nous ne sommes pas à l'abri. Cela dit, dans le cadre actuel, si on se place uniquement au niveau européen, on voit bien que les mécanismes de régulation du capitalisme qui n'existaient pas encore dans les années

1930 (ce qui explique les dérives qui ont débouché sur la Seconde Guerre mondiale) permettent d'éviter la guerre, mais pérennisent la crise.

En quel sens avez-vous voulu écrire une histoire « populaire » de la France ?

Gérard Noiriel Le premier point est que je ne confonds pas le « populaire » et les « classes populaires ». C'est, je pense, un point de mon livre qui me différencie de ce que Michelle Zancarini-Fournel avait écrit dans les Luttons et les rêves sous-titrés « une histoire populaire de la France », il y a deux ans. Pour elle, c'est plutôt d'une histoire des classes populaires qu'il s'agit. Du fait même qu'elle a publié ce livre, cela m'a dispensé d'un certain nombre de développements. Ce qui me distingue, c'est aussi une démarche qui est celle du socio-historien. Pour moi, le « populaire » est un rapport social qui lie les dominés et les dominants. C'est un point très important. Je peux en donner une illustration en prenant, par exemple, la définition même que les classes populaires se donnent d'elles-mêmes. Cette définition, elles ne l'inventent pas. Elle se produit toujours dans une dialectique par rapport au regard que portent sur elles les classes dominantes. Dans mon livre, j'ai voulu montrer cette dialectique qui, je dirais, est pour moi une sorte d'adaptation du concept de lutte de classe qu'on pourrait trouver chez Marx, sauf que j'ai intégré beaucoup de travaux qui ont été faits depuis Marx. Je pense aussi que le concept de domination est plus puissant que celui que Marx a analysé comme rapport de classes économiques. Cela dit, au niveau du schéma, c'est cela. Il y a une dialectique. L'identité des dominés est construite en bonne partie par le regard des dominants, mais est appropriée et transformée dans leurs luttes, ce qui contribue à modifier le regard que les dominants portent eux-mêmes sur les classes dominées.

Pouvez-vous préciser cette différence que vous faites entre populaire et classe populaire ?

Gérard Noiriel Je pars du principe que le monde social est construit autour des relations de pouvoir. C'est un point sur lequel j'insiste. Mais je ne prends pas les relations de pouvoir comme quelque chose de négatif. Je ne les dénonce pas. Je les constate. Cela fait référence à Max Weber. Weber définit, par exemple, la relation des parents à leurs enfants comme une relation de pouvoir. En général, cette relation a pour fin un souci d'éducation et d'élévation des enfants à une future autonomie, mais c'est bien une relation de pouvoir, même si elle exprime une solidarité entre parents et enfants. Mais ce pouvoir peut aussi être une domination, une volonté imposée à l'autre. Ce sont les deux aspects des relations de pouvoir qu'on retrouve dans l'histoire. Si on accepte ce point de départ pour construire une histoire populaire, on peut montrer que, au cours du temps, ce qu'on appelle les classes populaires, ou les classes dominées dans le champ social, s'approprie le regard des dominants, leur donne un sens correspondant à leur culture de classe, et développe des luttes qui finissent par influencer sur le regard que les dominants portent eux-mêmes sur les classes populaires.

« *Il n'y a pas tant de perfection dans les ouvrages faits de la main de divers maîtres qu'en ceux auxquels un seul a travaillé* », écrit Descartes. Vous soulignez, dans la préface de votre ouvrage, le caractère individuel et personnel de votre écriture. N'est-ce pas une manière de placer votre *Histoire populaire de la France* sous la signature de la grande figure du rationalisme classique ?

Gérard Noiriel Franchement, je n'avais pas cette référence de Descartes en tête, mais peut-être y a-t-il des choses qui, effectivement, raccrochent mon travail à cette perspective. Je me placerais plutôt dans la filiation des Lumières, qui soulignent le rôle de la raison et de la connaissance dans l'émancipation. Ceci est très important pour moi, mais je ne récuse pas l'étiquette de rationaliste dans la démarche que j'ai voulu adopter par rapport à d'autres, même par rapport à Howard Zinn, au sens où mon souci est d'expliquer ce que pouvait être ce qu'on appelle la France. À partir du moment où il y a un souci d'explication, cela implique toute une série de choix, de sacrifices, des exemples aussi parfois et le fait de privilégier l'analyse, la réflexion, pour donner un fil conducteur nous permettant de comprendre peut-être où nous en sommes aujourd'hui. Vous citez Pierre Bourdieu parmi vos références. Pourquoi est-il important de reprendre, selon vous, l'effort d'autocritique théorique exigé par l'auteur de *la Distinction* ?

Gérard Noiriel Oui, l'idée c'est de « se rendre étranger à soi-même ». Idée qu'on retrouve aussi chez Bertolt Brecht. C'est la traduction que je donne de *Verfremdung*, qu'on traduit en général par distanciation. Cela touche aussi à la dimension émotionnelle. Intellectuellement, on peut faire son autocritique, mais quand quelque chose nous touche profondément, au niveau de notre identité et de nos engagements, c'est beaucoup plus difficile. L'un des objectifs de mon livre, c'est que j'espère que les lecteurs feront cette démarche par eux-mêmes parce que cela me semble particulièrement nécessaire aujourd'hui. Cette autocritique, je l'ai faite. Après trente ans, voire plus, de conférences tous azimuts pour dire aux gens : « Il ne faut pas être raciste », « Il ne faut pas voter Front national », etc., à un moment donné, je ne pouvais pas ignorer que cela avait peu d'impact et donc je me suis dit : « Quelle est ta part de responsabilité ? » Quand j'étais membre du PCF, en Lorraine, j'ai été exclu pour avoir posé ce genre de questions par rapport à la lutte de 1979-1980. Donc, pour moi, c'est quelque chose d'ancien et de récurrent. Dans tous les milieux que j'ai traversés, j'ai pu voir la difficulté que les gens avaient à faire cette démarche. Ils ont peur que, en critiquant leur propre camp, ils ne donnent des arguments à l'adversaire. C'est effectivement le risque. C'est difficile. Mais on a besoin de cette lucidité pour orienter son combat dans un sens plus pertinent.

N'est-ce pas typiquement la dialectique du maître et de l'esclave de Hegel telle que l'interprète Alexandre Kojève, sur un terrain de la pratique sociale, de la praxis, dans son *Introduction à la lecture de Hegel* ?

Gérard Noiriel J'ai lu Kojève quand j'étais étudiant, mais je n'ai plus toutes ces références en tête. Cependant, je suis convaincu que l'intertextualité, comme on disait dans le temps, est quelque chose qui a été important pour fabriquer ma boîte à outils et qui m'a permis de construire ce livre comme un récit historique accessible à tous. Je tenais beaucoup à la forme récit dans ce livre. Cela dit, mon point de départ a été la question : « Qu'est-ce qui fait la différence entre une population et un peuple ? » La différence, pour moi, c'est qu'une population, c'est un ensemble d'individus qui sont les uns à côté des autres sans forcément avoir de liens entre eux, alors qu'un peuple se définit par les liens qui existent entre ses membres. Quand est-ce que ce lien objectif et vivant apparaît ? Je commence avec le XV^e siècle, parce que c'est quand l'État royal s'impose après la fin de la guerre de Cent Ans que la souveraineté de l'État, notion éminemment politique puisque l'État est un rapport de commandement et

d'obéissance, s'installe. À partir de ce moment-là, tous les sujets du roi sont liés entre eux parce qu'ils dépendent du même pouvoir royal et de l'État. On voit très bien que c'est à ce moment-là d'ailleurs que les premières grandes luttes populaires antifiscales se mettent en place. Qu'est-ce qu'un État ? De quoi a-t-il besoin ? Il a besoin d'une armée pour obliger les gens à payer leurs impôts et a besoin des impôts pour payer l'armée. C'est un processus circulaire au fondement du pouvoir d'État. Donc, à partir de ce moment-là, effectivement, on a un État royal qui est prénational. C'est ce que Norbert Elias appelle l'échelle d'interdépendance. Ces liens d'interdépendance, déjà à cette époque, le capitalisme commercial ne s'en embarrasse pas. C'est une des limites de Marx parce qu'il a construit son raisonnement avant la nationalisation des sociétés, donc il ne voit pas encore le rôle fondamental de l'État dans la structuration des classes sociales. Cela dit, globalement, peut-être jusqu'à la Première Guerre mondiale, voire après, le développement du capitalisme est surtout national, bien que Lénine ait montré que l'impérialisme est déjà une extension sur des marchés coloniaux extérieurs à l'État-nation.

Autre distinction que vous soulignez dans votre ouvrage éclairant, cette idée d'une « histoire populaire », celle qui l'oppose à une histoire réactionnaire qui se développe aujourd'hui sous la plume d'historiens autoproclamés, comme Stéphane Bern, Lorant Deutsch ou Éric Zemmour ? N'est-ce pas cette histoire, best-seller, qui est « populaire » ?

Gérard Noiriel Oui, cette histoire monarchiste ou réactionnaire, on peut dire les deux, est « populaire » au sens du nombre des exemplaires vendus (mais pas forcément lus). En fait, si on fait une « histoire de l'histoire », on peut s'apercevoir qu'elle a toujours été dominante au niveau des ventes. Prenez Pierre Gaxotte, par exemple, dans les années 1930. Pierre Gaxotte, c'est l'extrême droite royaliste. Il vendait des centaines de milliers d'exemplaires pour expliquer aux gens que la Révolution française avait été un drame pour la France. Cela n'est donc pas forcément nouveau. Ce qui est effectivement tout à fait ahurissant, avec la prolongation de l'école, avec les gens qui ont fait de longues études, c'est de voir qu'aujourd'hui, on puisse encore en être là. Il y a des raisons qui sont fortes et même structurelles pour maintenir un état de choses qui est de plus en plus à l'écart de ce qui se peut se faire dans le monde universitaire. Le hiatus est extraordinaire. Mais ce n'est pas pour rien si le Figaro, le Figaro magazine ou Valeurs actuelles s'emparent de ce genre d'histoire réactionnaire dans des stratégies qui, évidemment, visent à justifier la domination sociale et les inégalités économiques. Il y a toujours un arrière-plan politique. J'invoque aussi les développements en France du capitalisme patrimonial. C'est un mouvement, comme le montre mon collègue Luc Boltanski, tout à fait caractéristique du capitalisme français. On a liquidé les usines et les ouvriers, mais ce qui se porte bien, c'est le luxe, le tourisme, EuroDisneyland, le commerce de bouche avec ses beaux châteaux et ses bonnes tables, etc. Cette histoire, avec son univers de princesses et de princes charmants, populaire au mauvais sens du terme, s'inscrit tout à fait dans le contexte de ce nouveau capitalisme.

<https://www.humanite.fr/le-populaire-est-un-rapport-social-qui-lie-les-domines-et-les-dominants-gerard-noiriel-664771>

*) Comment transformer la colère populaire en changement politique ?

Lundi, 3 Décembre, 2018

[Pierre Chaillan](#)

Avec Caroline Fiat, députée FI de Meurthe-et-Moselle, Fabien Gay, sénateur PCF de Seine-Saint-Denis et Guillaume Balas, député Génération.s au Parlement européen.

Rappel des faits. Après le mouvement contre la casse du Code du travail, la lutte contre la mise à mal et la libéralisation du service public ferroviaire, les gilets jaunes posent la question de la justice sociale. Quels débouchés politiques ?

• UNE DEMOCRATIE PLUS DIRECTE PAR CAROLINE FIAT, DEPUTEES FI DE MEURTHE-ET-MOSELLE



Les événements de ces dernières semaines, avec l'irruption sur la scène de la contestation sociale du mouvement des gilets jaunes, ne sont pas nés de rien. Le traitement et l'entreprise de discréditation faites par le gouvernement et propagées par certains médias, renvoyant à une récupération fantasmée du mouvement par l'extrême droite, sont honteux ! Les gens dans la rue réclament, au contraire, une démocratie plus directe, un approfondissement des droits du citoyen face aux élus et aux dominants. Il n'y a donc rien de fascisant dans ce mouvement. Je le dis clairement, contrairement à l'idée véhiculée par la stratégie médiatico-politique, les « fâchés fauchés » ne sont pas des « fachos ».

Ce mouvement est, en outre, la traduction et l'expression d'une double fracture. La première, territoriale, fruit de politiques gouvernementales successives, engendrant un fort sentiment d'abandon et de ressentiment des territoires périurbains et ruraux au bénéfice des métropoles. Des fractions de plus en plus larges du peuple sont obligées de quitter les centres-villes, les bassins d'emploi à cause de la pression immobilière. Le phénomène bien connu des scientifiques de « gentrification » trouve son expression concrète dans le quotidien de nos concitoyens contraints de parcourir parfois plus de 30 km pour se rendre de leur domicile à leur travail.

La deuxième est bien évidemment sociale, la politique du gouvernement et le mépris de classe dont il fait preuve ne peuvent conduire qu'à des tensions extrêmes.

Dans le monde du travail, ce qui était atypique autrefois devient la norme. Les salariés – et les faux indépendants comme les VTC d'Uber – sont de plus en plus précarisés, ce qui les empêche d'accéder aux biens de consommation à crédit comme une voiture neuve, moins polluante, ou un logement à proximité de leur lieu de travail, au sein d'une métropole bien desservie par les transports en commun.

Ce mouvement n'est pas un bloc monolithique ; sa forme et sa nature peuvent être déstabilisantes pour les militants politiques et syndicaux que nous sommes avec nos grilles d'analyses et d'action traditionnelles. Pourtant, sa forme n'est pas inédite dans l'histoire, même à sa seule échelle contemporaine. Les révolutions de 1917 en Russie et de 1918 en Allemagne ont été initialement entreprises par les gens simples, aux

appartenances politiques diverses ou étrangers à l'engagement partisan. Les paysans et les marins n'avaient pas forcément, au départ, une conscience collectiviste. Elle s'est acquise dans la lutte.

Nous retrouvons un cas de figure similaire dans la lutte des gilets jaunes : une marée humaine faisant fi des étiquettes politiques et syndicales de chacun décide de s'engager contre « la mesure de trop ».

Scandant l'apolitisme, les gilets jaunes font pourtant de la politique au sens le plus original : multipliant les agoras. Il faut, pour que ce mouvement ne reste pas lettre morte, une traduction politique sans le déposséder de sa forme nouvelle.

La « jonction » avec les structures syndicales classiques peut être un acte fort et souhaitable si chacun respecte l'indépendance du mouvement.

Les objectifs initiaux tels que l'abrogation de la surtaxe sur le carburant se sont transformés en large contestation sur la vie chère. Il faut donc réintroduire les mesures visant à rétablir l'ISF, augmenter le Smic, les pensions de retraites et l'accès aux soins pour tous. Pour garantir l'aspiration à des droits démocratiques nouveaux, il faut être force de proposition vers davantage de référendum populaire et une Assemblée citoyenne.

Les organes politiques peuvent proposer des outils et des dispositions changeant en profondeur les structures sociales. Aux gilets jaunes d'en prendre possession

• **UNE REVOLUTION SOCIALE ET ECOLOGIQUE PAR
FABIEN GAY, SENATEUR PCF DE SEINE-SAINT-DENIS**



Avec le mouvement des gilets jaunes, une colère s'exprime. Une colère qui a pu, au départ, être instrumentalisée par quelques adeptes de la fachosphère. Mais on ne peut pas résumer et limiter cette colère à ce que ces groupes d'extrême droite voudraient en faire. Ce mouvement de colère qui enfle est bien plus large. Partout éclate ce refus des politiques libérales et les résistances, certes éparses, éclosent dans de nombreux endroits et dans diverses catégories professionnelles. Chez les infirmiers et dans le milieu hospitalier pour exiger des moyens humains, chez les ouvriers comme à l'usine Paprec de La Courneuve contre les discriminations syndicales, parmi la jeunesse des quartiers populaires contre les violences policières... Sans oublier les cheminots au printemps dernier, les Ford en Gironde, les magistrats, les policiers, les personnels de la pénitencieraire...

En effet, les mesures prises par ce gouvernement depuis dix-huit mois sont frappées du sceau de l'injustice et touchent toutes les classes sociales, moyennes comme populaires, retraités comme actifs. Celles et ceux qui, en réaction à une nouvelle mesure injuste, ont enfilé un gilet jaune et sont descendu-e-s dans la rue sont des gens divers, pluriels. Elles et ils veulent exprimer un « ras-le-bol » et témoigner de cette colère. Leurs intérêts peuvent apparaître divergents. Mais en réalité, toutes et tous, organisé-e-s ou non, cherchent une issue à cette crise démocratique, sociale et environnementale.

La question qui nous est posée, en tant que forces politiques, est la suivante : que faire de cette colère ? Car la colère, si elle n'est pas organisée, peut conduire au pire. Nous

l'avons vu sur un certain nombre de barrages, où ont été tenus des propos racistes, xénophobes, homophobes ou islamophobes. Ces propos, nous les condamnons bien évidemment avec fermeté. Cependant, là encore, le mouvement des gilets jaunes ne se limite pas à cela. Un grand nombre de ceux qui y participent se disent apolitiques et n'ont jamais été organisés ni syndicalement ni politiquement. Il nous faut donc mener le débat politique.

Le débat « le plus simple » à mener porte sur une autre répartition des richesses. Le plus grand nombre a compris que le gouvernement cherche à compenser par la taxe sur les carburants la suppression de l'ISF, pour près de 4 milliards d'euros profitant à une minorité d'ultrariches. Il nous faut donc mener le débat sur l'impôt, qui est un devoir car il en va de notre intérêt général. Il est nécessaire pour construire nos écoles, nos hôpitaux, nos palais de justice, pour mettre en œuvre nos politiques sociales et de redistribution. Le problème, c'est que l'impôt est injuste, car les plus riches en paient moins proportionnellement par rapport aux familles populaires et aux classes moyennes.

Pour la révolution sociale, il faut donc une révolution fiscale pour lisser l'impôt et que chacun-e participe à l'effort national selon ses moyens.

Mais, « en même temps », comme dirait le président, il faut amorcer le débat sur la révolution écologique. Car ceux qui sont touchés par la pollution, l'éloignement des villes et des moyens de transport public, comme par la précarité énergétique et la mauvaise isolation thermique, sont d'abord les familles populaires. Là aussi, il faut mener le débat sur cette transition écologique nécessaire pour sauver notre planète et l'humain.

Le débat sur la révolution sociale et la révolution écologique doit être mené, et une révolution ne pourra pas aller sans l'autre. Ces enjeux nous appartiennent à toutes et tous, citoyens et citoyennes, mais aussi chaque femme et homme politique. Faut-il le préciser, s'en saisir ne signifie pas profiter de la colère des Français-e-s pour récupérer un peu d'audience sur les réseaux sociaux à coups de communication et de petites phrases. Pour autant, il est nécessaire de ne pas passer à côté de cette colère, d'aller à sa rencontre et de débattre. C'est là notre rôle en tant qu'hommes et femmes politiques. Nous ne pouvons pas nous substituer aux luttes, mais nous pouvons nous mettre à leur service et en être les porte-voix. Nous devons porter cette colère dans les institutions de notre République, la faire entendre et être force de proposition pour qu'elle puisse se traduire en actes et surtout en espoirs.

- **FAIRE DE L'EGALITE L'IDEE-FORCE PAR GUILLAUME BALAS, DEPUTE GENERATION.S AU PARLEMENT EUROPEEN**



La question impressionne. Qui sommes-nous pour décréter les solutions ? En quoi des militants de gauche, comptables donc en partie des échecs face aux inégalités, sont-ils légitimes pour proposer ? Cela nécessite d'écouter avec humilité et la colère et les propositions qui l'accompagnent. Cela nécessite aussi de dire, avec honnêteté, ce qu'on pense des expressions de cette colère, avec quoi nous sommes d'accord, avec quoi nous ne le sommes pas.

Les citoyens n'ont pas besoin de pédagogie, ce ne sont pas des enfants, ils n'ont pas besoin de démagogie, ils ne sont pas naïfs. Ils exigent en premier lieu des convictions et de la clarté de la part des responsables politiques.

Il ne faut pas se tromper de constat : c'est la notion d'égalité, fondement du progrès et de la démocratie, qui est attaquée. Les ravages du capitalisme libéral et les « valeurs » concurrentielles et hiérarchiques ont délégitimé le combat pour l'égalité sociale. En jetant les salariés les uns contre les autres, l'esprit concurrentiel a laissé l'individu seul, moins protégé, angoissé pour son avenir et celui des siens.

C'est de là qu'ont émergé les constructions communautaires, les revendications éclatées. C'est à cause des ségrégations spatiales, sociales, culturelles que toutes les formes d'égalité sont attaquées aujourd'hui : entre les femmes et les hommes, entre les différentes couleurs de peau, les orientations sexuelles, les âges.

Au bout, n'en doutons pas, c'est la démocratie qui est remise en cause, en tout cas, celle que nous avons bâtie, universelle et ouverte.

Et pourtant, partout, la revendication de l'égalité continue à être portée. Les mouvements sont disparates, ambigus, contradictoires – pensons aux gilets jaunes –, mais de ce qu'ont été les printemps arabes aux transformations de la gauche anglo-saxonne ou encore à l'expérience progressiste portugaise, on sent, on constate l'émergence de nouvelles formes de combats émancipateurs.

Il n'y a pas différentes égalités ou, comble de l'absurde (!), une hiérarchie entre elles.

Il n'y a pas de combats sociaux et des combats « sociétaux », il n'y a pas une lutte pour l'égalité sociale qui serait supérieure ou inférieure au combat pour l'égalité de genre.

L'égalité ne se divise pas.

C'est particulièrement vrai concernant la fausse opposition entre question sociale et question écologique. Beaucoup, saisis par l'urgence de la situation matérielle, disent : « D'abord plus de moyens pour vivre, l'écologie, c'est important mais on verra après. »

Il y a urgence à faire muter le discours écologiste pour que les classes populaires puissent se l'approprier. Qui est tout d'abord malade de la mauvaise nourriture, de l'air pollué, des produits toxiques ? Les classes aisées, vraiment ?

Celles-ci n'ont aucune intention de répartir les richesses pour réaliser la transition écologique, augmenter les salaires, encore moins réformer la fiscalité. Aussi, nous devons être les combattantes et les combattants inlassables de l'idée d'égalité et de sa réalisation concrète : socialement, écologiquement, démocratiquement. Il faut faire de l'égalité l'idée-force.

Changement du modèle de production et de consommation, révolution fiscale, augmentation des salaires, nouvelles protections sociales face aux mutations du travail, VIe République, promotion des services publics, les propositions existent et elles peuvent rassembler.

La tentation du repli identitaire ne frappe pas seulement la société en général, elle est une tentation forte dans les appareils militants. Il est aisé de confondre le « qui sommes-nous ? » avec le « à quoi servons-nous ? ». Ces questions sont nécessaires, sans doute, mais il est encore plus utile de regarder l'immense masse de celles et ceux qui tentent de vivre de leur travail, qui subissent toutes les inégalités infligées par les ultrariches, par Macron, et de leur dire, ensemble : « Voilà ce que nous proposons ».

Nous devons être utiles politiquement. Pour cela, l'unité, toujours l'unité. Dans le cas contraire, le jugement populaire sera terrible : il sera vite considéré – à raison – que ce

qui nous intéresse, nous « les gauches », c'est la survie de nos appareils et non pas le devenir des citoyens.

Cette unité doit s'accompagner de clarté sur certains sujets essentiels. Que ce soit au niveau national ou européen, aucune stratégie d'alliance avec les conservateurs et les libéraux n'est tolérable : cela tue l'espoir, fortifie l'oligarchie et sert l'extrême droite. De même, parce que le capitalisme productiviste et les crises qu'il provoque sont mondiales, il n'existe pas de combat humaniste, de gauche, qui ne soit internationaliste et universaliste.

Alors, ensemble, dès demain, unissons nos forces et proposons !

<https://www.humanite.fr/une-question-posee-aux-organisations-de-gauche-comment-transformer-la-colere-populaire-en-changement>

***) Droits. La liberté de manifester dans la nasse de la justice préventive**

Mardi, 11 Décembre, 2018

[Alexandre Fache](#)

L'utilisation massive, samedi, d'une infraction créée en 2010 et basée sur la seule « intention » (présumée) de commettre des violences, fait polémique.

Le nouveau dispositif a « porté ses fruits », il a « brisé la dynamique des casseurs », se félicitaient les autorités après les mobilisations de samedi à Paris. Si l'affirmation elle-même reste discutable, la municipalité évoquant des « dégâts beaucoup plus importants » samedi dernier que le 1er décembre, l'autre question qui se pose est : à quel prix ? Près de 2 000 arrestations ont été effectuées ce jour-là en France, dont 1 082 dans la seule capitale, un record. Des procédures massives dont pas loin de la moitié ont été classées sans suite : 494 à Paris, dont 288 accompagnées d'un simple rappel à la loi.

S'agit-il là d'autant d'« arrestations préventives » destinées en réalité à empêcher les gilets jaunes de grossir les cortèges ce jour-là ? La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a assuré qu'il n'en était rien, que « les interpellations qui ont eu lieu samedi (...) résultaient d'infractions ». L'usage du pluriel paraît déjà excessif, tant l'une d'elles a semble-t-il tenu le haut du pavé : la désormais fameuse « participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations ». Un qualificatif attrape-tout, créé sous Nicolas Sarkozy par une loi de mars 2010 « renforçant la lutte contre les violences de groupes », qui avait fait l'objet de virulentes critiques de la part des défenseurs des libertés. « Jusqu'à preuve du contraire, notre droit pénal sanctionne des actes et pas des intentions. Là, on est seulement dans l'intention. C'est un changement de paradigme très grave », estime Me Arié Alimi, avocat au barreau de Paris et membre de la Ligue des droits de l'homme.

Les nombreux témoignages de manifestants stoppés dans leur élan samedi, avant même d'arriver dans les défilés, semblent confirmer cette analyse. Un autre avocat, Me Avi Bitton, raconte l'expérience pénible vécue par ses clients : « Ce sont deux parents et leur enfant de 21 ans qui venaient d'Alsace ; ils ont été arrêtés à la sortie de leur véhicule, dans le 8e arrondissement de Paris. Ils ont été fouillés, ils n'avaient rien sur eux. On leur a demandé d'ouvrir le coffre de la voiture, où il n'y avait que des

casques de vélo en plastique, qui ne dissimulent pas le visage. » Résultat : un placement en garde à vue jusqu'à leur remise en liberté dans la soirée. « À ce compte-là, on aurait pu interpellé tous les manifestants qui étaient à Paris samedi », fait remarquer l'avocat. Certains l'ont été beaucoup plus loin de la capitale : ainsi neuf personnes, selon la préfecture de Gironde, ont été interpellées en gare de Bordeaux, coupables d'avoir en leur possession des casques, gants, gilets jaunes et autres bombes de peinture. Un exemple parmi des centaines d'autres...

« L'utilisation massive de ce qualificatif basé sur la seule "intention" constitue une atteinte grave à la liberté de manifester », estime Laurence Blisson, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, qui s'inquiète de « techniques toujours plus fournies au service du maintien de l'ordre ». La magistrate pointe ainsi cette idée, « qui revient de manière lancinante, d'une interdiction administrative de manifester », calquée sur le régime appliqué aux hooligans.

Alexandre Fache

<https://www.humanite.fr/droits-la-liberte-de-manifester-dans-la-nasse-de-la-justice-preventive-664922>

***) Mantes-la-Jolie : un syndicat lycéen porte plainte contre l'État**

Lundi, 10 Décembre, 2018

[Lola Ruscio](#)

L'émotion ne retombe pas après l'arrestation humiliante, jeudi, de 153 jeunes. L'UNL a porté plainte samedi pour « violences sur mineurs de 15 ans et plus par personne dépositaire de l'autorité publique ».

La riposte s'organise face aux interpellations abusives de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Samedi matin, le syndicat lycéen UNL a déposé une plainte auprès du procureur de la République de Versailles pour « violences sur mineurs de 15 ans et plus par personne dépositaire de l'autorité publique » ; pour des faits d'« actes de torture et de barbarie sur mineurs par personne dépositaire de l'autorité publique et en réunion », « violations de libertés individuelles » et « diffusion illégale d'images de personnes identifiables mises en cause dans une procédure pénale ». Pour Louis Boyard, le président de l'UNL, c'est clair : la police a délibérément souhaité « humilié » ces jeunes de banlieue.

Cette plainte fait suite à l'interpellation par des policiers, jeudi 6 décembre, peu avant midi, de 153 jeunes, âgé de 12 à 20 ans, aux abords des lycées Saint-Exupéry et Jean-Rostand, situés à proximité de la cité du Val-Fourré. Dans la soirée, une vidéo, filmée certainement par un agent, a été relayée abondamment sur les réseaux sociaux. Elle montre des rangées d'adolescents, agenouillés à même le sol, mains derrière la nuque ou le dos, en silence, leur sac à dos sur les épaules, sous la surveillance de policiers, debout, équipés de casques, matraques, boucliers. « Voilà une classe qui se tient sage », commente un homme sur la vidéo. Des élèves sont aussi alignés le front contre le mur. Certains ont été maintenus dans cette position inconfortable pendant des heures. Un jeune s'est fait pipi dessus. Les premiers placements en garde à vue de mineurs et les auditions ont eu lieu sans la présence d'un avocat, assurent maîtres Arié Alimi, Alice Becker et Raphaël Kempf. Jeudi dernier, deux voitures ont été incendiées et des affrontements ont éclaté avec la police, près du lycée Saint-Exupéry. La veille,

des professeurs ont demandé aux autorités de fermer les établissements, voisins, de Saint-Exupéry et de Jean-Rostand en raison du climat tendu. La requête a été refusée. Selon des professeurs, des jeunes ont été interpellés par la police alors qu'ils venaient voir si les cours avaient lieu. « Il n'y avait pas 150 fauteurs de troubles. Certains se sont retrouvés là au mauvais endroit, au mauvais moment », assure Vincent Smith, professeur d'anglais au lycée Jean-Rostand et syndicaliste SUD éducation Yvelines. « Une meilleure prise en compte des demandes des personnels sur le terrain aurait réduit les risques de regroupements à l'extérieur et évité l'exposition de nombreux élèves à une situation violente et à des arrestations massives », ont estimé, par voie de communiqué, vendredi, une cinquantaine de professeurs du lycée Jean-Rostand. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, lui, a mis en avant le contexte : « Il y avait là une centaine d'individus encagoulés et armés de bâtons, avec la ferme intention d'en découdre avec les forces de l'ordre. » « Ce sont des jeunes gens qui ne sont pas forcément des adolescents et des lycéens », a développé le ministre lors d'une conférence de presse à Beauvau. Une enquête administrative a même été ouverte pour découvrir l'identité de celui qui a filmé ces images, a annoncé vendredi sur RTL Jean-Jacques Brot, le préfet des Yvelines.

Maryse, professeure d'histoire-géographie au lycée Saint-Exupéry, craint que l'interpellation disproportionnée ne brise le lien de confiance, déjà ténu pour certains, entre les adolescents et l'école. « Un élève m'a dit qu'il avait eu de grosses douleurs à force de rester dans cette position. D'autres disent avoir des images montrant que la police n'a pas eu un comportement exemplaire avec eux », affirme-t-elle, encore émue. Vendredi, le Défenseur des droits a ouvert une enquête sur les conditions des interpellations de Mantes-la-Jolie. « Aucun principe de sécurité ou d'ordre public ne saurait primer sur les droits de l'enfant, ni autoriser des humiliations d'État », a appuyé la LDH dans un communiqué hier.

<https://www.humanite.fr/mantes-la-jolie-un-syndicat-lyceen-porte-plainte-contre-letat-664869>

***) Frais universitaires des étrangers : "Bienvenue en France" (si vous êtes riches !)**

Mardi, 4 Décembre, 2018

[Eugénie Barbezat](#)

Le plan gouvernemental "Bienvenue en France", annoncé le 19 novembre 2018 par le premier ministre, prévoit une multiplication par dix des frais d'inscription pour les étudiants étrangers dès la rentrée 2019. Une rupture du principe d'égalité d'accès aux services publics ?

Le plan gouvernemental "Bienvenue en France", annoncé le 19 novembre 2018 par le premier ministre, prévoit une multiplication par dix des frais d'inscription pour les étudiants étrangers dès la rentrée 2019. Une rupture du principe d'égalité d'accès aux services publics ?

Selon ce [plan gouvernemental](#), savoureusement intitulé "bienvenue en France", les étudiants étrangers extracommunautaires (hors UE) inscrits à l'université ou dans une école publique dépendant du Ministère de la Recherche de l'Enseignement Supérieur

de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) verront leurs frais d'inscription portés, dès la rentrée 2019, à 2770 € au lieu de 170 pour la licence et 3770 € pour une formation en Master ou en doctorat contre 243 € et 380 € actuellement - [arrêté du 21 août 2018 du ministère de l'enseignement supérieur](#).

Pour Edouard Philippe, il s'agit que « *les étudiants internationaux qui ne résident pas dans l'Espace économique européen paieront des frais d'inscription correspondant approximativement au tiers du coût réel de leur formation* »

Des zones d'ombres et des questions

- Il n'est pas précisé si ces futurs tarifs à quatre chiffres s'appliqueront aux seuls étudiants internationaux inscrits pour la première fois à partir du 1er septembre 2019, où s'ils seront également opposables aux étudiants internationaux déjà inscrits en France en cette année universitaire 2018/2019 et qui ont vocation à poursuivre leur cursus l'année prochaine...

- quand le gouvernement parle d'étrangers extracommunautaires, le critère est-il la nationalité d'un des pays de l'UE ou bien le fait de résider dans un pays de l'UE ?

-les demandeurs d'asile, les étudiants étrangers résidents en France, ceux relevant d'accords bilatéraux conclus entre établissements partenaires, les étudiants étrangers résidents en France seront-ils aussi concernés ?

Déjà, cette annonce suscite un tollé chez des étudiants et les enseignants qui semblent bien décidés à contester cette augmentation exponentielle. « *Il est pour le moins paradoxal de présenter comme une mesure "d'accueil en France" : une telle augmentation des frais d'inscription annuels conduira à exclure les étudiants étrangers les plus précaires, que le gouvernement ne veut manifestement plus voir dans nos universités françaises.*

La mesure sert, au contraire, en dépit des efforts de communication du gouvernement, une politique de fermeture de la France à l'égard des étudiants étrangers n'ayant pas les moyens d'acquitter de tels frais, soit à l'égard des étudiants les plus pauvres. Cette politique, qui instaure un accès privilégié à l'université aux étudiants étrangers les plus riches, est contraire aux valeurs historiques d'universalité, d'ouverture au monde et de diversité culturelle, chères à l'université française.

L'accès au savoir ne saurait être conditionné à la richesse, d'où que l'on vienne », dénonce un collectif d'enseignants chercheurs à l'origine d'[une pétition en ligne](#) contre ce plan gouvernemental. « *En quoi le fait d'augmenter une inscription en licence de 2100 euros par an pour un étudiant étranger lui permettra-t-il de facto, de bénéficier d'un meilleur accueil et d'une meilleure prise en charge ? Cet argent sera-t-il affecté directement à cet accueil et par quel mécanisme ? Pourquoi ces sommes ont-elles été retenues et pas d'autres, moins importantes ou, à l'inverse, plus importantes ? Sur quels éléments s'est-on basé pour faire ce savant calcul ?* », s'interrogent-ils avant d'exiger que « *le gouvernement abandonne cette mesure, indigne de notre Institution et de ses valeurs d'accès indiscriminé au savoir, quel que soit l'âge, le sexe, la religion, la nationalité et le niveau de richesse économique.* »

Une exclusion des plus précaires

La politique d'immigration et de séjour étudiants étrangers en France est déjà extrêmement sélective et coûteuse (sur le marathon des frais et de l'inscription à l'heure actuelle. Pour 82 % des étudiants, les études en France constituent une dépense

jugée lourde. La moitié de ceux-ci indique qu'elle a entraîné des sacrifices financiers importants pour eux ou leur famille.

Lire aussi : [Les étudiants refusent le tri social de Macron](#)

Les étudiants étrangers ne peuvent travailler que 60% du temps de travail légal d'un Français - [article L313-7 du CESEDA \(Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile\)](#) - ce qui augmente leur précarité et restreint encore plus l'accès aux études. De plus, les étudiants étrangers doivent déjà réunir une somme d'argent disponible conséquente sur leur compte - [article R313-7 du CESEDA](#) - ; la prolongation de leur visa est soumise au regard de la préfecture.

Aussi, une augmentation des frais d'inscription aura pour effet l'exclusion des plus pauvres via une logique raciste de fait - elle empêchera mécaniquement des étudiants venant des anciennes colonies francophones d'intégrer les universités françaises.

Cette logique de classe se superpose, dans le discours gouvernemental, avec une géographie qu'Edouard Philippe indique clairement : «Les étudiants indiens, russes, chinois seront plus nombreux et devront l'être. » Ainsi, « *la campagne de communication ciblera davantage les pays émergents (Chine, Inde, Vietnam, Indonésie) et les pays non francophones d'Afrique subsaharienne* ».

Cette préférence nationale à destination des pays émergents non-africains étaient déjà à l'ordre du jour lors du discours d'Emmanuel Macron le 20 mars 2018: "la France devra accroître le nombre d'étudiants étrangers sur son territoire et le nombre de ceux qui viennent des pays émergents doublera". Le projet du gouvernement se nourrit d'une double-discrimination sur la base de la nationalité et du porte-monnaie, qui met gravement en danger la logique d'égalité propre à l'université française.

Des propos xénophobes

Le Premier ministre utilise volontiers l'imaginaire de l'étranger venu pour "profiter de la quasi-gratuité des services publics français". L'effet direct de ces annonces, c'est la mise en scène d'une hostilité envers les étudiants étrangers, dans un environnement français déjà corrodé par le racisme, en leur faisant sentir qu'ils et elles n'auraient pas la même valeur ni la même place que leurs camarades français, avec lesquels ils vivent et étudient. Déjà, de nombreux étudiants ont fait part de du sentiment d'humiliation et d'insulte ressenti depuis les annonces faites lundi 19 novembre. Ce processus de stigmatisation, dans un contexte politique gangrené par le nationalisme et l'exclusion des « non-nationaux », est profondément inquiétant.

ABSENCE DE CONCERTATION, PAS D'ARRETE PUBLIE, MAIS

....

D'un point de vue législatif, ce qui est également très inquiétant, c'est l'empressement du gouvernement qui agit comme si les mesures annoncées avaient été entérinée alors que le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation n'a encore publié aucun arrêté en ce sens.

"Si le gouvernement veut réellement que ces mesures soient applicables à la rentrée scolaire 2019/2020, il lui faut presser le mouvement car les étudiants étranger doivent remplir [leur dossier de préinscription](#) (obligatoire, via le site [étudier en france](#), NDLR) avant la mi-janvier). Or aujourd'hui, il n'y a encore aucun arrêté du ministère, qui est seul habilité à le prendre. Par ailleurs, lorsque de tels changements sont prévu, le ministère devrait réunir le [Conseil national de l'enseignement supérieur et de la](#)

recherche (CNESER). Cet organe consultatif placé auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou du ministre chargé de la recherche est habituellement sollicité pour donner un avis sur les questions relatives aux missions confiées aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel dans les cas prévus par le code de l'éducation et aux établissements publics de recherche, relevant des articles L. 311-1 et L. 311-2 du code de la recherche, dans les cas prévus par le code de la recherche. Or, le CNESER n'a pas (encore ?) été consulté", explique Maître Juan Prosper, avocat du SAF.

Un manque de concertation que dénonce également les enseignants chercheurs en ces termes : " La procédure d'adoption d'une telle mesure nous paraît critiquable. Si les enseignants-chercheurs étaient consultés, ils pourraient témoigner de l'extraordinaire richesse intellectuelle, scientifique, culturelle et humaine que la présence d'étudiants « extra-européens » représente dans leurs salles de classe et leurs amphithéâtres. Ils pourraient exprimer également leur rejet d'un modèle d'enseignement qui laisse de côté l'étranger démuné, sous couvert de rationalisation budgétaire. Tel n'est pas le modèle de l'Université que ces enseignants-chercheurs avaient à l'esprit lorsqu'ils/elles ont embrassé la carrière et tel est pourtant le tournant que cette mesure non-concertée et imposée de manière unilatérale souhaite faire prendre à la recherche et à l'enseignement supérieurs en France."

.... des frais déjà annoncés sur [le site de préinscription du ministère des affaires étrangères](#) !

Bien que cette annonce n'ait donc encore aucun caractère officiel (pas d'arrêté, encore moins de publication au Journal Officiel), le site du ministère étranger par lequel doivent passer les étudiants étrangers pour se préinscrire et effectuer [les démarches inhérentes à leur venue en France pour étudier](#) (depuis le 3 décembre 2018 et jusqu'à la mi-janvier 2019) affiche d'ores et déjà les "nouveaux" tarifs présumés. Un comble ! (contactés par téléphone, les responsables de Campus France n'ont pas souhaité faire de commentaires)

UN PROJET DISCRIMINATOIRE DONC ANTICONSTITUTIONNEL ?

Ce que disent la loi et la jurisprudence :

1.- [l'article L132-2 du code de l'éducation](#) dit bien que « l'enseignement est gratuit pour les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles et à l'enseignement supérieur des établissements d'enseignement public du second degré. »

2.- [l'article L612-2 du code de l'Education](#) précise "ni ne monnaie la diffusion des savoirs, ni ne fait une distinction entre étudiants notamment en termes de nationalité ou de lieu de résidence des parents."

Concernant les étudiants primo-arrivants, n'ayant donc aucune attache en France, aucun texte ne semble pouvoir empêcher l'application de frais différenciés.

3.- cette décision remet en cause le principe d'égalité de traitement entre usagers d'un même service public.

D'ailleurs, [la jurisprudence en Conseil d'Etat comme cet arrêt du 18 janvier 2013](#) n'admet, pour un même service rendu, la légalité de telles distinctions tarifaires que si l'une des conditions suivantes peut être remplie, et sous réserve que ces différences ne soient pas manifestement disproportionnées au regard des objectifs poursuivis :

- l'existence d'une nécessité d'intérêt général en rapport avec les missions des établissements concernées, qui permet de déroger au principe d'égalité ;
- l'existence entre les usagers de différences de situations appréciables, qui rend inapplicable le principe d'égalité.

4.- [L'article L123-2 du code de l'éducation](#) dit bien que « le service public de l'enseignement supérieur contribue à :

- la réussite de toutes les étudiantes et de tous les étudiants ;
- à la diffusion des connaissances dans leur diversité
- à la lutte contre les discriminations, à la réduction des inégalités sociales ou culturelles et à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes
- à la construction d'une société inclusive. A cette fin, il veille à favoriser l'inclusion des individus, sans distinction d'origine, de milieu social et de condition de santé ;
- à la promotion et à la diffusion de la francophonie dans le monde. »

Dès l'arrêté publié au Journal Officiel, les étudiants concernés qui le peuvent, des associations d'étudiants, d'enseignants et des associations de défense des droits des étrangers comme [la Cimade](#) ou le [Gisti](#) ne manqueront pas d'attaquer ce texte sur ses bases, devant le Conseil d'Etat.

Mais comme le rappelle Me Juan Prosper "*Il faut savoir que le Conseil d'Etat se montre en général très réticent à déclarer un texte de ce type discriminatoire. Il a en général une interprétation très large de ce qui peut constituer "l'existence entre les usagers de différences de situations appréciables, qui rend inapplicable le principe d'égalité".*"

Ainsi le conseil d'Etat pourrait considérer que l'existence de prestations particulières qui leur serait réservées, comme des cours de Français, etc., pourrait justifier une différence de tarif pour les Etrangers...

Vers une augmentation des frais d'inscription pour tous ?

Dans [son rapport rendu public le 23 novembre 2018](#) la Cour des comptes a consacré de longs développements à « l'hypothèse risquée d'une augmentation des droits pour les seuls étudiants étrangers », mettant en garde contre « l'éventuel effet d'éviction lié à la modulation des droits en fonction de la nationalité » (pages 74-82 du rapport), on pourrait donc croire que la cour des compte plaide en faveur des étudiants étrangers. C'est mal connaître cette très libérale institution qui, depuis des années se prononce en faveur d'une augmentation des frais de scolarité pour TOUS les étudiants afin de mieux financer les universités.

Le rapport de la Cour des Comptes "Les droits d'inscriptions dans l'enseignement supérieur public" vient s'inscrire dans ce schéma d'augmentation généralisée des frais de scolarité. Cette institution préconise une hausse de 300% pour une inscription en master et, pire encore, de laisser aux établissements la possibilité d'imposer des frais au niveau « adapté et juste ».

Ce serait ainsi le moteur d'un enseignement supérieur à plusieurs vitesses : seuls les établissements renommés pourront profiter de leur attractivité pour établir des frais

élevés et renforcer ainsi leur position. Pour faire passer la pilule, les experts de la Cour des Comptes suggèrent les mêmes sparadraps que ceux du Premier ministre pour l'augmentation des frais de scolarité des étudiants étrangers : quelques bourses en plus et la promesse d'un meilleur service.

Nombreux donc sont les universitaires à s'inquiéter de cette mesure comme étant la première étape d'une augmentation des frais d'inscription pour tous les étudiants. Cette crainte est renforcée par les mails échangés lors de la campagne présidentielle par l'équipe "Enseignement Supérieur et Recherche" d'En Marche, dont les **Macronleaks** ont révélé les positions. L'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers y est évoquée de manière consensuelle. On y trouve une note de **Robert Gary-Bobo** qui préconise la libéralisation de l'enseignement supérieur et la hausse des frais d'inscriptions basé sur l'endettement généralisé des étudiants. Ces échanges dévoilent également comment les technocrates fantasment le "modèle américain" : performance sur les classements internationaux, prix exorbitants, notations des professeurs par les élèves et star-système (Columbia University est par exemple régulièrement citée).

UN PLAN QUI RELEVE DE L'OBSCESION MIGRATOIRE DU GOUVERNEMENT

D'un côté, cette nouvelle mesure s'inscrirait pleinement dans une politique d'immigration choisie dont les laissés-pour-compte sont les étudiants africains qui constituent aujourd'hui 45% de la totalité des étrangers étudiant en France.

On veut faire venir des héritiers du monde entier, et, à part quelques boursiers, fermer la porte aux autres, venus d'Afrique francophone. La preuve ? On incite ceux-ci à rester chez eux : en effet, on va « offrir à la jeunesse de nos pays partenaires la possibilité de suivre des formations proposées par des établissements français sans avoir à quitter leur propre pays ». La politique universitaire est calquée sur la politique d'immigration : aider les migrants... à ne pas migrer !

D'un autre côté, la volonté de construire des campus extraterritoriaux en Afrique francophone marque la mise en place d'une stratégie d'influence où la France utilise son soft power pour contrer les incursions russes et chinoises en « terre de Françafrique ».

La France veut conserver son pré carré ; la mise en place de centres universitaires délocalisés est une stratégie de consolidation de son ascendance diplomatique.

Document à télécharger:

 [strategie_d_attractivite_pour_les_etudiants_internationaux.pdf](#)

Eugenie Barbezat et Daniel Roucous

<https://www.humanite.fr/frais-universitaires-des-etrangers-bienvenue-en-france-si-vous-etes-riches-664574>

***) « Ce gouvernement veut le déclin de l'université française »**

Mardi, 4 Décembre, 2018

[Olivier Chartrain](#)

Pierre Ouzoulias, vice-président de la commission de l'Éducation au Sénat, redoute que l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers ne soit qu'une étape.

Quelles seraient selon vous les conséquences de la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers ?

Pierre Ouzoulias Certains pays ont compris qu'il est essentiel d'attirer des étudiants étrangers pour améliorer leur niveau scientifique. L'Arabie saoudite, la Turquie, pour prendre ces deux exemples, ont fait ce choix et s'en donnent les moyens. Ainsi, aujourd'hui, si on est étudiant dans un pays du Maghreb, on a le choix : venir en France, comme c'est souvent le cas jusqu'à présent, mais alors il faudra payer 7 000 euros ; ou aller en Arabie saoudite, qui non seulement ne vous demande rien, mais vous verse 1 000 euros par mois, vous offre le billet d'avion et un logement ! Et ça marche : + 128 % d'étudiants étrangers dans ce pays.

Mais on nous dit que ça va renforcer l'attractivité de nos universités...

Pierre Ouzoulias « Plus c'est cher, meilleur c'est », ça marche pour le caviar, pas pour la formation ! Les étudiants les plus riches préféreront toujours aller là où les diplômés ont la meilleure reconnaissance : Cambridge, Harvard... Les étudiants étrangers viennent en France pour d'autres raisons : une certaine idée de la culture française, de la langue française... C'est justement le fait qu'il soit un service public, non marchand, largement gratuit, universel, qui donne sa valeur à notre enseignement supérieur. Là, on est en train de tout perdre. J'ai rencontré des étudiants sud-américains, chinois... Ils ne comprennent pas. Cela ne correspond ni à l'image qu'ils ont de la France, de l'intellectuel français, ni aux raisons pour lesquelles ils ont choisi de venir ici. C'est une vraie rupture.

Mais alors, quelle est la logique de cette politique, selon vous ?

Pierre Ouzoulias C'est quelque chose qui est dans l'air depuis au moins une dizaine d'années. Les ministres précédentes, Valérie Pécresse, Geneviève Fioraso, l'ont déjà mis en œuvre. L'université manque de moyens et l'État ne veut pas, ne veut plus lui en donner : on lui dit qu'elle doit « augmenter ses ressources propres ». Mais – à la différence de ce qui se passe dans le monde anglo-saxon – comme les universités françaises n'ont pas un patrimoine qui leur rapporte des revenus, les seules « ressources propres » possibles, ce sont les frais d'inscription. On commence par les étudiants étrangers, ça a valeur de test politique, mais ensuite ce sera pour tout le monde. La Cour des comptes vient de le proposer, le gouvernement a démenti... mais la loi ORE le permet déjà. Cela montre que le coup a été préparé, et que l'objectif de cette loi dépasse la mise en place de Parcoursup. Au moment de son adoption, le gouvernement expliquait qu'il aurait « une action forte » sur les banques pour qu'elles proposent des prêts aux étudiants. On a vu le résultat aux États-Unis : une bulle spéculative, qui crève quand les nouveaux diplômés arrivent sur le marché du travail et qu'ils perçoivent des salaires trop bas pour leur permettre de rembourser...

Quel est l'objectif poursuivi ?

Pierre Ouzoulias Il s'agit de jeter les bases d'une réforme très profonde de l'université, en éloignant les étudiants du supérieur, d'abord avec Parcoursup puis maintenant avec les droits d'inscription. Ce gouvernement veut le déclin de l'université française, parce qu'il estime qu'elle lui coûte trop cher. Et il y a un certain consensus là-dessus : la droite sénatoriale, elle aussi, demande la hausse des frais d'inscription pour tous. À

l'autre bout, on baisse le recrutement des enseignants-chercheurs et on organise ainsi la fuite des cerveaux français vers l'étranger. La France va perdre son rayonnement intellectuel et scientifique. Mais attention, des résistances peuvent se cristalliser sur cette question des étudiants étrangers, car on est dans l'ordre du symbole : on s'adressait au monde entier, avec des valeurs universelles, aujourd'hui, on veut s'intéresser uniquement au portefeuille des riches.

Pierre Ouzoulias

Sénateur (PCF) des Hauts- de-Seine

Entretien réalisé par Olivier Chartrain

<https://www.humanite.fr/ce-gouvernement-veut-le-declin-de-luniversite-francaise-664572>

***) "Gilets jaunes" : l'Assemblée rejette la motion de censure de la gauche, votée par 70 députés**

Jeudi, 13 Décembre, 2018

Sans surprise, l'Assemblée a rejeté la motion de censure de la gauche contre le gouvernement, votée par 70 députés, jeudi 13 décembre. Les 62 députés auteurs de la motion (PS, PCF et LFI) dénonçaient la gestion de la crise des "gilets jaunes" par un gouvernement "déconnecté du peuple".

Pour faire entendre les "cris du peuple" lancés par les "gilets jaunes", la gauche a soumis jeudi Edouard Philippe, dans une ambiance parfois houleuse, à l'épreuve d'une motion de censure, qui n'avait cependant aucune chance de faire tomber le gouvernement.

L'exécutif est "déconnecté du peuple" et il est "de notre responsabilité de vous stopper dans votre course têtue en faveur du capital", a lancé André Chassaigne (PCF), premier signataire de la motion déposée avec les Insoumis et les socialistes, devant un hémicycle peu garni.

"La maison brûle, mais le président regarde ailleurs. L'heure est venue de changer de cap", a appuyé plus tard Olivier Faure (PS), à deux jours d'une nouvelle mobilisation. Pour sa part, Jean-Luc Mélenchon (LFI) a fait respecter une minute de silence par la plupart des députés, en hommage aux victimes au sein du mouvement des "gilets jaunes": six morts, dont un dans la nuit de mercredi à jeudi près d'Avignon. Puis il a défendu la censure, "plus court chemin vers le retour aux urnes que la démocratie exige, vers la dissolution".

Accompagné de plusieurs membres du gouvernement, le Premier ministre a répondu que depuis juin 2017, "les Français ont vu des transformations rapides que nous mettions en oeuvre. Mais ils ont trouvé trop lentes celles qui amélioreraient directement leur pouvoir d'achat, ils ne l'ont pas accepté, c'est pourquoi le président nous a demandé d'accélérer".

"Le temps presse" et Edouard Philippe a rappelé les mesures annoncées lundi soir par Emmanuel Macron - baisse de CSG, les smicards augmentés de 100 euros mensuels,

heures supplémentaires défiscalisées... - qui vont être traduites dans un projet de loi, mercredi prochain en Conseil des ministres.

La hausse de 100 euros au niveau du salaire minimum s'ajoutera finalement aux baisses de charges sociales de 2018, a-t-il précisé.

Le résultat du vote sur la motion sera connu en début de soirée. Les élus de gauche totalisent 62 voix, loin de la majorité des 577 députés.

Le groupe LR n'a pas voté la motion, "dont le contenu est très éloigné de nos propositions", a expliqué Virginie Duby-Muller. "Lundi, Jupiter semble être redescendu sur terre, annonçant plusieurs mesures, dont certaines que nous défendions depuis plusieurs mois", a-t-elle souligné.

Les députés RN ont de leur côté approuvé la motion, saisissant "chaque occasion de dire que nous sommes en opposition absolument totale avec la politique qui est menée par Emmanuel Macron", a justifié Marine Le Pen depuis Lille. Elle avait dans un premier temps dénoncé une volonté de la gauche de "se faire de la publicité sur le dos de la crise" des "gilets jaunes", alors que les extrêmes veulent éviter d'être taxés de récupération de ce mouvement populaire.

Edouard Philippe n'a pas manqué d'épingler l'alliance des gauches. "Je ne vois aucune alternative" au pouvoir actuel, a aussi jugé Gilles Le Gendre (LREM), dénonçant "un attelage contre nature".

Le débat a connu une poussée de tension lorsqu'Olivier Faure a jugé que la majorité "aurait été bien inspirée" de reporter ce débat à la suite de l'attentat de Strasbourg mardi soir. "Vous avez fait le choix cynique d'utiliser le drame pour mieux cacher la crise", a-t-il accusé, suscitant des protestations et le départ de quelques élus de la majorité.

Eugenie Barbezat avec AFP

<https://www.humanite.fr/gilets-jaunes-lassemblee-rejette-la-motion-de-censure-de-la-gauche-votee-par-70-deputes-665179>

***) Romain Slitine « Des solutions existent déjà pour rénover la démocratie »**

Vendredi, 14 Décembre, 2018

[Pierre Duquesne](#)

L'universitaire Romain Slitine, coauteur du *Coup d'État citoyen* (éd. la Découverte), estime que le chef de l'État n'a pas répondu au désir de renouveau démocratique qui s'exprime autour des ronds-points. Entretien.

Refonder la démocratie constitue une revendication largement partagée chez les gilets jaunes. La réponse du chef de l'État, lundi, est-elle à la hauteur des attentes ?

Romain Slitine Emmanuel Macron, s'il a fait des annonces lundi soir, est resté particulièrement vague concernant les exigences démocratiques exprimées par le mouvement des gilets jaunes. C'est un dénominateur commun chez toutes les personnes mobilisées. Au-delà des revendications sociales, ils affichent leur désir d'avoir plus de pouvoir, un égal accès aux décisions et de participer directement. On les entend dire : « Ma voix ne porte plus. » « Je peux crier, je peux manifester, je peux voter et pourtant je reste un invisible. » Plus de démocratie, cela ne peut se résumer à une grande et vague consultation. Il faut aussi une méthode, un calendrier, des moyens, mais également garantir que leur parole sera effectivement prise en compte, en validant ce processus par un référendum.

Comment expliquez-vous que cette question soit si prégnante dans ce mouvement ?

Romain Slitine Il y a un rejet profond d'une forme exclusive de la démocratie, à savoir la démocratie représentative électorale. Son fonctionnement, au fond, n'a pas connu de grandes évolutions depuis deux cents ans. La représentation, si elle est légitime, ne peut plus suffire. Les citoyens se sentent mal représentés pour plusieurs raisons. La première est liée à la composition sociale de l'Assemblée nationale : on y retrouve 2,6 % d'employés et d'ouvriers, alors que cette catégorie représente 50 % de l'ensemble de la population. Au niveau des décisions prises aussi, les citoyens se sentent mal représentés. Près de neuf Français sur dix considèrent que leurs représentants ne prennent pas en compte leurs points de vue, d'après une étude récente du Cevipof. Il y a bien, face à ce constat, la proposition de faire une nouvelle réforme constitutionnelle. Mais ces discussions institutionnelles, pour savoir si on doit réduire le nombre de députés ou insérer une dose de proportionnelle, n'intéressent en réalité que les experts. Emmanuel Macron l'avait emporté, lors de sa campagne en 2017, en incarnant une rupture avec l'ancien monde. Mais c'était en réalité un hold-up, car dans les pratiques, rien n'a changé. Il faut au contraire inventer une nouvelle forme de démocratie en y associant les citoyens. C'est l'intérêt majeur du mouvement comme les gilets jaunes. Il ne s'agit plus d'un débat théorique, abstrait ou d'intellectuels. Sur les ronds-points, ils font le lien entre la question démocratique et la question sociale. Ils comprennent que la démocratie, et son fonctionnement, a un impact direct sur leur condition de travailleur, sur leurs conditions matérielles d'existence. Cela devient une question concrète, un enjeu de premier plan. D'ailleurs, après les annonces d'Emmanuel Macron, on a vu beaucoup de réactions du type : « Votre truc, ça vient trop tard, car, avant tout, vous ne nous avez pas entendus. » On a déjà vu un tel processus en Espagne avec le mouvement du 15-M et l'occupation des places. Le mouvement est parti de la crise du logement, mais il s'est cristallisé, sur le long terme, autour de la question démocratique.

Que proposez-vous pour ce renouveau démocratique ?

Romain Slitine Des méthodes existent en France et dans le monde dont on peut s'inspirer. Les gilets jaunes eux-mêmes en avancent certaines, avec le référendum d'initiative citoyenne ou populaire. Au nom de quoi il n'y aurait que les parlementaires ou les ministres qui pourraient mettre à l'ordre du jour des lois ? Les citoyens peuvent faire émerger des sujets non traités ou non perçus par les élus de la démocratie représentative. En Finlande, c'est possible depuis 2012. Il suffit que 50 000 citoyens se

mettent d'accord sur une proposition de loi pour qu'elle soit soumise au Parlement. Une plateforme en ligne, Open Ministry, permet de faire émerger ces propositions, de les mettre en débat et de les sélectionner. Des juristes sont aussi associés pour en faire une traduction juridique convenable. C'est grâce à ce mécanisme que le mariage homosexuel a été autorisé, par exemple ! En Islande, où la classe politique était complètement démonétisée, un processus a été mis en place pour réécrire de A à Z une nouvelle Constitution, en utilisant des plateformes numériques, puis en organisant un grand débat national. Vingt-cinq citoyens ont été élus hors des partis politiques pour rédiger cette nouvelle Constitution, adoptée par 67 % des Islandais. En France, le collectif Démocratie ouverte, qui regroupe des acteurs qui proposent des solutions, des outils numériques ou non, pour changer nos pratiques démocratiques (Romain Slitine en fait aussi partie – NDLR), vient de proposer une méthode pour engager cette transition démocratique. Avec un calendrier précis, une phase de consultation en ligne, la désignation d'une assemblée citoyenne rassemblant des élus, des corps intermédiaires, des citoyens tirés au sort, qui aboutiraient à un référendum pour approuver une réforme constitutionnelle construite par et avec les citoyens. C'est une proposition qui peut être travaillée et enrichie, mais qui a le mérite d'être ambitieuse (1).

Romain Slitine

Enseignant à Sciences-Po et membre du collectif Démocratie ouverte

(1) À retrouver sur www.democratieouverte.org/blog/gilets-jaunes-democratie).

Entretien réalisé par Pierre Duquesne

<https://www.humanite.fr/des-solutions-existent-deja-pour-renover-la-democratie-665159>

***) Gilets jaunes. L'exigence démocratique fleurit sur les ronds-points**

Vendredi, 14 Décembre, 2018

[Pierre Duquesne](#)

Les barrages filtrants sont des mini-agoras où la parole se libère et où on se politise à la vitesse grand V. Ce bouillonnement démocratique à même l'asphalte permet de faire émerger des idées neuves pour refonder la République.

Commercy n'est plus uniquement connue pour ses madeleines. C'est de cette petite ville de la Meuse qu'est parti le désormais célèbre « Appel de Commercy ». Lancé le 30 novembre, depuis une cabane construite sur place dans la commune, il s'est diffusé comme une traînée de poudre sur les réseaux. « Vive la démocratie directe ! » peut-on lire dans ce texte destiné au départ à contrecarrer la désignation de porte-parole régionaux des gilets jaunes. « Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation ! » alertent ces citoyens déterminés à se battre pour la défense du pouvoir d'achat mais aussi « sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires et tout le reste » ! Des porte-parole, expliquent-ils « finiraient forcément par parler à notre place ». « Comme avec les directions syndicales, (le pouvoir) cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. (...) Mais c'est compter sans la force et l'intelligence de notre mouvement. » Et d'appeler l'ensemble des gilets jaunes à monter des comités

populaires partout où ils le peuvent. « Le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple ! » clament les huit gilets de Commercy, le poing levé. Depuis, leur appel a été vu des milliers de fois sur le Net. « On a reçu des centaines de messages, de Belgique, d'Allemagne, du Chiapas et de partout en France pour savoir comment nous fonctionnons », raconte Claude, fonctionnaire à fond dans la lutte. Ce n'est pas si compliqué. Toutes les décisions sont soumises au vote d'une assemblée générale, organisée chaque jour à 17 h 30. « Avec une animation tournante pour que les gens puissent exercer leur citoyenneté, leur capacité de dialogue, poursuit-il. On est tous novices, on apprend tous ensemble. » Chaque soir, depuis trois semaines, il y a toujours entre 25 et 30 présents. Ils étaient plus de 150, la semaine dernière, pour une AG extraordinaire sur l'enjeu démocratique. « Il est plus facile de demander le retrait d'une taxe ou l'augmentation des salaires que de dire qu'on étouffe de ce système. Mais lorsqu'on parvient à mettre des mots sur ce sentiment, on s'aperçoit que cela rencontre une préoccupation profonde », rapporte Claude.

« Représentons-nous nous-mêmes ! » et « inventons un nouveau modèle démocratique », voilà qui pourrait être le point de ralliement de l'ensemble des gilets jaunes. Sur l'île de La Réunion, certains d'entre eux ont délaissé Facebook pour lancer leur propre plateforme numérique de délibération collective. Ils sont près de 5 000 à débattre, à s'organiser et à élaborer des revendications de façon horizontale, en créole et en français, via un site conçu par une start-up de la Civic Tech. Des mini-référendums sont réalisés chaque jour à Gaillon, dans l'Eure (lire ci-contre), auprès des voitures passant le barrage filtrant. « Faut-il dissoudre l'Assemblée, oui ou non ? » était la question soumise, mercredi, aux conducteurs. Une consultation express, à emporter.

L'ANCIENNE PREFECTURE TRANSFORMEE EN « MAISON DU PEUPLE »

À Saint-Nazaire, l'ancienne préfecture, occupée, a été transformée en « Maison du peuple » pour permettre aux personnes mobilisées de se coordonner et d'imaginer la suite. De pouvoir enfin s'exprimer. « Il y a tout un système qui nous empêche de nous plaindre. Tu peux plus faire la grève... parce que si tu paies pas ton crédit, tu perds ta maison. Ça devrait être gratuit, pourtant, de se plaindre », explique l'un des gilets jaunes nazairiens, dont les propos sont rapportés sur le site lundi.am.

Un acronyme revient fréquemment dans les multiples échanges de cette « démocratie des ronds-points » : le « RIC ». Le référendum d'initiative citoyenne devient la revendication numéro 1 des gilets jaunes. C'est en tout cas la volonté de pionniers du mouvement comme Priscilla Ludovsky et Éric Drouet, qui ont organisé hier une conférence de presse devant la salle du Jeu de paume à Versailles. À l'endroit même où les révolutionnaires de 1789 se sont juré d'écrire une nouvelle Constitution, ils ont proposé, outre une baisse des taxes sur les produits de première nécessité et la baisse des salaires des ministres, de soumettre aux Français ces outils permettant de modifier la Constitution, de proposer une loi, voire de destituer un membre du gouvernement à condition de réunir un certain nombre de signatures. Ils proposent aussi la création d'une « assemblée citoyenne », avec des électeurs tirés au sort, qui « proposerait des sujets à soumettre à référendum et/ou qui défendrait les intérêts des citoyens face au gouvernement ». Une conférence sur le référendum d'initiative citoyenne, diffusée par

le youtubeur Demos Kratos, a enregistré près de 800 000 vues sur Facebook en moins d'une semaine.

Manifestement, ils n'ont pas été convaincus par l'intervention, lundi, d'Emmanuel Macron. Ni même par sa volonté de lancer un « débat sans précédent » sur la question de « la représentation ». Le chef de l'État s'est dit prêt, pourtant, à étudier « la possibilité de voir les courants d'opinion mieux entendus dans leur diversité, une loi électorale plus juste, la prise en compte du vote blanc et même que soient admis à participer au débat des citoyens n'appartenant pas à des partis ». La révision constitutionnelle va être repoussée pour tenir compte de cette consultation nationale, a annoncé mercredi le porte-parole du gouvernement. Mais ces propositions sont apparues bien trop floues, comparées aux annonces sur le pouvoir d'achat.

IL EST URGENT D'ENTAMER UN PROCESSUS CONSTITUANT

« Il veut nous faire passer pour de simples consommateurs », estime un des gilets jaunes rencontré par l'Humanité, lundi, sur un barrage filtrant de Rungis. « Pas représentés », « pas concernés », « pas écoutés »... En quelques mots, Jimmy, employé chez Carrefour, révèle la grande distance prise avec la démocratie représentative. Le « tous pourris » n'est jamais très loin dès qu'on évoque les corps intermédiaires ou les élus. « Certains peut-être sont honnêtes, mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. En général, je ne sais pas s'ils sont aussi sincères que ça ! » s'exclame Jimmy. À Commercy, la CGT, qui était venue proposer son aide, a été gentiment éconduite par peur de la récupération, rapporte Claude... qui est lui-même syndiqué à la CGT. Mais il se dit rasséréiné par ce mouvement où on parle à « des gens de toute sorte » sans exclusive, qu'ils votent FN ou plutôt à gauche, mais « toujours dans une relation extrêmement respectueuse. Les idées s'échangent, elles progressent, ce qu'on ne sentait pas avant », juge ce militant. S'il présente des avantages, cet effacement des appartenances peut aussi renforcer encore la confusion politique. Et elle est parfois amplifiée par certains personnages sulfureux. Étienne Chouard, par exemple, était l'un des invités phares de la conférence à succès sur le référendum d'initiative citoyenne. S'il défend un processus constituant depuis le référendum de 2005, ce professeur d'économie en lycée prône aussi le dépassement des clivages, au point de s'afficher aux côtés de figures d'extrême droite. Il n'a pas caché ses sympathies pour François Asselineau lors de la dernière présidentielle.

À l'avant-garde des expérimentations démocratiques, le maire de Kingersheim, Jo Spiegel, qui a récemment rejoint Place publique, a, lui, été agréablement surpris par la dynamique des gilets jaunes. « On aurait pu craindre au départ qu'il s'agisse d'un individualisme de masse, avec chacun son gilet jaune et ses revendications, mais ils ont commencé à faire de la politique dignement, dépassant les intérêts catégoriels et corporatistes à mesure qu'ils ont discuté sur les ronds-points. La mobilisation contre une taxe s'est peu à peu transformée en manifestation contre l'injustice fiscale, par exemple. » Et vu la crise de la démocratie représentative électorale, complètement délégitimée, il est urgent d'entamer une transition sociale, écologique et démocratique, via un processus constituant. « Une espèce d'assemblée générale nationale, sur plusieurs mois, avec des citoyens tirés au sort pour imaginer un renouveau démocratique. C'est ça ou le risque, c'est de voir un scénario à l'italienne se produire en France. »

Pierre Duquesne

À Paris, les gilets jaunes donnent rendez-vous à République
Les gilets jaunes sont « *plus mobilisés que jamais* », a assuré jeudi l'un d'eux, Maxime Nicolle, lors d'un point presse organisé devant la symbolique salle du Jeu de paume à Versailles (Yvelines). « *Depuis combien de temps y a-t-il un risque d'attentat sur le territoire ? C'est au gouvernement d'assurer la sécurité des citoyens* », a affirmé l'une des figures du mouvement. L'association fraîchement créée Mouvement des gilets jaunes et le collectif Sans étiquette ont de leur côté envoyé un communiqué à la presse pour assurer de leur solidarité les familles des victimes des attentats de Strasbourg. Ils appellent à porter un ruban noir lors des rassemblements de ce week-end. Car « *les miettes jetées par Macron* » ne doivent pas affaiblir les mobilisations, assurent les gilets jaunes, en dépit des pressions de la majorité macroniste qui leur demande de « *renoncer à l'acte V* ». Ils ont même déposé une déclaration de manifestation pour un rassemblement à 14 heures, samedi, place de la République. Ils appellent également à la constitution d'un conseil national de la résistance des gilets jaunes « *pour résister à la précarité et aux injustices sociales* ». Dans leur communiqué, les gilets jaunes appellent aussi à une « *mobilisation générale afin de partir en guerre contre la paupérisation de la société, la misère sociale et les égoïsmes de chapelle* ».
<https://www.humanite.fr/gilets-jaunes-lexigence-democratique-fleurit-sur-les-ronds-points-665161>

***) Gauche. Face à « l'escroquerie » Macron, le PCF appelle à amplifier la réplique**

Vendredi, 14 Décembre, 2018

Julia Hamlaoui

Vent debout contre les mesures annoncées en début de semaine, le conseil national du PCF, réuni pour la première fois depuis le congrès de la formation, a dit son « soutien total à toutes celles et tous ceux qui luttent avec un gilet jaune ou pas ».

Après un congrès agité, le PCF a tenu jeudi son premier conseil national nouvelle formule. Au cœur des débats : le mouvement social qui secoue la France. « Avec les gilets jaunes, avec les luttes qui se multiplient dans les entreprises, dans les hôpitaux, pour la défense d'un guichet de gare, pour nos tribunaux de proximité, avec les actions syndicales, avec la mobilisation des lycéens et des étudiants, nous sommes en présence d'un mouvement populaire d'une ampleur inédite depuis des années », constate le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, qui appelle les militants de sa formation à « plonger à 100 % dans cette bataille pour réussir à gagner de nouvelles victoires avec les Français, qu'ils aient un gilet jaune ou non ». À propos des mesures annoncées par Emmanuel Macron en début de semaine, les communistes dénoncent une « escroquerie » malgré « quelques premiers reculs » que « le président de la République a dû consentir ». Pour le Smic et les salaires, le PCF, lui, propose 200 euros net de plus. « La question que nous posons c'est salaires versus dividendes ou encore Cice », résume Pierre Laurent, élu président du conseil national du PCF (avec 106 voix, une contre et deux abstentions). Un crédit d'impôt qui, en outre, pourrait être orienté vers les plus petites entreprises pour leur permettre ces augmentations, rappelle Fabien Roussel.

200 ELUS COMMUNISTES SOUTIENNENT LE MOUVEMENT LYCEEN ET ETUDIANT

« Nous serons pleinement présents vendredi 14, avec la CGT, pour interpeller les chefs d'entreprise et obtenir l'ouverture de négociations pour une hausse des salaires. Nous appelons aussi les communistes à participer pleinement à tous ces mouvements pour pousser le gouvernement à changer de cap et à satisfaire les revendications », insiste l'élue du Nord, tandis que la motion de censure du gouvernement initiée par les députés PCF devait être examinée à l'Assemblée nationale quelques heures plus tard. « La mobilisation des lycéens est historique par son ampleur et sa géographie mais aussi par sa répression », relève également Camille Lainé, secrétaire générale du Mouvement jeunes communistes, qui tiendra son congrès fin janvier. « 200 élus ont d'ores et déjà signé un appel de soutien et de protection du mouvement lycéen et étudiant », souligne Marine Roussillon, chargée jusque-là des questions d'éducation, qui propose sa généralisation. L'idée de cahiers de doléances revient aussi régulièrement dans les échanges.

Mais entre défiance vis-à-vis des politiques et influence de l'extrême droite, le mouvement interroge également sous la coupole de l'espace Niemeyer. « Il y a une dimension de classe importante. Et s'exprime aussi une défiance à l'égard des politiques et des élus en général, et de mauvaises graines ont été semées par des forces dangereuses avec la volonté de le tirer à elles », analyse le député Pierre Dharréville. À cet égard, l'hypothèse d'une traduction progressiste dans les urnes est loin d'être acquise. Le dernier sondage Ifop pour les prochaines élections européennes place l'ensemble des listes de gauche sous le seuil des 10 % tandis que le Rassemblement national est en tête avec 24 % devant le parti présidentiel (18 %) et LR (11 %). Avec ce mouvement peut aussi « renaître une confiance dans l'action collective alors que depuis des décennies l'individualisme est cultivé », contrebalance Pascal Joly, syndicaliste du Val-de-Marne. Pour le PCF, il s'agit également dans les semaines à venir de s'investir pleinement dans la campagne pour le scrutin de mai prochain. « Nos campagnes pour le pouvoir d'achat, pour les services publics, sur le coût du capital, pour des droits nouveaux, contre le racisme et les discriminations, font écho dans l'Europe d'aujourd'hui, marquée par les politiques d'austérité et la montée des extrêmes droites », estime Fabien Roussel. Reste à transformer l'essai. Alors que, fin novembre, Ian Brossat a été consacré comme « tête d'une liste de large rassemblement », la version définitive de cette dernière doit être présentée le 26 janvier avant un vote des militants du 31 janvier au 2 février. Le candidat a également été désigné jeudi avec la sénatrice Cécile Cukierman porte-parole du PCF. Une nouvelle équipe exécutive a aussi été élue (92 voix pour, 11 contre, 8 abstentions), elle compte 21 nouveaux membres sur 40 (contre 36 sortants).

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/gauche-face-lescroquerie-macron-le-pcf-appelle-amplifier-la-replique-665152>

***) Fabien Roussel : « À l'Assemblée nationale, on se bat aussi »**

Jeudi, 13 Décembre, 2018

[Aurélien Soucheyre](#)

Le secrétaire national du PCF a dénoncé l'escroquerie de la fausse hausse du SMIC, soutenu les gilets jaunes et rappelé que leurs revendications sont portées par des députés à l'Assemblée nationale, mercredi lors d'une rencontre avec les journalistes parlementaires.

Fabien Roussel était l'invité de l'association des journalistes parlementaires, mercredi à l'Assemblée nationale. Interrogé sur l'attentat à Strasbourg et la poursuite du mouvement des gilets jaunes, le secrétaire national du PCF a appelé à « ne pas opposer les gilets jaunes aux CRS » et a rejeté l'argument sécuritaire visant à dire « rentrez chez-vous maintenant, il y a d'autres priorités ». « Si les gilets jaunes veulent occuper les ronds points jusqu'à Noël qu'ils les occupent et s'il faut siéger à l'Assemblée nationale en même temps j'y siégerais ! » a-t-il asséné, se disant solidaire du mouvement et « pleinement aux côtés des gilets jaunes », car les communistes « portent les mêmes revendications pour l'essentiel ».

Le député du Nord a noté que les gilets jaunes ont contraint l'exécutif à lâcher du lest. « Quand on se bouge, quand on se mobilise, quand on est déterminé, on peut quand même gagner. On le voit avec l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités (pour les pensions inférieures à 2000 euros par mois – NDLR). Mais la retraite n'est toujours pas indexée sur le coût de la vie ! » a-t-il lancé, avant de tancer le reste des miettes concédées par Emmanuel Macron. L'annonce de la hausse du SMIC a ainsi été qualifiée d'« énorme escroquerie », car il s'agit en réalité d'une hausse de la prime d'activité. « C'est incroyable ! C'est l'Etat qui se substitue aux entreprises pour verser un salaire aux travailleurs. Quelle injustice ! Et sur les 100 euros il n'y a aucune cotisation chômage et cotisation retraite, alors qu'une hausse véritable du SMIC et des salaires apporterait des milliards à la Sécurité sociale. »

LES COMBATS A REMPORTEUR SONT ENCORE NOMBREUX

Bien que le gouvernement soit en train de se jouer des gilets jaunes, Fabien Roussel apprécie que l'exécutif ait démarré une forme de reculade, en plus de se montrer inquiet pour les réformes à venir. « Ça me plaît assez bien de voir un président de la République et des députés sous contrôle du peuple. Ça me plaît de les voir se demander si c'est opportun d'en remettre une couche avec une réforme des retraites », a-t-il observé, en souriant. Reste que les combats à remporter sont encore nombreux avant l'acte V des gilets jaunes et la manifestation de la CGT et de SUD le 14 décembre : retour et renforcement de l'ISF, suppression de la flat tax et du CICE, véritable réforme fiscale avec l'instauration de nouvelles tranches progressives pour les particuliers et les entreprises, baisse de la TVA, encadrement des hauts salaires via une échelle et lutte véritable contre la fraude fiscale... les propositions communes des gilets jaunes et des communistes ne manquent pas.

Fabien Roussel a souhaité insister sur ce point, afin de rappeler que le Parlement n'est pas « monocolore ». « On a déposé une motion de censure du gouvernement avec les

insoumis et les socialistes parce que c'est important de montrer aux Français qu'à l'Assemblée nationale on se bat aussi. C'est important de montrer que nous ne sommes pas tous pareil. Il faut que les gilets jaunes le sachent : ils ont des relais au Parlement. » De façon insuffisante, certes. L' élu a pointé ce paradoxe. « En 2005, le référendum sur le traité constitutionnel, 55% des Français votent contre. Puis 10% des députés votent contre (le traité de Lisbonne - NDLR). Le bug est le même aujourd'hui : 10% des députés déposent une motion de censure alors que 75% des Français soutiennent les gilets jaunes. »

« SI LE PCF N'EST PAS ASSEZ SEXY, QU'ILS VIENNENT ! »

Sur la question de la crise des partis et des syndicats, le dirigeant a invité « les gilets jaunes et les Français à nous envahir, à nous bousculer. Si le PCF n'est pas assez sexy, qu'ils viennent ! On a besoin de partis, de syndicats et de débats politiques dans ce pays ». Puis il a renvoyé la crise des syndicats et la responsabilité des violences lors des manifestations au mépris des gouvernants des vingt dernières années. « Comment ça se fait que quand on fait grève comme les cheminots en étant soutenu par l'opinion publique et en annonçant les jours de grève à l'avance, on n'est pas écouté par le gouvernement ? Comment ça se fait que quand les retraités manifestent calmement à l'appel de toutes les organisations syndicales, ils ne sont jamais entendus par le gouvernement ? Je suis profondément meurtri par cette attitude de ceux qui n'entendent jamais. La responsabilité est de quel côté après ? De ceux qui bougent quand il y a le feu et qui ne font rien quand on manifeste dans l'ordre ! Même quand les syndicats sont tous unis, le gouvernement n'écoute pas. Alors comment on fait ? » Le député a conclu en appelant à partager enfin des richesses de plus en plus captées par quelques uns, rappelant que le patrimoine taxable par les familles assujetties à l'ISF était de 1028 milliards d'euros en 2017. Il a depuis augmenté. « Il y a une dizaine d'années, ils étaient 4000 grandes fortunes dans le monde entier à détenir autant que la moitié de l'humanité. Ils tenaient dans un petit stade. Aujourd'hui ils sont 8. Ils tiennent dans un monospace. Les riches n'ont jamais été aussi riches ! »

<https://www.humanite.fr/fabien-roussel-lassemblee-nationale-se-bat-aussi-665132>

***) Sébastien Jumel : « Le mouvement des gilets jaunes, c'est l'échec du libéralisme »**

Mardi, 11 Décembre, 2018

[Aurélien Soucheyre et Maud Vergnol](#)

Entretien. Des cahiers de doléances ouverts dans sa circonscription à la motion de censure que son groupe GDR entend déposer à l'Assemblée, Sébastien Jumel, député communiste, revient sur un mouvement qui « réveille une forme de lutte de classes ». Vous avez défilé, samedi, avec les gilets jaunes, pourtant présentés comme hostiles aux partis politiques. Qu'en reprenez-vous ?

Sébastien Jumel Dès le premier jour, je me suis rendu aux côtés des gilets jaunes, parce que j'ai considéré que c'était notre colère : celle des frigos vides, celle des territoires humiliés, celle de la France qui travaille et n'est pas respectée, celle du

peuple qui demande de la dignité. Très tôt, en circonscription, en lien avec les maires de Dieppe et du Tréport, j'ai lancé un appel à nous joindre à cette colère. Notre présence à la manifestation de samedi était, du coup, naturelle. Je m'y suis senti bien, parce qu'en phase avec cette colère : c'est la goutte d'essence qui a fait déborder le vase, mais c'est d'abord le besoin de justice sociale, de justice fiscale et de justice territoriale qui s'exprime. Ce sont des combats qu'on mène au quotidien avec les agriculteurs, les ouvriers, les boîtes, les maires ruraux. La colère des gilets jaunes vient de loin et catalyse tout ça.

La municipalité communiste de Dieppe a été la première à ouvrir des cahiers de doléances. Les citoyens s'en sont-ils emparés ? Que racontent ces « récits de la colère » ?

Sébastien Jumel Avec le maire Nicolas Langlois, nous avons ouvert, dès le 16 novembre, ces récits de la colère. Les habitants s'en sont emparés avec des phrases fortes. J'ai en tête de nombreux témoignages de scènes de vie de la France qui manque, de la France qui souffre, de la France qui souhaite être respectée. On peut y lire : « Je gagne 700 euros par mois, mon loyer est de 200 euros, au 15 du mois il ne me reste plus que 50 euros pour vivre, on mange des pâtes, des patates, ma voiture a 18 ans, comment on fait ? » Tous ont un sentiment de mépris et dénoncent l'éloignement de l'école, des services publics, de l'hôpital et des commerces de proximité de leurs lieux de vie.

Votre groupe est à l'initiative d'une motion de censure qui devait être déposée, hier, avec les députés FI et PS. Mais les socialistes ont souhaité attendre la déclaration de Macron de lundi soir...

Sébastien Jumel C'est assez incompréhensible, parce que cette motion de censure vise à sanctionner le gouvernement pour la mauvaise politique qu'il mène depuis dix-huit mois. Ce n'est pas un hasard si le pouvoir d'achat des retraités a été amputé : cela a été décidé dans la loi de financement de la Sécurité sociale. Ce n'est pas un hasard si l'injustice fiscale est flagrante : cela fait deux lois de finances que les cadeaux sont multipliés pour les plus fortunés en mettant à contribution les autres. Ce n'est pas un hasard si les services publics reculent : la rationalisation de leur présence reste la feuille de route permanente du gouvernement. La situation actuelle n'est pas conjoncturelle, c'est le fruit d'une politique qui fait mal depuis dix-huit mois et commet des méfaits insupportables pour les gens. Cette motion de censure, quel que soit le discours de Macron, vise à engager la responsabilité du gouvernement et aussi à mettre chaque député, seul devant son boîtier de vote, devant ses responsabilités.

La réponse politique du pouvoir est-elle à la hauteur depuis le 17 novembre ?

Sébastien Jumel Non. C'est trop peu, trop tard et à côté de la plaque. C'est un gouvernement qui n'aime pas le peuple tel qu'on le vit au quotidien, qui est dans l'arrogance, le mépris de classe permanent. Cette colère s'est coalisée autour d'une politique injuste et de propos humiliants sur les « illettrés » et « ceux qui ne sont rien ». Cela réveille une forme de lutte de classe menée par le peuple qui souffre, qui travaille et qui manque. Le mouvement des gilets jaunes, c'est l'échec du libéralisme. Les gilets jaunes éclairent d'un nouveau jour la crise démocratique profonde à laquelle la France est confrontée depuis des années. Une VI^e République est-elle la solution ?

Sébastien Jumel Évidemment. Le régime est usé, déconnecté. Les gens ne veulent plus du pouvoir d'un seul homme. Ils refusent que les décisions se prennent sans eux. Cela

implique de faire de la politique autrement et de construire une République exemplaire. J'ai été bouleversé par le texte d'Édouard Louis qui résume bien ce que je pense depuis des années sur la manière dont les gouvernants font de la politique contre le peuple, sur le dos du peuple et sans le peuple. Il y a un besoin de refaire société, de recréer des solidarités concrètes, de conquérir de nouveaux droits pour les citoyens, et il y a l'ardente obligation de travailler à une alternative au libéralisme. Ceux qui ont regardé ce mouvement avec inquiétude ou condescendance ne mesurent pas l'épaisseur de ce qui est en train de se passer. La colère est forte, durable, vient de loin et nécessite de trouver des prolongements politiques. Les gilets jaunes disent qu'ils ne souhaitent aucun lien avec les forces politiques, mais je constate depuis des semaines que la politique s'invite en grand dans les discussions quotidiennes. Au fond, ce mouvement très jeune s'interroge sur la manière de faire vivre la démocratie. J'ai senti parmi ces gilets jaunes un rejet de la politique au sens générique du terme, mais j'ai aussi mesuré qu'ils font bien la différence entre les élus qui sont à leurs côtés et les élus qui sont dans le camp d'en face.

Entretien réalisé par Aurélien Soucheyre et Maud Vergnol

<https://www.humanite.fr/pcf-le-mouvement-des-gilets-jaunes-cest-lechec-du-liberalisme-664915>

***) Alexis Spire : « Les gilets jaunes ont remis les classes populaires au centre du débat public »**

Mardi, 11 Décembre, 2018

[Alexandre Fache](#)

Entretien. Auteur de *Résistances à l'impôt, attachement à l'État. Enquête sur les contribuables français* (Seuil), le sociologue Alexis Spire analyse les ressorts profonds de la protestation sociale en cours, ainsi que ses possibles effets politiques.

Auteur de *Faibles et Puissants face à l'impôt* (2012) et de *l'Impunité fiscale* (2015), Alexis Spire a signé, en septembre, *Résistances à l'impôt, attachement à l'État* (Seuil), une enquête quasi prémonitrice sur le mouvement des gilets jaunes.

D'où vient cette mobilisation ?



Alexis Spire C'est un mouvement inédit qui synchronise plusieurs mécontentements, avec néanmoins une raison commune : l'exaspération de plus en plus forte, au sein des classes populaires et des petites classes moyennes, face à l'injustice fiscale et à un pouvoir d'achat qui s'effrite. Ces difficultés viennent de loin, mais ont été aggravées par l'augmentation des prix du carburant, du fait des cours mondiaux et de la hausse brutale des taxes. L'essence a joué ici un rôle de détonateur. Car, quand on fait un plein, l'augmentation est immédiatement visible, par rapport au prix du mois précédent, ce qui rend la taxe plus palpable qu'avec la TVA ou la contribution sociale généralisée. La colère, toutefois, est ancienne : elle a été nourrie par l'accroissement des inégalités et l'augmentation des prélèvements proportionnels qui s'appliquent de la même façon, quel que soit le revenu, et qui pèsent très lourd sur le budget des ménages modestes.

Ce mouvement est-il le signe d'une résistance croissante à l'impôt de la société française ?

Alexis Spire Cette résistance progresse en effet. Pour les classes populaires, l'exaspération produite par l'injustice fiscale en est le moteur. Mais, dans les classes supérieures, il existe d'autres formes de résistance à l'impôt qui ne s'expriment pas de même façon et restent plus discrètes et individuelles : optimisation fiscale, départ à l'étranger, ou fraude... Les exemples sont connus et nombreux : Johnny Hallyday, Gérard Depardieu et, plus récemment encore, Carlos Ghosn.

Vous pointez une contestation des impôts et taxes plus forte chez ceux qui ont moins que dans les classes les plus aisées. Pourquoi ?

Alexis Spire Parce que les prélèvements proportionnels (sur les carburants, l'électricité, le fioul ou le tabac) ont plus augmenté que les autres. Et qu'ils pèsent davantage pour les ménages modestes. Au fond, ce qui rend la contestation plus virulente de la part des classes populaires, c'est qu'elles n'ont aucune possibilité d'arrangement pratique avec l'impôt. Ces taxes s'abattent sur elles sans aucune dérogation, marge de manœuvre ou négociation possible. Alors que, face à l'impôt sur le revenu, les classes moyennes et supérieures peuvent mobiliser de nombreux leviers pour faire baisser leur « facture » : aides aux associations, cotisations aux partis politiques, emplois à domicile, travaux d'économies d'énergie, investissements immobiliers... Grâce à ces dispositifs de défiscalisation, les 45 % de foyers assujettis à l'impôt sur le revenu peuvent rentrer dans une forme de contractualisation avec l'État et ainsi adoucir leur impôt.

Ce ras-le-bol fiscal multiforme se nourrit aussi de symboles. Jusqu'à présent, Emmanuel Macron a refusé tout rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Peut-il en payer le prix ?

Alexis Spire L'ISF est effectivement le symbole de l'impôt des riches, voire des très riches. C'est même un « totem » que tout le monde connaît, alors que le système fiscal dans son ensemble est assez mal compris. Aussi, le remplacement de l'ISF par l'impôt sur la fortune immobilière a aiguisé le sentiment d'injustice. Pourtant, l'ISF avait déjà été beaucoup vidé de sa substance au fil des années, notamment sous Nicolas Sarkozy. C'est un symbole qui cache une petite forêt, avec des arbres comme le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, la flat-tax pour les revenus du capital, les assouplissements sur les transmissions d'entreprise... Il y a aussi des manœuvres contre les plus modestes qui sont moins visibles que le prix des carburants : encore récemment, la très faible revalorisation (0,3 %) des pensions de retraite et des prestations sociales, votée dans le budget 2019 (et prévue dans celui de 2020), alors que l'inflation, elle, devrait approcher les 2 %. C'est un peu technique, donc c'est passé quasiment inaperçu.

Si ce n'est qu'un symbole, Emmanuel Macron pourrait donc céder sur l'ISF. Pourquoi ne le fait-il pas ?

Alexis Spire Chacun a ses priorités politiques. Il y a des promesses électorales qui semblent plus fortes que d'autres. Celle-là, il y tient, tout comme Sarkozy tenait à son bouclier fiscal. A-t-il raison ? Non, si on se place du point de vue de la justice fiscale. Mais, si l'important pour lui est de rester fidèle à sa clientèle politique, cela a une logique.

Beaucoup des contribuables interrogés dans votre ouvrage dénoncent un État de plus en plus absent pour eux. N'est-ce pas là le terreau principal du mouvement des gilets jaunes ?

Alexis Spire Effectivement, cette exaspération vis-à-vis de l'injustice fiscale va de pair avec un attachement très fort aux services publics et au modèle français de protection sociale. Ça peut paraître contradictoire, mais au fond, ça ne l'est pas. Beaucoup pâtissent du délitement des services publics ou du recul de la protection sociale : médicaments moins remboursés, guichets qui ferment ou dont les horaires se rétrécissent... Ce qui est remis en cause, ce sont les dépenses de fonctionnement de l'État, qui semblent ne pas connaître de restrictions : les appartements de fonction des ministres, les jets privés. Sans parler des divers scandales qui, de l'affaire Cahuzac à l'affaire François Fillon, ont largement contribué à décrédibiliser la parole politique. Ce mouvement semble à bien des égards inédit. Lui voyez-vous des précédents dans l'histoire française ou européenne récente ?

Alexis Spire En Europe, les manifestations en Espagne ou au Portugal, après la crise de 2008, contre l'austérité et pour la défense des services publics, avaient aussi pour moteur l'injustice fiscale et le pouvoir d'achat. Le mode d'expression était certes beaucoup plus traditionnel, mais il y a une certaine parenté. En France, les gilets jaunes ont des ressemblances avec le mouvement des bonnets rouges bretons de 2013. Pas seulement parce que le signe de reconnaissance était une couleur... À l'origine du mouvement contre l'écotaxe, on avait d'abord des agriculteurs et le patronat local. Mais très vite une dynamique interprofessionnelle s'est engagée, associant des salariés, des ouvriers, des employés, des indépendants... Leur mot d'ordre, venu des années 1970, « vivre et travailler au pays », pourrait d'ailleurs s'appliquer aux gilets jaunes d'aujourd'hui, qui réclament juste de pouvoir « survivre ». Reste la différence territoriale : les bonnets rouges étaient bretons ; les gilets jaunes, eux, couvrent tout le territoire.

La mise en place du prélèvement à la source, en janvier, peut-elle amplifier la colère ? Alexis Spire En situation normale, l'impôt sur le revenu, parce qu'il est progressif, est plutôt considéré comme juste, et fait partie des prélèvements les moins contestés. Mais dans le contexte actuel, c'est vrai que cette modification rajoute un ingrédient dans la marmite et peut la faire déborder. Le prélèvement à la source n'est qu'une réforme technique, qui ne change rien aux règles de répartition. Mais pour les petits salaires, ou ceux qui ont connu des irrégularités de revenu, cela peut avoir un impact et, pourquoi pas, faire rebondir le mouvement.

Quels peuvent être les effets politiques de cette mobilisation des gilets jaunes ?

Alexis Spire Le principal, qui est considérable, c'est d'avoir remis les classes populaires au centre du débat public. D'avoir rendu visible une population de travailleurs pauvres, qui était occultée, maintenue hors des radars. Là, elle est invitée sur les plateaux télé, on ne peut plus faire comme si elle n'existait pas. Second effet, moins médiatique, mais tout aussi important : ce mouvement a recréé des communautés politiques. Des gens, dans des villes, dans des campagnes, ont occupé des ronds-points, se sont mis à se parler, à discuter politique. Désormais, ils se connaissent, se retrouvent régulièrement... Même si beaucoup restent très méfiants à l'égard des partis et des syndicats, ces gens se sont mis à faire de la politique, sur un

mode local, de proximité, un mode authentique. Ils ont aussi pris conscience de la force des mobilisations collectives.

Alexis Spire

Sociologue, directeur de recherche au CNRS

Cet entretien a été réalisé avant les annonces d'Emmanuel Macron, hier soir.

Entretien réalisé par Alexandre Fache

<https://www.humanite.fr/inegalites-les-gilets-jaunes-ont-remis-les-classes-populaires-au-centre-du-debat-public-664917>

***) Assemblée nationale. André Chassaigne : « Nous vivons un moment historique »**

Lundi, 3 Décembre, 2018

[Maud Vergnol](#)

Devant l'incurie de la majorité face aux mobilisations des gilets jaunes, les députés communistes comptent déposer une motion de censure. Leur chef de file explique pourquoi le gouvernement doit changer.

Pourquoi avez-vous pris l'initiative de solliciter d'autres groupes parlementaires pour déposer une motion de censure ?

André Chassaigne Alors que nos concitoyens poursuivent, sous des formes diverses, la mobilisation pour rejeter la politique du président des ultrariches, il est urgent de poser un acte fort. Les députés communistes ont donc décidé d'utiliser l'arme institutionnelle à leur disposition pour contrer la gestion catastrophique de cette crise par le gouvernement. Nous avons donc sollicité les députés de la France insoumise et les députés socialistes pour déposer cette motion de censure, qui a pour objectif d'obtenir la démission du gouvernement.

Vous devez réunir au moins un dixième de l'Assemblée nationale, soit 58 députés, pour déposer la motion. Êtes-vous confiant ?

André Chassaigne Nos trois groupes comptent 62 députés. Et la voix du peuple est suffisamment forte pour que nous ayons l'apport de députés progressistes d'autres sensibilités. Mais le plus important, c'est que les députés de la majorité parlementaire prennent leurs responsabilités et votent cette motion pour porter la voix de la majorité qui s'exprime dans le pays.

Pourquoi faut-il changer de gouvernement ? En quoi celui-ci n'est plus légitime ?

André Chassaigne Le gouvernement a failli en persistant dans une attitude méprisante qui attise une colère légitime. Son entêtement à « garder le cap » à tout prix menace la paix civile et fragilise l'activité économique de nos territoires. Sa censure constituerait l'acte de naissance d'un nouveau gouvernement, dont le mandat ne pourrait ignorer les revendications économiques et sociales légitimes du mouvement populaire qui traverse actuellement notre pays.

Les gilets jaunes ont replacé les questions sociales au cœur du débat politique. Quelle analyse faites-vous de ce mouvement, qui est en train de déstabiliser le pouvoir macroniste, alors que les précédentes mobilisations sociales avaient échoué ?

André Chassaigne J'ai pris connaissance des « directives du peuple » envoyées aux députés par leurs porte-parole, j'ai vu ce samedi les images de la jonction des gilets jaunes et des gilets rouges de la CGT, j'ai échangé avec des manifestants de ma circonscription. C'est indéniable : les questions sociales sont clairement au cœur de toutes les mobilisations. Et ces revendications sont celles que portent avec constance et détermination les militants et parlementaires communistes. Après s'être exprimée à l'annonce de la hausse des taxes sur l'essence et le diesel, la colère a fait prendre conscience de la nécessité d'un changement radical de politique. Nous vivons un moment historique où la conjonction des mobilisations ouvre enfin de réelles perspectives de progrès social en lien avec le progrès écologique.

L'une des spécificités de ce mouvement réside dans son autonomie vis-à-vis des syndicats et des partis politiques. Que révèle cette défiance et quel rôle peuvent jouer les organisations politiques, en particulier le PCF ?

André Chassaigne Cette exigence d'autonomie exprime en effet une grande méfiance à l'égard des organisations syndicales et politiques. Une défiance que le président de la République et le gouvernement n'ont cessé de nourrir en écartant les corps constitués. Ils en payent aujourd'hui durement le prix et mesurent combien il est difficile de dialoguer face à des mouvements non structurés. Notre responsabilité est aujourd'hui d'apporter des réponses en prenant en compte la contestation de nos institutions, auxquelles nous sommes associés. Il nous faut intensifier les échanges avec tous ceux qui se mobilisent, faire connaître nos propositions et nos actions pour les faire aboutir, et relayer les revendications avec force et avec la volonté d'obtenir des résultats concrets. Depuis dix-huit mois, nous portons dans l'hémicycle ce cri de notre peuple, ce cri du monde du travail et de nos territoires. Depuis le premier jour de la mobilisation des gilets jaunes, nous sommes à leurs côtés. Et c'est bien ensemble que nous pourrions obtenir la démission du gouvernement. Le dépôt d'une motion de censure est un des leviers à actionner pour contraindre le pouvoir à transposer au plus vite dans la loi les revendications qu'expriment les multiples mobilisations.

Entretien réalisé par Maud Vergnol

Fabien roussel écrit à macron

Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a demandé par courrier une rencontre entre les députés communistes et le chef de l'État à propos des « directives du peuple » envoyées par les gilets jaunes aux élus. *« Il y a, dans ces 42 propositions, beaucoup d'idées que notre pays s'honorerait à mettre en œuvre pour répondre aux attentes légitimes de la grande majorité de nos concitoyens. »*

<https://www.humanite.fr/assemblee-nationale-andre-chassaigne-nous-vivons-un-moment-historique-664485>

***) Le drame recommencé**

Jeudi, 13 Décembre, 2018

[Patrick Apel-Muller](#)

L'éditorial de Patrik Apel-Muller. La course éperdue dans les rues d'une ville, le claquement des balles, l'attente angoissée, les bilans et les pleurs.

La course éperdue dans les rues d'une ville, le claquement des balles, l'attente angoissée, les bilans et les pleurs. Strasbourg et son célèbre marché de Noël ont été frappés. Un nouvel attentat était redouté, chacun reconnaissant que les meilleures

investigations des services de renseignements en empêcheraient neuf, mais que le dixième surviendrait. Avec la douleur qui resurgit, les propositions les plus rances sont ranimées. La droite, prête à brader les libertés républicaines, se replace à la file de Marine Le Pen pour réclamer l’incarcération des fichés S ou l’instauration de l’état d’urgence. En relançant le débat sur l’islamisme et « l’identité », le président de la République dans sa réponse au mouvement des gilets jaunes amorçait, lundi, la dérive. Des forces politiques s’efforcent d’alimenter les peurs pour occulter la force de l’urgence sociale et démocratique. Sinistre calcul qui, partout, conduit au pire. Pourtant, rien ne serait pire que de renoncer à penser. C’est sur le terreau des haines que grandissent les monstres. Les protestations étouffées s’infectent et il faut au contraire des manifestations et des controverses pour faire grandir l’impératif démocratique. « Une nouvelle ère s’ouvre, annonçait déjà Victor Hugo à la Chambre des députés, l’ère des questions sociales que j’appellerais plus volontiers les questions populaires, le travail, le salaire, l’éducation, la pénalité, la création des richesses, la répartition des jouissances, la dette du bien-être payée aux travailleurs par les gouvernements. (...) Voilà, messieurs, les questions qui ont l’avenir désormais. » C’est plus vrai que jamais. Étouffer ces revendications par des menées autoritaires ou sous l’impératif de cupidité des oligarques porterait une atteinte meurtrière à la démocratie. Malgré le drame de Strasbourg et même encore plus après lui, la recherche des jours heureux doit se poursuivre. Hors des impasses casquées.

<https://www.humanite.fr/Strasbourg-le-drame-recommence-665103>

***) Thomas B. Reverdy : « Ce qui est très inquiétant, c’est le déni de démocratie »**

Mercredi, 12 Décembre, 2018

[Sophie Joubert](#)

Lauréat du prix Interallié, Thomas B. Reverdy analyse le soulèvement populaire, notamment chez les jeunes, à la lumière de son dernier roman, *l’Hiver du mécontentement* (Flammarion). Entretien.

Votre dernier roman, *l’Hiver du mécontentement*, se passe lors des grandes grèves en Grande-Bretagne à l’hiver 1978-79, juste avant l’arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher. Quel écho le mouvement actuel donne-t-il au livre ?

Thomas B. Reverdy Ce soulèvement populaire prend la même configuration chaotique que l’hiver du mécontentement, un terme que la presse britannique avait à l’époque emprunté au Richard III de Shakespeare. Peut-être que je suis allé chercher un détour pour dire une violence du pouvoir qui enferme, qui réprime, utilise des discours sécuritaires. Je me sens plus à l’aise par le détour, car la réalité est toujours plus molle que le roman. Si je plaçais un roman en France, on serait tout de suite dans le journal télévisé. Ce qui est comparable, c’est le chaos et la réaction des gens vis-à-vis de ça. On est d’abord amusé de voir les châteaux de cartes tomber, et ensuite on a peur. Pendant que je travaillais le roman, j’avais en tête deux parties principales : le chaos et le mouvement qui va en sortir, comme en physique. Mais bien malin celui qui dira dans quelle direction ce chaos partira. Ce qui est très inquiétant, c’est le déni de démocratie, le fait que d’un côté, pour se faire entendre, il faille brûler des voitures et

que, de l'autre côté, on arrête des gens à la sortie du train et qu'on les enferme sur un chef d'accusation qui n'a aucune existence en droit.

En tant que professeur dans un lycée de Seine-Saint-Denis, quel est votre point de vue sur le mouvement lycéen ?

Thomas B. Reverdy Sur Mantes, évidemment, ce sont des images terribles, comme sont terribles les propos des gens qui les traitent par le mépris et sous-entendent que ce ne sont pas les enfants de la République, nos enfants qui sont ainsi humiliés de façon inadmissible, d'une façon qui est non seulement choquante par sa violence – on contrôle très bien une foule assise, pas besoin de la mettre à genoux –, mais aussi d'une façon qui est impardonnable par sa bêtise profonde – la méchanceté lorsqu'elle est gratuite est toujours d'une bêtise profonde. Quelle méconnaissance aussi de la puissance des symboles ! À genoux ! Ces genoux-là pourraient bien faire chuter des têtes... Si je regarde ce mouvement de façon un peu détachée, je pourrais dire qu'à force de promettre aux jeunes un avenir bouché, on les libère. Ils deviennent punk et s'affranchissent. C'est une attitude normale et raisonnable pour des gens qui ont l'énergie et la jeunesse. J'ai déjà vécu 2005 en banlieue : je n'aime pas voir des jeunes se fermer des portes parce qu'un passage devant le juge laisse des traces. Du côté des profs, nous avons tous des choses à dire sur la réforme, mais si nous nous mettions en grève, nous serions inaudibles. Or, on en arrive à avoir intérêt à ce que ce soient nos élèves qui fassent du grabuge. C'est une position schizophrène qui met beaucoup de gens dans le désarroi. Personne n'a envie d'instrumentaliser ces lycéens, mais la surdité du gouvernement entraîne le fait que seule la violence est audible, ce qui n'est évidemment pas une solution.

Votre roman parle aussi de cette révolution silencieuse qu'a constituée la mondialisation et qui est le terreau de ce que nous vivons aujourd'hui...

Thomas B. Reverdy En France, les années 1980 et le mitterrandisme ont masqué l'entrée dans le libéralisme. Nous l'avons vécu comme une trahison des socialistes et avons gardé les yeux braqués sur la France. Nous n'avons pas vu que Reagan et Thatcher faisaient basculer le monde. Aujourd'hui, on est en train de s'en rendre compte. Quand le mur de Berlin tombe, le capitalisme radicalisé se répand sur toute la planète avec des résultats catastrophiques. Il y a trente ans, une majorité de gens appartenaient aux classes moyennes, à part les ouvriers et les paysans. Aujourd'hui, on a conscience qu'il y a des riches, et des super-riches, comme Carlos Ghosn. Hobbes parle d'un pacte qui tient parce qu'on le signe tous en même temps. C'est scandaleux qu'il existe des super-riches au-delà des lois qui ne signent pas le pacte.

L'Hiver du mécontentement parle, à partir de la figure de Richard III, de l'accession au pouvoir et de son exercice. Comment, en tant que romancier, observez-vous le pouvoir jupitérien d'Emmanuel Macron ?

Thomas B. Reverdy À la fin de la pièce de Shakespeare, Richard III est vaincu et prononce la célèbre réplique : « Mon royaume pour un cheval. » Il est vaincu parce qu'à la scène précédente, tous les fantômes de ceux qu'il a humiliés et assassinés reviennent le voir la nuit et lui disent : « Demain, dans la bataille, pense à moi... désespère et meurs. » C'est une revanche morale. Il aurait pu conquérir le pouvoir par le seul machiavélisme qu'il déploie au début de la pièce. Le problème, c'est qu'il a péché par orgueil. Il croit qu'être au sommet lui donne le droit d'humilier ceux qui sont en dessous. Mais non, nous sommes tous égaux. L'orgueil est la faiblesse des forts. C'est l'un des péchés

mortels et il est toujours puni, chez Shakespeare ou La Fontaine. Jupiter, c'est le péché d'orgueil. Mais il y a toujours un hiver qui amène un vent plus fort et déracine les chênes orgueilleux.

Entretien réalisé par Sophie Joubert

<https://www.humanite.fr/point-de-vue-ce-qui-est-tres-inquietant-cest-le-deni-de-democratie-665019>

*) Le rouge est jaune

Lundi, 10 Décembre, 2018

Willy Pelletier

Par Willy Pelletier, coordinateur général de la Fondation Copernic.

Sur le barrage, on l'a sorti du coffre, le drapeau rouge. Sur la N2, dans l'Aisne, où Le Pen fait 65 % des voix, souvent plus. Gilles, Paul, Luc ont gueulé : « Enlevez ça, tu déconnes, on n'est pas CGT ! » On leur a dit qu'eux, ils ont planté un drapeau français il y a une semaine. Ils votent FN. Il y a peu, on se serait foutu sur la gueule, direct. Là, on a bu un coup, pas mal de cannettes. Ils votent FN mais d'abord ce sont des potes. Potes de barrage, potes de grillades. On tient ce barrage ensemble, nuits, matins glacés. Le drapeau rouge est resté. Gilles du FN, au barrage, on a fêté son anniv à trente-cinq. Il avait les larmes, et « c'est pas le mec qui chiale », dit Luc, qui collait des affiches Le Pen avec lui. Gilles m'a dit : « D'habitude, je le fête qu'avec mon clebs, alors là... » Ici la réclusion est partout. Clubs de sport, clubs d'anciens ferment. Pour accoucher, 60 km de voiture. Les magasins, les églises, les cafés, pareil, fermés.

Nos avenir sont fermés. Sur les barrages, on l'ouvre ! On ouvre l'avenir.

En 2017, pour dire « fuck », des mecs criaient : « On est français ! » Là ils crient : « Hausse du smic ! » Le clivage nationaliste cède le pas au clivage social.

L'on revit ensemble. Jordan aussi vote FN. Il m'a dit hier : « Je vois plus trop pareil, le barrage, ça fait sauter des bouchons dans ma tête, on a tous les yeux bleus dans les gyrophares. » Au barrage, il a croisé Malika. Depuis, total in love. Il bosse en plomberie. Dimanche, l'après-midi, il l'a passé chez Hassan et Louna, les parents de Malika, pour voir si leur plomberie, ça va. Il dit : « J'étais baisé du cerveau, le monde je voyais pas comme il tourne, c'est les patrons riches, les mecs des banques, qui font chier, pas les gens du peuple, personne du peuple, personne, c'est pas nous qui nous volons, c'est d'en haut qu'ils volent. »

Ces barrages sont des colères, ces barrages sont des bonheurs. Ces barrages sont des réconciliations.

Ces barrages sont la reconstruction d'une classe en acte, de nos intérêts de classe ; le surgissement lent, précieux, d'une conscience de classe. Parce qu'on lutte côte-côte, qu'on endure les mêmes galères, venues des mêmes causes et des mêmes prédateurs. Ces barrages perdront ? « Barrage contre le Pacifique », écrivait Duras. Barrages de palettes, de troncs frêles, de gilets, contre l'océan de puissance des riches – et ceux qu'ils paient pour nous étouffer. Ces barrages vite perdront ? Jamais. Les barrages ont déjà gagné. Ils changent les visions du monde, ruinent les docilités, défont et refont les identités. Intimement. Dans l'Aisne, devenus drapeaux, ils sont collés aux portes des maisons, les gilets jaunes, ils volent dans la pluie, le vent, aux fenêtres. Ils sont sur les scoots des jeunes, les tracteurs des ouvriers agricoles, les chantiers. À Cora, des mamans, des vieux dont les mains disent le travail d'une vie, des étudiantes, font les

courses en gilet jaune ; des caissières les croisant, sortent le gilet mis sous leur caisse. On ne s'est jamais autant souri.

D'autres luttes clamaient Black is beautiful, et d'autres luttes encore, nous sommes lesbiennes, gays, « pride ! ». Les barrages disent pareil : « populaire is beautiful », « lutter est notre pride ». Et avec tant d'élan (cet animal sympathique).

Qui l'eût prédit ? La nouvelle couleur du drapeau rouge est un gilet jaune. L'histoire perpétuellement échappe aux maîtres qui croient contrôler les gueux. Avant d'être dans les bagnoles, les gilets jaunes se portaient sur les chantiers.

<https://www.humanite.fr/le-rouge-est-jaune-664875>

***) Amplifier la collecte de dons**

Lundi, 10 Décembre, 2018

Patrick Le Hyaric

Par Patrick Le Hyaric, directeur de *l'Humanité*.

Au cœur d'un puissant mouvement social diversifié dont nos journaux s'attachent à décrypter les enjeux et à favoriser les rassemblements, vous êtes nombreux à répondre à notre appel pour empêcher que le pire n'advienne pour l'Humanité.

Faire un don en ligne

Ces quatre pages présentant les noms des donateurs de ces dernières semaines en témoignent. Nous remercions chacune de celles et de ceux qui se mobilisent. Cette liste montre, s'il en était besoin à toutes et tous, notamment aux pouvoirs publics et aux banques, la force et la vitalité du lectorat de l'Humanité.

Nous avons indiqué un besoin de plus de 2 millions d'euros pour faire face à nos échéances. Aujourd'hui, plus de 10 % de cette somme a été réunie. Nous nous adressons à l'ensemble de la société, aux démocrates, aux parlementaires dans leur diversité, au monde de la culture et des arts, aux penseurs, aux acteurs de l'économie sociale et solidaire dont nous sommes des partenaires fidèles, au monde de l'économie en général, qui, lui aussi, a intérêt à l'existence du pluralisme de la presse et de l'Humanité, qui souvent témoigne de ce qui travaille nos entreprises, nos quartiers, nos villages, et constitue un indicateur de ce qui se passe dans la société.

Seul un large mouvement pourra empêcher le pire. J'ai en effet eu l'occasion de dire, il y a quelques jours, à quel point l'Humanité est mortelle. Rien ne servirait de se le cacher. Les conditions d'existence des journaux se sont considérablement modifiées sous l'effet du développement numérique, des changements des modes de lecture et d'accès à l'information, sans parler de la non-exposition de nos titres sur les pages d'accueil des grands groupes numériques, contribuant à réduire notre place dans l'espace public alors que le coût d'accès aux lieux de vente oblige à réduire notre exposition physique. Ajoutons que la diminution constante des recettes publicitaires aggrave nos handicaps. Nos recettes diminuent alors que nos prévisions budgétaires pour l'année 2019 indiquent déjà que nos coûts de production et de distribution augmenteront de près de 1 million d'euros. À ceci s'ajoute évidemment l'augmentation constante des coûts de production de la Fête de l'Humanité.

Le combat est toujours plus rude pour faire vivre notre presse et maintenir son indépendance au moment où des groupes industriels et financiers étrangers tentent de faire main basse sur une partie des journaux français. Nous ne pouvons accepter une situation où, sous prétexte de nos difficultés financières, l'Humanité deviendrait par

différents artifices une proie pour de telles opérations dans le cadre de ce cannibalisme capitaliste.

Nous appelons donc à susciter un puissant mouvement pour que vive l'Humanité et pour préserver son indépendance. Son utilité doit être valorisée au service du décryptage de l'information, de la mise en débat de la question sociale, de la paix et du désarmement, ou de la recherche de nouvelles voies de transformation sociale, démocratique et écologiste.

Le temps presse. L'engagement pour la pérennisation de l'Humanité passe par la promotion des contenus de nos journaux et de notre plateforme numérique, l'élargissement de leur audience et le gain de lectrices et lecteurs. Dans l'immédiat, il appelle une large collecte de « dons défiscalisés » en mobilisant largement autour de nous, dans nos familles, parmi nos amis ou collègues de travail, par l'organisation d'initiatives de collecte de fonds.

Une nouvelle étape de notre combat s'engage pour réunir les fonds dont nous avons besoin d'urgence.

[Faire un don en ligne](#)

<https://www.humanite.fr/amplifier-la-collecte-de-dons-664863>

***) Convention. Le week-end des insoumis bousculé par les gilets jaunes**

Lundi, 10 Décembre, 2018

Julia Hamlaoui

Au parc des expositions de Bordeaux, où s'est réunie la FI pour sa troisième convention, l'acte IV de la mobilisation a occupé tous les esprits. Avec Manon Aubry, d'Oxfam, en tête de liste, le mouvement s'est tout de même lancé dans la bataille européenne.

Les élections européennes de mai 2019 devaient être l'enjeu numéro un de la convention de la France insoumise (FI), réunie ce week-end à Bordeaux, mais le mouvement des gilets jaunes en a décidé autrement. « J'avais préparé un texte sur l'Europe mais le contexte est plus fort que le texte », a lancé Jean-Luc Mélenchon lors de son discours, samedi. L'ordre du jour a été « chamboulé » et parmi les 1 500 inscrits (dont 1 200 tirés au sort), « possible qu'il y ait moins de présents » mais « cela veut dire que nous sommes ancrés dans le mouvement », s'est félicité le directeur des campagnes de FI, Manuel Bompard, à l'ouverture de la convention. Alors que dans la salle du parc des expositions, samedi, les insoumis échangent en petits groupes sur les gilets jaunes, une délégation se rend à la manifestation bordelaise. « Pour l'anniversaire de la loi de 1905, le peuple français a manifesté pour la séparation du fric et de l'État », salue Jean-Luc Mélenchon à son retour. L'acte IV a « été d'une très grande puissance » et met « fin à un cycle qui semblait interminable de résignation », estime-t-il. Le chef de file des insoumis en appelle à la « dissolution » de l'Assemblée nationale, « une issue raisonnable et tranquille ».

« DES MILLIERS DE GENS PRENNENT CONSCIENCE DE LEUR FORCE »

Sous la halle, certains ont leur gilet jaune sur le dos. « On participe comme on peut avec mon mari, explique Myriam, une insoumise de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). Moi, je suis hôtesse de caisse à 26 heures avec deux enfants, je ne peux même pas acheter les produits du supermarché où je travaille. » « Quand on a créé la France insoumise, on a voulu un mouvement et pas un parti pour entendre pourquoi les formes d'organisation traditionnelle ne sont plus en mesure de capter les colères, les indignations, les propositions du quotidien », rappelle au micro Manuel Bompard. De ce point de vue, « on a certainement loupé quelque chose, constate Jean-Michel, de Périgueux (Dordogne). Mais, dans les idées, on n'a pas loupé. Une grosse partie de notre programme est repris », se réjouit-il. Pour de potentielles législatives anticipées ou les prochaines européennes, Pierre, venu du « fin fond des Yvelines », veut y croire : « Des milliers de gens prennent conscience de leur force et s'aperçoivent qu'ils ont des revendications assez profondes. Le programme de FI y correspond, ils vont finir par s'en rendre compte. »

« Notre but n'est pas de récupérer, c'est d'être récupérés, et j'ai l'honneur de vous dire que c'est fait », lance, de son côté, Jean-Luc Mélenchon. Le scrutin de mai 2019 n'est pas pour autant passé à la trappe. « Nous souhaitons, plus que jamais, faire de ces élections un référendum contre Macron et sa politique », rappelle d'emblée le député de Seine-Saint-Denis, Bastien Lachaud. Les gilets jaunes « nous obligent, nous candidats, à nous hisser à la hauteur de ce mouvement », ajoute l'eurodéputé FI sortant Younous Omarjee, faisant de l'écologie, « la mère des batailles ».

Les insoumis sont désormais prêts. Leur liste a été approuvée hier par 89,9 % des 18 386 votants en ligne (sur les 500 000 insoumis revendiqués). À sa tête : Manon Aubry, d'Oxfam. « C'est bien ce combat contre les inégalités, l'injustice sociale, qui s'exprime partout dans les rues de France, qui nous rassemble. C'est cette urgence qui m'a poussée à franchir le seuil du mouvement », explique la candidate. Emmanuel Maurel, qui a rompu avec le PS pour fonder Après, occupe, lui, la sixième place. Le programme de campagne, et ses douze priorités (des services publics à la lutte contre l'évasion fiscale en passant par la préservation de la biodiversité), a, lui, été validé par 93,4 % des 27 511 votants qui se sont prononcés. Outre « dire non à l'Europe actuelle, c'est aussi pouvoir dire oui à l'Europe des peuples souverains », résume Charlotte Girard, qui n'est plus en position éligible, mais figure bien à la dernière place, juste après Jean-Luc Mélenchon. D'autres n'y sont pas ou plus et l'ont fait savoir, à l'instar de Djordje Kuzmanovic ou de Liêm Hoang-Ngoc. « Amertume », balaie Manuel Bompard. Mais c'est aussi le symptôme de questionnements qui traversent la FI. « L'élaboration du programme et le choix des candidats ont été décidés par la base, par contre ce n'est pas le cas de l'orientation stratégique et du choix des alliances », affirme, par exemple, Pierre, à la pause. À l'origine de quelques soubresauts ces dernières semaines, la démocratie interne a été abordée ce week-end. « Notre mouvement est évolutif. Nous proposons de franchir une nouvelle étape pour en corriger les défauts », explique Manuel Bompard. Sur la table, quatre propositions : un « forum politique national » pour élaborer la stratégie du mouvement, un « comité de respect des principes » de FI, une « structure de coordination nationale », une réunion de « l'assemblée représentative à l'issue des européennes ». « Il faut une révocabilité des mandats à l'intérieur du mouvement, ce qui suppose qu'il y ait des mandats », considère une militante à l'une des tables où l'on cogite sur ces nouveautés.

« Il n’y en a pas, c’est la vertu du “gazeux” », entend-on alors ironiser. « Pour notre mouvement, ajoute un autre, on a les mêmes revendications (sur la démocratie) que les gilets jaunes, finalement. »

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/convention-le-week-end-des-insoumis-bouscule-par-les-gilets-jaunes-664851>

***) Gauche : Rififi et défis à la FI**

Vendredi, 7 Décembre, 2018

Cédric Clérin

Retraits ou évictions de candidats aux européennes, convergences politiques fluctuantes, positions floues sur des thèmes majeurs – tels que l’Europe, l’immigration –, épisode des perquisitions... la crise couve à la France insoumise. La séance de clôture de sa convention nationale se tient les 7 et 8 décembre à Bordeaux. L’occasion de repartir de l’avant ?

Le contraste est saisissant. À la fin de l’été, la France insoumise (FI) mettait en scène le ralliement d’Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann, deux figures de l’aile gauche du PS. Le PS qui perd sa gauche, la France insoumise qui l’aspire, comme un passage de témoin entre ancienne et nouvelle force dominante à gauche. Deux mois plus tard, la liste pour les prochaines élections européennes, qui symbolise la convergence, est la toile de fond de ce qui ressemble à une crise de croissance. Pour différentes raisons, 9 des 66 candidats désignés en juin ne sont aujourd’hui plus sur la liste, soit 15 %. Cela fait beaucoup. Le 25 novembre, le comité électoral de la France insoumise a notamment décidé d’évincer Djordje Kuzmanovic et François Cocq, accusés d’étaler des divergences sur la place publique. Ces décisions font suite aux défections de Sarah Soilhi, oratrice nationale de la FI et une des figures de la campagne de 2017, de Corinne Morel-Darleux, dirigeante du Parti de gauche depuis sa création, ou encore de Charlotte Girard, la tête de liste pressentie. « Des ambitieux ! » tranche Jean-Luc Mélenchon. Reste que le pedigree des concernés témoigne de la réalité des questions posées à la France insoumise. Qui sont de trois ordres : politique, stratégique et de fonctionnement interne.

L’ENJEU DES EUROPEENNES

Le flou s’est d’abord installé sur ce que défend la France insoumise, par exemple l’Europe ou l’immigration, sujets sous-jacents dans les débats actuels. Sur le premier, lors de la campagne présidentielle, la FI proposait un plan A (imposer d’autres politiques en Europe), en agitant la menace d’un plan B qui s’apparentait à une sortie de l’euro. Le programme adopté pour les élections européennes propose un plan B qui consiste désormais dans le fait de « construire de nouvelles coopérations européennes libérées des traités autoritaires ». Un subtil changement dénoncé, par l’ancien député européen et économiste insoumis Liêm Hoang-Ngoc, comme « un plan B transformé en un inoffensif plan A’ qui revient, au final, à crier “l’Europe sociale !” en sautant comme un cabri ». Du côté de la direction du mouvement, on dément tout changement de ligne, invoquant une adaptation aux enjeux des européennes qui sont d’élire des députés qui n’auront pas le même rôle qu’un président.

Autre sujet sensible, le rapport à l’immigration ou encore aux quartiers populaires. À la suite de son éviction, Djordje Kuzmanovic a dénoncé « la complaisance des segments gauchistes de la FI à l’égard des thèses indigénistes, le mépris affiché pour les forces de l’ordre, la négation du problème posé par l’islamisme et le refus de regarder en face les défis posés par l’immigration ». Il vise implicitement des dirigeants comme Éric Coquerel, député de Seine-Saint-Denis et organisateur de la Rencontre nationale des quartiers populaires, le 18 novembre dernier. En octobre, semblant pourtant être inspirée par son courant « républicain et souverainiste », incarné par Cocq et Kuzmanovic, la FI avait refusé de se joindre au « Manifeste pour

l'accueil des migrants », qui rassemble largement à gauche. Les insoumis invoquaient alors une critique molle du système, une faiblesse sur les causes des migrations et un accueil semblant inconditionnel qu'ils ne partagent pas. Un certain malaise était alors apparu dans le mouvement.

Ces atermoiements politiques sont en réalité le reflet d'une recherche stratégique pas tout à fait stabilisée. Si la présidentielle de 2017 s'est clairement faite autour de l'idée du populisme, dépassant les clivages et s'adressant directement au peuple, la ligne a fluctué depuis et fait l'objet de débats. Les uns, comme Corinne Morel-Darleux, dénoncent « les “signifiants vides” du populisme et de la stratégie anti-Macron visant à fédérer le plus largement possible (qui) étouffent trop souvent la radicalité du projet initial ». D'autres, au contraire, regrettent le retour de « la stratégie de la gauche rassemblée, qui éloigne des Français ». Après la séquence « Maurel », accueillie tièdement par les insoumis, l'attitude du président des députés insoumis lors des perquisitions du 16 octobre dernier a semé le doute sur sa capacité à rassembler pour mener le mouvement au pouvoir.

UN MOUVEMENT « GAZEUX »

Quelques semaines plus tard, c'est de nouveau le populisme qui est remis au goût du jour avec le mouvement des gilets jaunes, « incarnation de la révolution citoyenne que nous appelons de nos vœux », selon Jean-Luc Mélenchon. Le mouvement correspond, au moins pour partie, à ce qu'il théorise depuis son ouvrage « l'Ère du peuple » (2013), à savoir une structuration autour de problématiques de « l'aire urbaine », plutôt que l'entreprise où se cristallise le combat de classe.

Autre signe de flottement stratégique, la législative partielle à Évry, en novembre : après avoir exhorté EELV et le PS à soutenir leur candidate, Farida Amrani, entre les deux tours, les dirigeants insoumis ont fustigé « l'échec de la stratégie d'union de la gauche »... Difficile de s'y retrouver. Des fluctuations qui interrogent sur le fonctionnement interne du mouvement.

La France insoumise se veut un mouvement « gazeux », une façon de contourner le caractère pyramidal des organisations traditionnelles. Problème : le mouvement n'a aucun lieu de pouvoir identifié et donc aucun endroit où se tranchent les débats. Les insoumis arguent d'ailleurs du fait que les changements dans la liste pour les européennes ne viennent pas d'une direction politique mais d'un comité électoral dont deux tiers des membres sont tirés au sort. La synthèse des contributions des adhérents pour préparer la convention nationale, dont l'amélioration du fonctionnement interne est à l'ordre du jour, indique que « la volonté d'une plus grande transparence du mouvement apparaît dans de nombreuses contributions. (...) Des contributions évoquent ainsi un “national” aux contours flous dont ils récusent la légitimité ». Il ne devrait pourtant pas y avoir de grand changement dans l'organisation. Certains prétendent qu'il s'agit de préserver le caractère horizontal et novateur du mouvement, d'autres son caractère autoritaire sous couvert d'horizontalité. Participation citoyenne, personnification du pouvoir, ce à quoi la France insoumise est confrontée n'est pas sans rapport avec ce qui monte dans la société contre la Ve République.

La France insoumise va donc devoir relever trois défis – politique, stratégique et organisationnel – pour incarner un mouvement capable de construire « l'avenir en commun », l'objectif qu'elle s'est fixé. Pour Clémentine Autain, députée de Seine-

Saint-Denis et membre de la FI : « Nous sommes dans un moment charnière pour la France insoumise et j'espère qu'un sursaut va arriver. »

Cédric Clérin

<https://www.humanite.fr/article-sans-titre-664657>

***) Nicolas Langlois « Ce mouvement ne s'oppose pas à l'impôt mais à l'injustice fiscale »**

Samedi, 8 Décembre, 2018

Diego Chauvet

Le maire communiste de Dieppe explique la démarche des « récits de la colère » initiée par sa municipalité. Une démarche de longue date pour les élus communistes, explique-t-il, qui consiste à écouter les gens et à leur faire confiance.

Pourquoi cette initiative des « récits de la colère » à Dieppe ?

Nicolas Langlois Parce qu'il y a mille raisons d'être en colère, et mille façons de l'être.

Mille façons de mettre son gilet jaune ou son gilet rouge. Nous savions que la hausse des taxes sur le carburant c'est ce qui avait mis le feu aux poudres, mais que les raisons de la colère étaient plus profondes. On a voulu que ce soit les gens eux-mêmes qui l'expriment.

Avez-vous été surpris du contenu de ces récits ?

Nicolas Langlois On a une vieille tradition politique qui consiste à écouter ce que les gens ont à nous dire. Donc nous n'avons pas été surpris par ce qu'ils ont écrit. Les salariés ne sont pas des fans du gazole ou de l'essence. Pour eux, c'est un moyen de se déplacer. Quand on les pénalise sur ce qui leur permet d'aller au boulot, d'emmener les gamins faire du sport et de faire des activités, ça fait rejaillir tout le reste. Les femmes sont surreprésentées dans ce mouvement par rapport à d'autres. Ce sont les premières à être touchées par la vie chère, la précarité, ce sont elles qui ont les plus bas salaires, les boulots les plus précaires, et qui supportent les tâches ingrates au foyer. Ce n'est pas un mouvement contre l'impôt mais contre l'injustice fiscale.

Que comptez-vous faire de ces récits ?

Nicolas Langlois Ils nourrissent le travail de notre député à l'Assemblée, Sébastien Jumel, et ce que nous comptons mettre en place au niveau des politiques municipales. Sur les nouvelles solidarités qui s'adressent aux salariés les plus modestes, par exemple. Souvent ils n'ont droit à rien. Ils ont un salaire, mais ils ne sont pas assez riches pour pouvoir se passer de dispositifs de solidarité qui jusque-là n'existaient pas. Nous avons donc mis en place des soutiens à la pratique sportive pour tous les gamins, une journée de vacances pour toutes les familles, sans conditions de revenus, qui aide aussi à créer des souvenirs collectifs entre les différents quartiers de la ville. Sur la question des transports, ça se passe au niveau de l'agglomération. Mais c'est un des chantiers qui doit répondre en partie à la colère exprimée. On n'a pas encore évolué sur la question des tarifs au sein de l'agglomération, mais je ne renonce pas. On va déjà permettre à un plus grand nombre de quartiers d'être desservis. La tarification sociale va enfin se mettre en place à l'échelle de l'agglomération. Mais, pour aller vers la gratuité, il y a encore du

boulot. Pour les moins de 25 ans par exemple, ce serait 300 000 euros par an. Avec le gel des dotations, ça rend les choses plus difficiles.

Comment s'articule votre travail d'élus avec ce mouvement ?

Nicolas Langlois On a de vrais débats entre nous... Comme c'est une forme nouvelle de mouvement, les gilets jaunes peuvent inquiéter ou questionner. Mais il faut faire confiance aux gens. On ne peut pas préférer que les gens qui souffrent se taisent quand on est communiste. Quand je discute avec les gilets jaunes, je leur rappelle que ce mouvement est très soutenu par l'opinion et qu'il faut qu'il reste populaire. Mais je ne leur fais pas la leçon, après ils font ce qu'ils veulent.

Ce mouvement nous change clairement. Institutionnellement, on ne fonctionne pas comme ça. Et, en même temps, on voit bien qu'ils cherchent à s'organiser, à se trouver des représentants. Il y a vraiment de la dignité dans ce mouvement, et c'est ce qui gêne le président de la République. De ce que j'entends sur les barrages, il a l'air complètement déconnecté des réalités du peuple.

Entretien réalisé par Diego Chauvet

<https://www.humanite.fr/article-sans-titre-664648>

***) L'homme du jour. Fabien Gay, sénateur du peuple**

Vendredi, 7 Décembre, 2018

Gaël De Santis

Qui a dit que la parole des élus communistes n'était pas diffusée ?

Qui a dit que la parole des élus communistes n'était pas diffusée ? Une vidéo du sénateur Fabien Gay a été vue plus de quatre millions de fois sur les réseaux sociaux, devenant un véritable phénomène sur la Toile. Il faut dire que son intervention au Palais du Luxembourg, prononcée début novembre, était en syntonie avec la colère des centaines de milliers de citoyens sur les ronds-points ou dans les rues de France, et au-delà, des millions qui les soutiennent. Interpellant le gouvernement sur la hausse des prix du carburant, du gaz, et du fioul domestique, il faisait état du sentiment, pour les Français d'être victimes d'un « véritable hold-up fiscal ». « Vous faites payer une fiscalité maquillée en vert aux familles populaires et aux classes moyennes. Or, ce sont ces familles qui subissent les salaires bloqués, le Smic non revalorisé et les pensions de retraite qui baissent avec la hausse de la CSG. Tout ceci pour compenser vos cadeaux aux plus riches, avec la baisse de l'impôt sur la fortune et les cadeaux fiscaux aux entreprises comme le Cice qui aura coûté 99 milliards d'euros pour un effet quasi nul pour l'emploi », dénonçait-il, tapant dans le mille.

Depuis, l' élu, qui a été directeur de la Fête de l'Humanité, est même reconnu dans le RER B, qu'il emprunte pour se rendre au Sénat. « Vous n'avez plus d'argent pour faire le plein de votre voiture. C'est pour ça que vous étiez "vénère" sur la vidéo car vous êtes obligé de prendre le RER B », a même dit un jour un passager à ce sénateur immergé dans le peuple.

Gaël De Santis

<https://www.humanite.fr/lhomme-du-jour-article-sans-titre-664786>

*) Convention. Après des turbulences, FI mise sur les gilets jaunes

Vendredi, 7 Décembre, 2018

[Julia Hamlaoui](#)

Ce week-end à Bordeaux, en Gironde, la convention de la France insoumise s'ouvre après plusieurs départs. Mais aussi en pleine mobilisation des gilets jaunes, une « *révolution citoyenne* » appelée de ses vœux par Jean-Luc Mélenchon.

Les ronds-points sont occupés, les gilets jaunes se retrouvent aux Champs-Élysées. Une mobilisation, sous forme de « révolution citoyenne », bienvenue pour une France insoumise (FI) en proie à des difficultés ces dernières semaines – des perquisitions du mois d'octobre à des défections dans ses rangs. « Je jubile. Les événements en cours sont à mes yeux la confirmation du schéma théorique mis au point dans la théorie de la révolution citoyenne telle que l'a résumée mon livre *l'Ère du peuple* », a écrit son chef de file, Jean-Luc Mélenchon, sur son blog alors que la convention de son mouvement doit se tenir ce week-end à Bordeaux. En dernière minute, une séance sur le mouvement des gilets jaunes a été ajoutée à son menu. « *L'Ère du peuple* pose un acteur nouveau, le “peuple” (...). Il décrit sa dynamique d'autoconstruction (...). Il montre comment l'opposition eux/nous est l'opposition entre intérêt général (...) et intérêt particulier et singulièrement celui du capital “court-termisme” contemporain. Bien des aspects de cette thèse se retrouvent dans ce que nous avons sous les yeux », précise celui qui avait lancé sa campagne présidentielle en 2017 avec la volonté de « fédérer le peuple » et non de « rassembler la gauche ». Pas question pour autant de « préempter » la mobilisation, assure le député des Bouches-du-Rhône qui y voit un « processus révolutionnaire auto-organisé » et un « dédagisme » qu'il avait pronostiqué. « Ce sont eux qui décideront, sur les barrages, si les annonces d'Édouard Philippe leur semblent satisfaisantes ou non », insiste-t-il, plus tard sur le plateau de LCI, plaidant pour sa part pour que le gouvernement « cède ou parte ».

DES TENSIONS LORS DE LA CONSTITUTION DE LA LISTE POUR LES EUROPEENNES

La réaffirmation de cette stratégie populiste de gauche a aussi trouvé de l'écho à l'issue de la dernière législative partielle dans la première circonscription de l'Essonne quand l'élu de Marseille a fustigé une campagne « sur le thème d'une soi-disant gauche rassemblée » alors que la candidate insoumise venait de se faire battre sèchement au second tour. En septembre, pourtant, le même insoumis faisait les yeux doux à l'aile gauche du PS : « J'ai le cœur plein d'enthousiasme si vos chemins viennent en jonction des nôtres. Que finisse cette longue solitude pour moi d'avoir été séparé de ma famille. » Depuis, Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann ont quitté leur parti pour en fonder un nouveau, Après, et s'allier avec la FI pour les européennes.

La friction entre ces deux lignes de conduite – populisme de gauche et volonté de reconstituer la gauche sous la bannière de la FI – a été à l'origine de tensions ces dernières semaines. Des tensions qui se sont exprimées lors de la constitution de la liste pour les européennes, dont les dix-neuf premiers noms ne seront connus que samedi avec un vote en ligne des insoumis dans la foulée. Manon Aubry, d'Oxfam,

aurait été contactée pour en prendre la tête. D'autres candidats, eux, n'en sont plus, voire ont claqué la porte du mouvement, de l'économiste Liêm Hoang-Ngoc à l'ex-conseiller Djordje Kuzmanovic, en passant par des historiques du Parti de gauche (PG) comme Corinne Morel- Darleux ou la championne de kick-boxing Sarah Soilihi. Raisons personnelles, ego qui n'ont pas supporté la place qui leur était attribuée ou expression publique de désaccords, justifient les responsables du mouvement. À Djordje Kuzmanovic, il est reproché des « remarques sexistes » et d'avoir « publiquement réitéré des propos considérant comme secondaires les luttes féministes et LGBT ». Pas traces, en revanche, dans les récriminations du comité électoral, de ses prises de position sur l'immigration avec lesquelles Jean-Luc Mélenchon avait pris publiquement ses distances. Un sujet lui aussi source de fortes divergences lors du lancement du Manifeste pour l'accueil des migrants fin septembre par Mediapart, Politis et Regards. L'ancien porte-parole, lui, y voit un « conflit idéologique » plus profond encore. « Si la campagne présidentielle a été portée par la stratégie populiste, les nouveaux cadres de la FI, arrivés avec la marée du succès et majoritairement issus du militantisme gauchiste, sont vite revenus à leurs vieux réflexes », estime Djordje Kuzmanovic, dans une tribune publiée par Marianne pour expliquer son départ. Dès début juillet, l'ex-secrétaire général du PG, François Cocq, reprochait que « la ligne stratégique dite “populiste” ait été rangée au placard pour laisser place au “leadership à gauche” ». De quoi expliquer désormais le décrochage avec les gilets jaunes, selon lui : « C'est quand même un monde que la France insoumise, qui a fait de cette analyse le cœur de sa conception, ne soit pas aujourd'hui en capacité d'en tirer des bénéfices. C'est bien qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas. » À l'inverse, Corinne Morel-Darleux a, elle, dénoncé « les “signifiants vides” du populisme et de la stratégie anti-Macron ».

UNE CONSTRUCTION COMMUNE SOUS LE LABEL FRANCE INSOUMISE

« Fédérer le peuple » ou « rassembler la gauche » ? Pas de contradiction aux yeux du nouvel allié Emmanuel Maurel : « On voit avec les gilets jaunes qu'un certain nombre de repères sont remis en question, la culture et l'appréhension du paysage politique ont changé. Moi, je n'oppose pas la “stratégie populiste” au rassemblement de la gauche, je pense qu'il faut rapprocher la gauche du peuple. » « On constate des convergences idéologiques et stratégiques et on fait campagne ensemble », ajoute le député européen pour expliquer le rapprochement. Le programme pour le scrutin de mai, qui comporte toujours le fameux plan B sous une nouvelle variante, doit lui aussi être voté par les insoumis. Reste que, pour Jean-Luc Mélenchon, s'il s'est bien agi d'aller chercher des têtes d'affiche à gauche, le cap a été maintenu. « L'idée est qu'on présente ensemble (avec les anciens de l'aile gauche du PS – NDLR) une liste aux élections européennes » mais cette « construction commune » se fera « dans le cadre du label France insoumise », soulignait-il fin octobre.

À l'heure où les gilets jaunes contestent toute forme de représentation, la France insoumise n'est pas non plus épargnée par la question démocratique. Outre l'aspect présidentieliste à l'origine de la FI peu en phase avec ce qui s'exprime dans les rues, son caractère « gazeux » est aussi l'objet de critiques, internes cette fois. Le fonctionnement (pas de direction élue ni de statuts notamment) a d'abord été dénoncé par les « insoumis démocrates » qui ont annoncé, cette semaine, la création de leur

association. Mais certains des dirigeants, récemment remerciés ou sur le départ, n'ont pas été plus tendres. Ne pas être rattrapé à son tour par le « dédagisme ». Une question de plus à l'ordre du jour pour la France insoumise ce week-end.

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/convention-apres-des-turbulences-fi-mise-sur-les-gilets-jaunes-664787>

*) Élections européennes. La liste Génération.s sera menée par son fondateur

Vendredi, 7 Décembre, 2018

[Audrey Loussouarn](#)

En plein mouvement des gilets jaunes, Benoît Hamon a annoncé vouloir porter la liste « citoyenne » de son mouvement pour le scrutin de mai 2019.

Benoît Hamon se relance dans la course aux européennes. L'ancien élu PS au Parlement européen (2004-2009) a annoncé, jeudi, dans un entretien au Monde, sa candidature pour « mener le combat en première ligne ». Car, dit-il, il « enten(d) le tic-tac climatique et le tic-tac démocratique qui menacent le futur de nos enfants bien plus qu'un déficit public ». Après ses deux échecs de 2017, entre élections présidentielle et législatives dans les Yvelines, l'ancien ministre, qui se voit « depuis de longs mois, le plus populaire à gauche », se « sen(t) une responsabilité » pour le scrutin de mai 2019.

« JE VEUX D'ABORD CONSTRUIRE UNE ALLIANCE CITOYENNE »

Ce jeudi soir, il tenait son « grand meeting citoyen et européen », en présence de l'ex-ministre grec Yanis Varoufakis. Un meeting qui intervient en plein mouvement des gilets jaunes, qui, à ses yeux, « marque le réveil du peuple français » et survient comme une « convulsion profonde de la société ». « À certains égards, ce mouvement qui mêle demandes sociales et démocratiques ressemble aux printemps arabes », avance-t-il, pointant la nécessité d'un « débouché politique à ces colères pour éviter qu'elles ne s'étendent ». Ses propositions : « Revoir la fiscalité sur le capital », « rétablir l'ISF », que « le Cice (soit) mobilisé vers les investissements en matière d'adaptation ou d'atténuation du réchauffement climatique », « augmenter le Smic et engager une négociation salariale » ou encore « lancer, par référendum, un processus d'états généraux vers la VIe République ».

Fin octobre, le mouvement initié à l'été 2017 a lancé, dans la même démarche que la République en marche, un « appel » à candidatures pour « construire la liste humaniste et écologiste qui changera l'Europe ». Après avoir accueilli dans ses rangs, il y a un mois, l'ancienne oratrice de la France insoumise Sarah Soilihi, Génération.s doit rattraper son retard. Si le dernier sondage Ifop de novembre crédite le mouvement de 2,5 % des votes, Benoît Hamon se montre persuadé que « ces élections vont continuer à bouleverser la vie politique française ». Mais quel débouché pour un mouvement qui a essuyé une fin de non-recevoir de la part de son ancien allié à la présidentielle, EELV, et qui refuse toute alliance avec le PS ? Son fondateur se dit « confiant » sur

une possible « unité de la gauche » : « Je veux d'abord construire une alliance citoyenne. Puis nous parlerons avec des mouvements politiques, les communistes, Place publique... » C'est avec ce dernier-né, au « discours jumeau » du sien, que Benoît Hamon envisage le plus sérieusement une convergence : « L'alliance citoyenne, on va la construire », assure-t-il, interrogé sur ses liens avec le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann et Thomas Porcher.

Audrey Loussouarn

<https://www.humanite.fr/elections-europeennes-la-liste-generation-s-sera-menee-par-son-fondateur-664785>

*) **Contre-feux. Comment écrit-on Mai 68 à l'envers ?**

Vendredi, 7 Décembre, 2018

[Grégory Marin](#)

Invoquer l'esprit de mai 68 pour attaquer les gilets jaunes ? comment, D'un même geste, bazarder les acquis et dénigrer les demandes sociales...

Il y a sept mois, l'Élysée ne voulait pas commémorer les 50 ans de Mai 68.

Aujourd'hui, les thuriféraires d'Emmanuel Macron invoquent le mouvement étudiant et ouvrier d'alors pour mieux dénigrer celui des gilets jaunes... Jeudi matin, sur France Info, Romain Goupil, leader étudiant de 1968, cinéaste notabilisé et macroniste convaincu, parlait de la « violence incontrôlable » du mouvement de 2018, évoquant les liens qui existaient en 1968 avec les organisations : « Un Parti communiste à 25 %, la CGT qui était extrêmement implantée, des organisations gauchistes ou d'extrême gauche très structurées sur un modèle marxiste (et) des libertaires... » Ce qui dessine, en creux, l'utilité de ces « corps intermédiaires » rabaissés sous les mandatures Sarkozy, Hollande... et Macron. « C'est un Mai 68 à l'envers », estime carrément Goupil. « Nous, les objectifs étaient de changer la société, contre la société de consommation, brûler les bagnoles... Eux sont pour la baisse de l'essence, pas respecter les 80 kilomètres à l'heure... » C'est aussi la position du magazine lepéno-compatible l'Incorrect du 24 novembre : « Une révolte pour essayer de sauver l'ancien monde », qualifiée de « défensive » quand celle de Mai 68 était « offensive ». Daniel Cohn-Bendit, lui, va au-delà, prêtant au mouvement actuel des tentations autoritaires – réelles chez une frange droitière des gilets jaunes, qui paraît loin d'être majoritaire. « En 68, on se battait contre un général au pouvoir. Les gilets jaunes aujourd'hui demandent un général au pouvoir », estime-t-il, rabougrissant « l'idéal politique » du mouvement au besoin d'une « main-forte ». Ou comment réécrire d'une même plume et Mai 68, en soutenant un président très loin de son esprit, et le cahier de doléances des gilets jaunes, en omettant les préoccupations sociales du mouvement.

Grégory Marin

<https://www.humanite.fr/contre-feux-comment-ecrit-mai-68-lenvers-664761>

*) **Gilets jaunes. Du virtuel au réel, la démocratie 2.0**

Vendredi, 7 Décembre, 2018

[Lionel Venturini](#)

Le mouvement, né sur les réseaux sociaux avant de s'emparer de l'espace public, constitue un tournant dans les modes de mobilisation.

«Comment des groupes Facebook ont déclenché une crise en France ? » La question qui taraude nombre d'observateurs devant un mouvement qui échappe aux formes classiques d'organisation était posée mardi par The Verge, magazine en ligne qui ausculte les nouveaux usages de l'information. Exagéré ? De fait, c'est sur les réseaux sociaux, et le principal d'entre eux (38 millions d'utilisateurs actifs mensuels revendiqués), qu'a percolé la colère des gilets jaunes, avant de devenir un canal d'information. C'est là que, après la pétition lancée en mai par Priscilla Ludosky, se sont multipliés depuis le mois de novembre les appels à mobilisation.

LA « TRES FAIBLE OCCURRENCE DU VOCABULAIRE RACISTE »

Difficile d'estimer le nombre de groupes ou de pages liés aux gilets jaunes. La page « compteur officiel de gilets jaunes », compte néanmoins 1,7 million de membres. Frédéric Filloux, en observateur averti, rappelle que, en France, 63 % des usagers d'Internet sont sur Facebook. La couverture du réseau cellulaire leur permet live, selfies, vidéos, alimentant toute la palette des sentiments : colère, humour... jusqu'au complot. Pour Fabrice Epelboin, professeur à Sciences-Po et spécialiste des médias sociaux, « Facebook permet d'avoir une forme d'infrastructure sociale. Le réseau est, pour le peuple, un outil de proximité ». Les dynamiques à l'œuvre ne sont pas loin de rappeler celles qui ont accompagné les printemps arabes.

Sans leader politique, mais pas sans leaders d'opinion, le mouvement a trouvé dans le réseau social des influenceurs tels Maxime Nicolle (plus de 100 000 followers), rompu à des Facebook live, ces « directs vidéos » où il peut se montrer incohérent ou complotiste sans que cela gêne outre mesure ses spectateurs. Pour beaucoup, qu'il importe que le réseau draine aussi des fake news, comme ces images sanglantes de précédentes manifestations pour des scènes des Champs-Élysées. Les réseaux sociaux amplifieraient-ils des phénomènes en leur accordant un poids excessif ? Les gilets jaunes ont pourtant un rapport ambivalent à Facebook, parfois accusé de censurer les messages, d'effacer des vidéos (qui contreviennent en fait aux règles de Facebook) ; des éléments complotistes avancent même qu'il s'agit là d'un ordre de l'exécutif, auquel se plierait le géant américain. Dans le même temps, Facebook serait en capacité – réellement – de « vendre » des informations, met en garde, sur son blog, Olivier Ertzcheid, maître de conférences en sciences de l'information. Pas « le nom d'Untel qui a liké telle proposition », mais plutôt, via « un annonceur agissant pour tel parti politique ou tel lobby, d'afficher la bonne publicité ou le bon argument au bon moment ».

Pour nombre d'internautes, Facebook est un lieu d'apprentissage des solidarités. Sans filtre, à l'inverse de la télévision, vue comme un prolongement de la sphère du pouvoir. Le réseau est pourtant tout sauf neutre. Pour le journaliste et blogueur

Vincent Glad, les algorithmes que le géant du numérique a mis en place privilégient certaines publications à d'autres, poussent plus volontiers la vidéo en direct que les contenus écrits, et rétrogradent les publications des médias au profit de celles provenant de votre entourage. Une fois que vous aurez « liké » plusieurs groupes ou pages des gilets jaunes, le réseau mettra en avant des contenus similaires, favorisant une « bulle de filtre ». En d'autres termes, il privilégierait la confortation d'une opinion plutôt que sa réfutation. Glad va plus loin en estimant que les algorithmes de Facebook, pensés par son fondateur Mark Zuckerberg comme une façon... de désenclaver l'Amérique en forçant le lien social local, donnent aux administrateurs de groupes Facebook un pouvoir démesuré. Avec, selon lui, « des prérogatives de nouveaux corps intermédiaires prospérant sur les ruines des syndicats, des associations ou des partis politiques. Ayant méticuleusement fait disparaître ces courroies de transmission entre lui et le peuple, Emmanuel Macron se retrouve maintenant en frontal face à des administrateurs de pages Facebook ».

Pour Olivier Ertzcheid, « une certitude », au final : « certains gilets jaunes » ont au moins autant raconté n'importe quoi sur « certains médias » que « certains médias » ont raconté n'importe quoi sur « certains gilets jaunes ». Une étude de chercheurs toulousains en sciences de l'information et de la communication, encore au stade du travail d'étape, a analysé le vocabulaire utilisé par les pages Facebook des gilets jaunes pour en conclure à la « très faible occurrence du vocabulaire raciste » et la « quasi-absence de terminologie d'extrême droite ». Voire des gilets jaunes conscients des enjeux écologiques. Bref, « un phénomène dont la nature n'est pas si hétérogène, ni si hermétique aux enjeux publics ».

UNE DEMANDE AIGUË DE TRANSPARENCE

Une rencontre à Matignon a tourné court car Édouard Philippe a refusé qu'elle soit diffusée en direct sur le réseau. Celle avec François de Rugy a été filmée et diffusée, en revanche... sans en avertir le ministre de l'Écologie. La demande de diffusion en direct des rencontres avec des officiels, pour qui a la mémoire du temps long, est-elle si saugrenue ? En août 1980, les ouvriers polonais en grève à Gdansk avaient obtenu que les négociations avec la direction soient retransmises en direct par la radio interne, puis par la télévision régionale. Les comités de grève locaux décrochaient même le téléphone pour dire leur accord avec telle ou telle mesure négociée, raconte Jacques Dimet, ancien journaliste à l'Humanité, dans son livre Pologne, une révolution dans le socialisme ? La demande de transparence, de démocratie directe et effective, on le voit, n'est pas si récente. Mais elle est singulièrement plus aiguë aujourd'hui, et pose des questions inédites.

Lionel Venturini

<https://www.humanite.fr/gilets-jaunes-du-virtuel-au-reel-la-democratie-2-0-664780>

*) **Le traité budgétaire peut être annulé**

Mercredi, 5 Décembre, 2018

Patrick Le Hyaric

Par Patrick Le Hyaric Directeur de l'Humanité, député au Parlement européen

En plein mouvement de rébellion contre les effets de l'austérité, le fameux « traité budgétaire », ou, dans le langage bruxellois, « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance », dit aussi TSCG, refait surface.

Ce texte aussi baptisé le « Merkozy », parce qu'il était l'enfant naturel de monsieur Sarkozy et de madame Merkel, signé par la suite par 22 États européens, sert depuis de guide à la confection des budgets nationaux. Il oblige chaque pays à s'imposer une règle d'or austéritaire, c'est-à-dire réduire les crédits publics pour les hôpitaux, les transports, la justice, la sécurité, les collectivités locales, l'université... et à privatiser toute une partie du secteur public. Autant de choix que contestent les mouvements sociaux et populaires en cours. François Hollande s'était engagé à le renégocier, avant de renier sa promesse.

Le Conseil européen vient de se rendre compte que ce traité dit « intergouvernemental » n'avait qu'une durée de vie de cinq années. Ce traité, entré en vigueur le 1er janvier 2013, doit s'inscrire dans le corpus du droit européen le 1er janvier 2019 au plus tard pour être juridiquement valide (article 16 du texte, (1)). C'est ce qu'a proposé le Conseil européen dans une directive qu'il a soumise à la Commission européenne et au Parlement européen. Celui-ci vient d'en être saisi. Sa commission de l'économie et des affaires financières, saisie au fond, a rejeté la proposition de directive ce mardi 27 novembre. Ce rejet entraîne l'impossibilité de le présenter en l'état à la prochaine séance du Parlement européen. On pourrait donc factuellement se trouver face à un vide juridique.

Certes, il ne détruirait pas l'architecture construite au fil des ans, qui permet de surveiller les budgets des États et de leur intimer des ordres de réduction de dépenses ou des mesures de coercition pour faire corriger les budgets et les politiques nationales. Mais si ce « traité budgétaire » est mis à bas, une brèche considérable s'ouvre.

Comment continuer à faire voter le budget 2019 de la nation avec les critères actuels, juridiquement caduques à partir de janvier 2019 ?

Un débat de type nouveau pourrait s'ouvrir sur les méfaits de l'austérité et sur les moyens à se donner pour engager de nouvelles dépenses publiques utiles, visant à préparer l'avenir, mêlant progrès social et progrès environnemental. Toutes celles et ceux qui agissent en ce moment sont concernés. Il s'agit de moyens financiers pour la santé, l'école, la culture, le logement économe en énergie, les transports propres, les prestations sociales comme la justice, la sécurité comme les marges des communes. Chacune et chacun, usager des services publics comme agent public, maire, conseiller municipal, parlementaire, peut agir et se faire entendre, écrire aux députés européens, à la Commission européenne et au gouvernement avec un message simple : nous refusons que l'austérité devienne le droit européen.

(1) ARTICLE 16. Dans un délai de cinq ans maximum à compter de la date d'entrée en vigueur du présent traité, sur la base d'une évaluation de l'expérience acquise lors de sa mise en œuvre, les mesures nécessaires sont prises conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, afin d'intégrer le contenu du présent traité dans le cadre juridique de l'Union européenne.

<https://www.humanite.fr/le-traite-budgetaire-peut-etre-annule-664681>

*) Roland Gori « Avec sa pratique bonapartiste du pouvoir, Emmanuel Macron se retrouve seul face à la colère populaire »

Mercredi, 5 Décembre, 2018

[Maud Vergnol](#)

En septembre, dans *la Nudité du pouvoir* (1), Roland Gori anticipait les fragilités du macronisme. Il analyse, aujourd'hui, le mouvement des gilets jaunes face à un « technofascisme néolibéral ».

Dans votre dernier essai, *la Nudité du pouvoir*, vous expliquez que celui-ci ne détient sa force que de notre cécité. Le mouvement des gilets jaunes est-il en train d'ouvrir les yeux de la société française ?

Roland Gori Le « miracle » Macron est en train de se dissiper et, avec lui, les attentes collectives et les croyances qui l'avaient favorisé. Les événements d'aujourd'hui tendent à démontrer la pertinence des analyses de Nicolas Machiavel : « Ceux qui de simples personnes deviennent princes par le moyen seulement de fortune n'ont pas grand-peine à y parvenir mais beaucoup à s'y maintenir ; et ils ne trouvent pas fort mauvais chemin au commencement, car ils y volent, mais toutes les difficultés naissent après qu'ils sont en place. » Les difficultés actuelles d'Emmanuel Macron proviennent du malentendu et du paradoxe qui l'ont porté au pouvoir.

Les gilets jaunes expriment un rejet massif du président de la République et dénoncent son arrogance. Que révèle cette personnification ?

Roland Gori Il y a plusieurs raisons à cela. La première résulte de la manière « providentielle », charismatique dont il a conquis le pouvoir. Il a court-circuité la file d'attente et d'avancement des partis politiques traditionnels. Et, de ce fait, il n'avait ni parti, ni élus locaux, ni corps intermédiaires pour le soutenir, mais des réseaux puissants d'influence. Comme tout leader charismatique, il ne peut, comme l'avait analysé Max Weber, conserver son autorité qu'« en faisant la preuve de ses forces dans la vie » politique. C'est pour cela d'ailleurs que ce type de pouvoir est « instable », il finit par se routiniser ou par succomber. Une autre raison de cette coagulation du rejet populaire réside dans la théologie politique d'Emmanuel Macron, selon laquelle il manque quelque chose à la démocratie, qu'elle aurait en son sein un vide depuis la mort du roi, mort que le peuple n'aurait pas voulue. C'est à cette place-là qu'il prétend se mettre, naguère occupée, selon lui, par Napoléon et de Gaulle. D'où son exercice « vertical », bonapartiste assumé du pouvoir. Il se retrouve donc seul face à la colère populaire. Enfin, il personnifie les élites actuelles qui ont lâché les grandes valeurs de la République pour succomber aux charmes d'une hybridation technocratique et financière. La jeune garde prétorienne qui l'entoure et occupe les postes de décision lui ressemble, lui renvoie son image dans ce palais des Glaces d'un nouveau narcissisme culturel. Comment voulez-vous que ceux qui subissent la misère, la peur, la précarité, l'humiliation, la prolétarianisation puissent s'identifier à de tels personnages sociaux ? Ce mouvement serait donc lui-même un produit de l'idéologie macroniste ?

Roland Gori Oui, sans nul doute, mais c'est un changement culturel plus général de paradigme, de manière de faire de la politique. Ce sont les entités que nous avons reçues en héritage des deux siècles précédents qui sont pulvérisées, décomposées et recomposées par les nouvelles technologies et la globalisation. Les gilets jaunes ont démontré leur efficacité politique dans les nouvelles luttes sociales. Ce que les partis n'ont pas réussi à faire, ils y parviennent avec la complicité passive de l'opinion qui fait son insurrection par procuration. Le pouvoir reçoit ce qu'il a contribué à fabriquer en méprisant les mouvements syndicaux traditionnels.

Des groupuscules d'extrême droite, bien que minoritaires, sont encore présents dans certaines manifestations. Ils cohabitent pourtant avec une majorité qui porte des - revendications progressistes. Où peut mener ce mouvement composite ?

Roland Gori Tout dépendra de l'intelligence politique du pouvoir de dire et de faire acte d'écoute et de changement de cap. Emmanuel Macron a confié les ministères décisifs (la « main droite » de l'État) à la droite... Il voit où cela nous mène. Saura-t-il rééquilibrer son « et droite et gauche » en faveur de la justice sociale ? Je n'en suis pas convaincu tant il est attaché à une vision technocratique du monde, dominée par l'« économisme », ignorant la vulnérabilité et la fraternité. C'est cette fraternité, cette égalité et cette liberté qui sont recherchées et affirmées sur les « barricades » improvisées de la contestation. Quant au caractère composite du mouvement, il était inévitable et résulte de la rhapsodie des colères et des humiliations qui l'ont impulsé face à une forme de technofascisme néolibéral. Cela s'est déjà produit dans l'histoire. Simplement, aujourd'hui, ce caractère hétéroclite est amplifié par les réseaux sociaux et la communication de l'information en temps réel.

Après avoir tenté de minimiser ce mouvement, le pouvoir, bien qu'ébranlé, ne lâche que des miettes. Quelle est la responsabilité du président de la République dans un moment comme celui-ci ?

Roland Gori Elle est majeure. On pourra toujours demander la démission d'un ministre si les choses s'aggravent ou s'éternisent. Mais il n'y a que le président de la République qui puisse réconcilier le peuple avec des institutions mises à mal par la civilisation néolibérale de la mondialisation et de la financiarisation. Il faut qu'il mette en acte ses paroles en sortant de la juxtaposition de sa rhétorique du cœur accolée à une pratique de répression sociale féroce, confondant justice et charité. Mais je crains qu'il ne commette une nouvelle erreur en sacrifiant un peu plus la classe moyenne pour aider les plus pauvres, tout en préservant les plus riches.

(1) La Nudité du pouvoir. Comprendre le moment Macron, Roland Gori, Éditions Les liens qui libèrent.

Entretien réalisé par Maud Vergnol

<https://www.humanite.fr/avec-sa-pratique-bonapartiste-du-pouvoir-emmanuel-macron-se-retrouve-seul-face-la-colere-populaire>

*) Stefano Palombarini : « Les gilets jaunes constituent une coalition sociale assez inédite »

Mardi, 4 Décembre, 2018

[Lionel Venturini](#)

En trouvant ses plus forts soutiens parmi les employés, les ouvriers et les indépendants, le mouvement agrège des catégories aux intérêts pouvant être très divergents. C'est en mettant de côté ces questions qu'il perdure.

La crise est désormais politique, et le surgissement des gilets jaunes interroge quant à sa capacité à perdurer. Pour Stefano Palombarini, coauteur avec Bruno Amable de *L'Illusion du bloc bourgeois* (1), la crise politique française n'est pas liée à des querelles d'appareils ou de personnes, mais à la difficulté à former un nouveau bloc dominant. Car Macron, élu en agrégeant des classes moyennes autour de la bourgeoisie, voit sa base sociale de plus en plus étroite. Entretien.

Les gilets jaunes, c'est un mouvement hétéroclite. Comment expliquez-vous qu'il n'éclate pas ?



Stefano Palombarini Le sondage Ifop sur la nature des soutiens aux gilets jaunes fait apparaître trois catégories qui supportent le plus le mouvement : les employés (63 %), les ouvriers (59 %) et les travailleurs indépendants (62 %, autoentrepreneurs, commerçants, artisans). Cette coalition sociale est assez inédite en France. Ce qui est frappant dans la liste de revendications envoyée aux médias est que toutes les mesures réclamées s'adressent au gouvernement, pas aux employeurs. La seule revendication salariale est le SMIC, qui est fixé par le gouvernement, avec une revendication de le porter à 1 300 euros, soit 150 euros de plus qu'aujourd'hui, ce qui est très raisonnable. En matière de pouvoir d'achat, le cœur des revendications, c'est une baisse d'impôts. C'est précisément l'abandon de revendications salariales traditionnelles qui permet l'unification du mouvement, entre des catégories qui autrement ne tomberaient pas d'accord entre elles.

Cela rappelle les débuts du Mouvement 5 étoiles en Italie, aujourd'hui au pouvoir dans une coalition avec l'extrême droite.

Stefano Palombarini Le Mouvement 5 étoiles a une base qui intègre indépendants et salariés : le prix payé pour construire cette alliance sociale, c'est qu'on n'interroge plus la relation salariale. Dans leurs revendications, les gilets jaunes ne réclament pas non plus l'abrogation des lois travail ou des ordonnances Macron : est-ce un signe ? C'est trop tôt pour être affirmatif, mais le risque que la nature néolibérale de la relation salariale ne soit plus objet de contestation existe. En Italie, le gouvernement Ligue/Cinq étoiles n'a pas remis en cause le Jobs Act de Matteo Renzi, très semblable à la loi El Khomri.

Cette alliance peut-elle durer ?

Stefano Palombarini Le bloc qui gouverne est minoritaire, l'opposition sociale est très forte, et en même temps fragmentée, ce n'est pas elle-même un bloc, c'est-à-dire un ensemble d'intérêts hétérogènes qui se reconnaissent dans un programme politique. Les gilets jaunes, c'est un début de perspective, encore embryonnaire. La question, c'est la plateforme politique : une véritable rupture avec les politiques néolibérales serait probablement appuyée par une fraction majoritaire des gilets jaunes, mais non par l'ensemble du mouvement.

La gauche peut-elle incarner cette rupture ?

Stefano Palombarini Les institutions de la Ve République gênent considérablement les possibilités de renouvellement des alliances, mais l'éclatement du bloc de gauche ouvre aussi un espace politique pour qui se propose de représenter la fraction populaire. C'est un travail idéologique longtemps abandonné à gauche. Dans notre livre, nous montrons que, déjà, la « deuxième gauche » de Rocard dans les années 1970 sacrifiait les intérêts des classes populaires, des ouvriers et des salariés du privé. Il est temps de tourner cette page.

(1) éditions Raisons d'agir, 245 pages, 10 euros.

Entretien réalisé par Lionel Venturini

<https://www.humanite.fr/les-gilets-jaunes-constituent-une-coalition-sociale-assez-inedite-664558>

*) « Le pouvoir du peuple » ou l'idée de VIe République

Mardi, 4 Décembre, 2018

[Audrey Loussouarn](#)

Sur le dos des gilets jaunes ou au sein des revendications se manifeste aussi le besoin d'un changement des institutions, utilisées par Emmanuel Macron pour jouer au « monarque ».

Ces deux derniers samedis, un slogan s'est répété en boucle, faisant l'unanimité au sein des gilets jaunes : « Macron démission ! » La cristallisation autour du chef de l'État n'est pas anodine. L'hyperprésidentialisation, entretenue par les présidents de la République successifs, a fait jaillir au dos des gilets des formules telles que « Non à la dictature en marche », « Macron impose, la France explose », mais aussi « La démocratie, c'est le peuple » et « Le pouvoir du peuple ». Une idée prend donc forme : changer de tête ne suffira pas.

Sur les réseaux sociaux, utilisés par le mouvement comme vitrine de cette parole du peuple, on peut lire, parmi les comptes de membres ou soutiens aux gilets jaunes, que « la France déclassée est partout dans les territoires » et qu'elle « reprendra le pouvoir par une démocratie directe et participative et des institutions renouvelées ». Mais aussi que « nos institutions sont antidémocratiques, il ne peut plus en être ainsi après quarante ans de trahisons ! » car « chaque jour (se manifeste) plus d'écart entre riches et pauvres ». « Les gilets jaunes posent la question des institutions. Besoin d'un système de votation citoyenne régulière, et pas d'une consultation tous les cinq ans ! » dit encore un internaute.

L'IDEE DE REMETTRE LE PEUPLE AU CŒUR DES PRISES DE DECISION

Parmi les doléances issues de la consultation de 30 000 personnes, envoyées jeudi à l'ensemble des députés, se retrouve cette idée de remettre le peuple au cœur des prises de décision. Sur les 42 propositions, pour la plupart liées aux questions sociales, se nichent celles d'un « référendum populaire » qui « doit entrer dans la Constitution » avec la « création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi ». De quoi raviver cette revendication d'une VI^e République, portée par des formations politiques de gauche, pour contrer un pouvoir « monarchique » ou « royaliste », qui se montre « méprisant » et « déconnecté », pouvait-on entendre samedi. Autre proposition mise en avant dans ces « directives du peuple », celle d'un « retour à un mandat de sept ans pour le président de la République ». « L'élection des députés deux ans après (son) élection permettait (de lui) envoyer un signal positif ou négatif concernant sa politique. Cela participerait donc à faire entendre la voix du peuple », est-il expliqué, juste avant l'idée de la « fin des indemnités présidentielles à vie ».

Audrey Loussouarn

<https://www.humanite.fr/le-pouvoir-du-peuple-ou-lidee-de-vie-republique-664551>

*) **Des enseignements et une réponse attendue**

Après l'acte IV de la mobilisation des gilets jaunes, plusieurs enseignements :

Le pouvoir persiste dans sa stratégie du choc : en provoquant, en gazant inutilement les manifestants pacifiques et en instrumentalisant une nouvelle fois la violence des casseurs, il compte uniquement sur la peur des braves gens pour restaurer son autorité et pour appeler à un retour à l'ordre. Les hommages appuyés et répétitifs aux policiers et gendarmes montrent à quel point le gouvernement est totalement coupé de la population. Les mesures sécuritaires prennent désormais appui sur les lois antiterroristes avec des interpellations sans que des infractions ou des délits aient été commis. A Nancy Florent Compain, président des Amis de la Terre France, et Denys Crolotte, du Mouvement pour une alternative non violente, ont passé une nuit en garde à vue pour avoir co-organisé la Marche pour le climat dans cette ville. ([Lire ici](#)). Les libertés individuelles ne sont plus garanties.

Le peuple n'est plus seulement devant la télévision, il redevient actif. Les réunions, les manifestations sur les ronds-points ont permis aux gens de se parler, de mettre des mots sur leurs maux, de réfléchir aux causes de leurs difficultés, de trouver le chemin de la lutte en commun même si l'articulation des différents collectifs demeure difficile.

La question de l'engagement et des formes de contestation est clairement posée. C'est malheureusement la conjonction entre les manifestations des gilets jaunes et les agissements des casseurs qui a créé les conditions d'un recul du pouvoir. Les marches apéritives ou digestives dominicales ne feront jamais plier un système assuré de sa domination et de sa puissance. Il faut en avoir conscience et y réfléchir. Il est certain comme l'expose Peter Gelderloos dans un ouvrage récent que « la non-violence protège l'Etat » ([lire ici](#)).

La coupure entre le monde syndical et les luttes de terrain spontanées doit cesser. La plupart des organisations syndicales sont apparues jusqu'à présent comme des forces conservatrices, garantes de l'ordre établi au côté du pouvoir en place. En prenant leur distance vis-à-vis du mouvement (qui a d'ailleurs évolué au fil du temps) elles ont encouragé le pouvoir à opter pour la manière forte.

Il faut à tout prix articuler le social et l'écologique, détruits tous les deux par le capitalisme financier, pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

Depuis l'accord de Paris, les dirigeants politiques du monde occidental, le monde qui pollue, ont montré qu'ils n'étaient pas à la hauteur

De la COP 21 à la COP 24, de Paris à Katowice, le monde a continué à régresser socialement et à tourner le dos aux mesures nécessaires pour éviter un emballement climatique qui éliminerait probablement l'espèce humaine. Les dirigeants politiques du monde riche - celui qui pollue le plus - ont failli ; ils ne sont pas à la hauteur du défi. Seuls des citoyens responsables peuvent faire pression et prendre leur destin en main, Pour cela il faut d'abord et urgemment résoudre la crise sociale.

Il nous faut donc changer de paradigme. Cela ne peut pas se faire en réformant une fois de plus un capitalisme financier qui a toujours su s'adapter pour maintenir et finalement accroître l'exploitation des hommes et de la nature. Une révolution est absolument nécessaire.

Après son discours de lundi soir Emmanuel Macron s'affirme une nouvelle fois comme le parfait représentant d'un modèle irréformable dont le moteur est l'accumulation ; c'était attendu. Emmanuel Macron choisit le « toujours plus » : toujours plus de richesse pour les possédants, il n'est pas question de revenir sur la suppression de l'ISF, et toujours plus de travail pour ceux qui en ont déjà par le biais de la défiscalisation des heures supplémentaires. Il tourne le dos au partage et à la solidarité et il lâche quelques miettes aux poussins pour les maintenir en cage. Mais pour combien de temps ?

Jean-Luc Gasnier, Président d'ATTAC33

***) « Gilets jaunes » : une enquête pionnière sur « la révolte des revenus modestes »**

Les premiers résultats d'une étude de sociologues, politologues et géographes sur cette mobilisation démontrent que les manifestants portent des revendications sociales plutôt que nationalistes

S'il n'y a pas de portrait type des manifestants, puisqu'une des caractéristiques du mouvement est sa diversité, les « gilets jaunes » sont d'abord des personnes, hommes et femmes, qui travaillent (ou, étant retraités, ont travaillé), âgées de 45 ans en moyenne, appartenant aux classes populaires ou à la « petite » classe moyenne. Les résultats, encore très provisoires, présentés ici s'appuient sur l'analyse de 166 questionnaires distribués auprès des participants aux actions sur les ronds-points et aux péages, ou lors des manifestations des 24 et 1er décembre, par une équipe d'une dizaine de chercheurs et d'étudiants.

Une surreprésentation des employés et une sous-représentation des cadres. Certaines catégories apparaissent comme particulièrement surreprésentées au sein des « gilets jaunes » qui nous ont répondu. C'est le cas des employés, qui constituent 33 % des participants (soit 45 % des actifs présents, contre 27 % de la population active française). Ils sont plus de deux fois plus nombreux que les ouvriers, qui représentent 14 % des participants. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont

également particulièrement nombreux : 10,5 % des participants (14 % des actifs présents, contre 6,5 % de la population active française).

A l'inverse, les professions intermédiaires et les cadres sont peu représentés : les premiers comptent pour 10 % des participants (13 % des actifs présents, contre 26 % de la population active française); les seconds sont à peine 5 % des participants (7 % des actifs présents, contre 18 % de la population active française) dans les cortèges et blocages qui ont eu lieu entre le 24 novembre et le 1er décembre. Un quart des participants au mouvement des « gilets jaunes » appartiennent à la catégorie « inactifs »; pour la majeure partie, il s'agit de retraités.

Des manifestants « d'âge moyen » Les « gilets jaunes » participant à l'enquête ont en moyenne 45 ans, un peu plus que l'âge moyen de la population française, qui s'élève à 41,4 ans. Les classes d'âge les plus mobilisées sont les 35-49 ans (27,2 %), puis les 50-64 ans (26,6 %) et les 25-34 ans. Les 18-24 ans représentent 6,2 % des participants; les plus de 65 ans, 17,3 %.

Un mouvement mixte Les hommes (54 %) sont un peu plus nombreux que les femmes (45 %). Cependant, la forte proportion de femmes, appartenant souvent aux classes populaires, une catégorie sociale traditionnellement peu mobilisée politiquement, est un fait notable. On y lit une propension de femmes à manifester identique à celle que nous avons observée dans les cortèges des 24 novembre et 1er décembre. Un écart comparable (55 % d'hommes, 44 % de femmes parmi les répondants) était observé dans le questionnaire administré dans La Manif pour tous du 16 octobre 2016.

Les femmes ont toujours manifesté, comme le montrent de nombreux travaux historiques. Elles sont en revanche ici plus visibles. A cela plusieurs raisons : sans porte-parole officiel, représentants syndicaux et politiques, qui sont habituellement des hommes, et en absence de structures, les médias sont contraints de tourner le regard vers les participantes et participants « ordinaires ». La forte dimension sociale du conflit et la centralité des revendications sur les conditions matérielles d'existence dans le mouvement social participent à la visibilité des femmes.

Une surreprésentation des bacheliers et des titulaires de CAP et BEP Quelque 20 % des personnes interrogées sont diplômées du supérieur (contre 27 % de la population générale, données Insee 2014); 5 % des participants ont un bac + 4 et au-delà, tandis que les deux niveaux de diplôme les plus représentés sont les détenteurs de BEP et CAP, qui sont 35 % (contre 24 % dans la population générale), et les bacheliers (29,3 % des répondants, contre 16,5 % de la population générale). Seuls 15,4 % des participants ont un diplôme inférieur au brevet (31,4 % de la population générale). Toutefois, le 8 décembre, nous avons reçu davantage de réponses de la part de personnes ayant un diplôme de master ou équivalent. Se dessine ainsi une population de participants ayant des niveaux de qualification intermédiaires.

Des mobilisés aux revenus modestes Quelque 55 % des répondants nous déclarent être imposables (une proportion presque identique à la population générale) et 85 % indiquent posséder une voiture. Le revenu médian du foyer déclaré représente 1 700 euros par mois, soit environ 30 % de moins que le revenu médian moyen déclaré de l'ensemble des ménages (enquête « Revenus fiscaux et sociaux » 2015 de l'Insee). Les participants aux actions des « gilets jaunes » sont donc pour la majorité d'entre eux des individus aux revenus modestes. Ils n'appartiennent pas aux catégories les plus précarisées économiquement : 10 % d'entre eux déclarent avoir un revenu inférieur à 800 euros par mois (contre 519 euros pour les 10 % des ménages français les plus pauvres).

Des primo-manifestants en nombre et des modes d'action variés Pour presque la moitié des répondants (47 %), le mouvement des « gilets jaunes » constitue leur première mobilisation. Seuls 44 % ont déjà participé à une grève. Il s'agit donc de participants peu rompus à l'action collective. Aux questions posées sur les formes d'action collective que la personne serait prête à accomplir ou à laquelle elle a déjà participé, la manifestation est le mode d'action le plus plébiscité (81 %), suivi par la pétition (69,4 % d'entre eux déclarent en avoir déjà signé une). Presque 9 participants sur 10 rejettent les modes d'action impliquant des violences aux biens, mais 58,8 % d'entre eux se déclarent par exemple prêts à occuper un bâtiment administratif. La moitié exclut également l'idée d'aller manifester à Paris, les répondants évoquant des raisons économiques, la violence et la nécessité de rester visible en province pour justifier ce choix. Sur le consentement à l'impôt, seuls 5 % des participants déclarent avoir déjà refusé de payer l'impôt, tandis que 58,4 % l'excluent complètement comme moyen d'action. Des analyses séparées ont d'ailleurs relevé très peu de différences entre les réponses des hommes et des femmes.

Un rejet des organisations représentatives traditionnelles et des orientations politiques atypiques Notre enquête confirme également le large rejet des organisations représentatives traditionnelles : 64 % considèrent que les syndicats n'ont pas leur place dans le mouvement, 81 % pensent de même pour tous les partis politiques.

Ce rapport de distance ou de méfiance à l'égard du système de représentation institué se retrouve lorsque les répondants sont invités à se situer sur l'échelle gauche-droite. La réponse dominante consiste à se déclarer comme apolitique, ou « ni de droite ni de gauche » (33 %). En revanche, parmi ceux qui se positionnent, 15 % se situent à l'extrême gauche, contre 5,4 % à l'extrême droite; 42,6 % se situent à gauche, 12,7 % à droite et, surtout, seulement 6 % au centre. En comparaison, un sondage conduit par Ipsos en avril montrait que 22 % des Français rejettent le clivage gauche-droite, quand 32 % se situent à gauche et 39 % à droite. Cette grande diversité du rapport au politique est un élément majeur de la singularité du mouvement.

Les motivations : pour le pouvoir d'achat et contre une politique favorable aux riches Pour les répondants, il s'agit moins d'une révolte contre une taxe en particulier, ou pour la défense de l'usage de la voiture, qu'une révolte contre un système fiscal et de redistribution jugé inique. Une révolte contre les inégalités, mais aussi contre une parole politique qui les méprise et les infériorise symboliquement. Il s'agit à la fois de défendre leur pouvoir d'achat et leur accès à un standard de vie (notamment les loisirs, de plus en plus inaccessibles) et d'une exigence de respect à leur égard et de reconnaissance de leur dignité de la part du personnel politique (gouvernement et président de la République).

Nous avons invité les participants à s'exprimer sur leurs motivations à travers une question ouverte en début du questionnaire (« Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui? »). Un pouvoir d'achat trop faible est le premier motif évoqué (plus de la moitié des répondants). Plusieurs personnes se plaignent de ne plus pouvoir s'offrir le moindre plaisir (« J'ai la vingtaine et j'ai pas une thune. Si je veux sortir, je dois me mettre à découvert. »). Des mères de famille nous font part de leurs fins de mois difficiles (« J'aimerais bien que mes enfants puissent avoir à manger dans leurs assiettes, et pas que des patates les deux dernières semaines du mois »), qui entraînent parfois des difficultés de logement, dont ont témoigné aussi bien des jeunes étudiants (« Je n'ai pas les moyens de me loger, je vis dans la dépendance d'une amie. ») que cette mère de famille (« Nous étions obligés de descendre dans le Sud pour vivre chez ma belle-mère. »).

Suit, dans la liste des motivations, le fardeau fiscal trop important (69 répondants, dont 18 qui pointent explicitement le prix élevé du carburant). Près d'un sur cinq déclare être là pour protester contre le gouvernement actuel et demande la démission d'Emmanuel Macron, évoquant l'« arrogance » de l'exécutif. Les termes de « monarchie », d'« oligarchie » ou de « dictature » reviennent pour souligner son caractère illégitime. On voit poindre le 24 novembre, puis se confirmer le 1er décembre, la demande de réformes institutionnelles. Un dixième des enquêtés demandent des réformes institutionnelles. Cette tendance semble accentuée chez les participantes et participants aux cortèges du 8 décembre.

Une deuxième question ouverte portait sur les mesures que le gouvernement devrait prendre pour répondre aux revendications des « gilets jaunes ». La réponse la plus fréquente est sans surprise une baisse des taxes et impôts, évoquée spontanément par un tiers des répondants. Pour 48 enquêtés, des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat sont également nécessaires. Parmi eux, 28 personnes demandent une augmentation du smic, voire des salaires en général, 14 une augmentation générale du pouvoir d'achat, 8 une augmentation des retraites. Des demandes de redistribution des richesses reviennent dans les réponses de 36 participants : 19 demandent spontanément la réintroduction de l'ISF, 5 une répartition plus juste des impôts.

Plus d'un cinquième des répondants demandent d'ailleurs tout simplement que le gouvernement écoute les citoyens, « qu'il se mette à [leur] place ». Il s'agit ainsi d'une des préoccupations principales des personnes rencontrées. Enfin, une des spécificités de ce mouvement est la présence de revendications institutionnelles, en plus des revendications sociales. Ainsi, 26 personnes ont déclaré que des réformes institutionnelles importantes seront nécessaires pour qu'elles puissent considérer que le mouvement est un succès : 18 en demandant des changements parfois fondamentaux (par exemple, en réclamant une « réforme totale de l'Etat », « un autre système politique »), 8 en demandant la fin des privilèges des parlementaires et 4 en se disant convaincus de la nécessité d'une VI^e République.

Il est à noter que seulement 2 des 166 personnes interrogées ont mentionné la gestion de l'immigration dans leurs réponses aux deux questions présentées. Cela invite à reconsidérer les analyses qui font du mouvement une émanation de l'extrême droite.

Les deux principales motivations des personnes mobilisées apparaissent donc comme étant une plus grande justice sociale (qu'il s'agisse d'un système fiscal faisant davantage participer les plus aisés, d'une meilleure redistribution des richesses ou encore du maintien des services publics) et la demande d'écoute de la part du pouvoir. Au contraire, les revendications nationalistes, liées notamment à l'identité ou à l'immigration, sont très marginales, démentant l'idée d'un mouvement qui serait noyauté par les électeurs ou les militants du Rassemblement national. Comme le souligne le sociologue Alexis Spire, auteur de *Résistances à l'impôt, attachement à l'Etat* (Seuil, 312 pages, 22 euros), c'est avant tout le sentiment d'injustice fiscale, plus prégnant chez les classes populaires, qui explique cette mobilisation.

En résumé, cette révolte est bien celle du « peuple » - comme se revendiquent nombre de personnes interrogées au sens des classes populaires et des « petites » classes moyennes, celle des revenus modestes. Dès lors, plusieurs éléments font des « gilets jaunes » une contestation singulière par rapport aux mouvements sociaux des dernières décennies. Outre son ampleur, la forte présence des employés, des personnes peu diplômées, des primo-manifestants et, surtout, la diversité des rapports au politique et des préférences partisanes déclarées font des ronds-points et des péages des lieux de rencontre d'une France peu habituée à prendre les places publiques et la parole, mais aussi des lieux d'échange et de construction de collectifs aux formes rarement vues dans les mobilisations.

Note(s) :

¶Camille Bedock, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS; Antoine Bernard de Raymond, Irisso, université Paris-Dauphine, INRA; Magali Della Sudda, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS; Théo Grémion, diplômé d'un master de géopolitique et d'une maîtrise d'urbanisme; Emmanuelle Reungoat, Centre d'études politiques de l'Europe

latine, université de Montpellier; Tinette Schnatterer, centre
Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS